Not to be
taken away

UN DÉBAT FRANC ET BRUTAL

L'EXPRESS

8 FÉVRIER 1957. — N° 294

100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME-UNI
QUEENSBERRY PLACE, LONDON, S.W.7
BIBLIOTHÈQUE
0928

L'AVENIR DU MENDESISME

Discussion entre F. Mauriac M. Duverger, A. Philip, M. Bertrand

Le problème du jour :

MEDECINE A PRIX UNIQUE

Une agréable perspective :

LA FEMME EN SOIE

Un célèbre inconnu :

SAMUEL BECKETT

SAMUEL BECKETT

« Et je me ris de tous les maîtres qui ne se moquent pas d'eux-mêmes. »
(Nietzsche, « Le Gai Savoir ».)

* * * * *

« L'EXPRESS »

91, Champs-Elysées, Paris (8)
Téléphone : ELYsées 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTÉ, Jean DANIEL

ACTUALITES : Sylvain ZEGEL

PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET

LETTRES : François ERVAL

PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE

SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :

Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :

Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Jean-Claude BRISVILLE, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION : Philippe GRUMBACH

On reste stupéfait...

J'ai été frappé par l'abondance de lettres critiques que contient votre courrier au sujet de P.M.F.

Nul n'a été, plus que moi, consterné par ses atermoiements en qualité de chef de parti (...).

Mais je constate en même temps qu'au pouvoir il a été le seul véritable chef de gouvernement que la France ait eu depuis dix ans, et que les événements de tous ordres donnent cruellement raison à son analyse politique, intérieure et internationale. En relisant le discours que vous avez publié sous le titre : « On peut sauver l'Afrique du Nord », on reste stupéfait par l'ignorance (ou la mauvaise foi ?) de ceux qui, faisant métier de parler politique, osent écrire aujourd'hui :

« Mendès n'avait pas de programme pour sauver l'Algérie. » Pas de slogan serait plus juste (...).

Je ne suis nullement un « fanatique ». Simplement un Français qui préfère, pour son pays, les hommes d'Etat aux bateleurs et l'information à la propagande.

JEAN DE C...
Paris.

Chacun pour sa part

Il me semble que le ton général de *L'Express* et surtout le « Bloc-Notes » de Mauriac accusent un peu trop le coup pour le scrutin de Paris du 27 janvier. Il ne me semble pas qu'il y ait lieu de parler d'une « victoire » de la droite, tout au moins pas dans le sens d'un accroissement de forces ou de puissance de courant.

La droite retrouve, à des poussières près, le chiffre de ses différents candidats de janvier 56 (191.000 contre 195.000) et cela n'a rien qui surprenne (...).

Quant aux autres ? Je crois qu'on n'a pas assez mis l'accent sur le fait qu'il y a eu 125.000 abstentionnistes de plus en 57 qu'en 56, et là aussi ce n'est pas étonnant.

Le surprenant, c'est qu'il y ait eu encore 116.000 électeurs ou électrices de gauche qui n'aient pas boudé les urnes (...).

Mais ne tirons pas malgré tout de conclusions trop pessimistes de cet incident qui était prévu, sauf toutefois par M. Poujade.

J'espère que l'heure du sursaut viendra quand nous le mériterons et avant qu'il ne soit trop tard. Le tout est de ne pas jeter le manche après la cognée, de ne pas admettre en esprit la décadence du pays et de garder son esprit en prise, prêt à agir sur les circonstances et sur les hommes.

Car, enfin, rien n'oblige personne à abdiquer son âme et si par malheur l'irréparable vient à échéance à Alger, à Dakar ou à Paris, la faute en sera bien à chacun de nous, chacun pour sa part !

Celle des mauvais bergers et des endormeurs sera capitale, certes, mais elle n'atténuera pas celle des endormis volontaires et des petits et grands jouisseurs.

Continuez à le dire, et à le faire comprendre à vos lecteurs. Bien que l'on ne soit pas à 100 % d'accord avec vous, votre tribune représente un centre de résistance sympathique et il n'y en a pas tellement.

A. B.
Lyon.

Un appel

Le parti radical va choisir. Il peut, par un ultime effort d'assainissement et de reconstruction, franchir le pas qui le sépare de la gauche véritable. Il peut aussi d'un coup ruiner des milliers de jeunes espoirs et consacrer la victoire de la réaction.

Le prochain comité exécutif semble devoir en décider. Les petits trafiquants qui n'ont pas su résister à la maladie du pouvoir vont tenter leur coup. Ils voudront :

1) Réintégrer les exclus ;
2) S'accaparer la direction du parti ;
3) Exclure les jacobins les plus dynamiques.

Il faut que nous tous, pour qui la politique de P.M.F. est la seule valable à l'heure actuelle, malgré le déchaînement des passions nationalistes entretenu par la grande presse, il faut que nous élevions la voix pour rabattre le caquet des petits arrivistes gouvernementaux et assurer à la direction actuelle notre soutien actif et nombreux. Il faut, pour obtenir la démission des ministres, que l'on sente une volonté puissante s'élever de la base. Cette volonté, il nous faut l'exprimer par tous les moyens : écrire à P.M.F., à nos élus, voter des motions en ce sens, expliquer partout, convaincre les hésitants.

CLAUDE DURAND,
Secrétaire des Jeunesses radicales de Seine-et-Oise.

La lassitude nous gagne

La majorité des journaux et la radio se gardent bien d'attirer l'attention sur notre position et notre sort ; c'est la raison pour laquelle nous demandons une mise au point.

27 mois d'armée pour nous, 54-2 C, dont 14 au Maroc, et 29 pour nos aînés de la 54-2 B. Aucune mesure de libération n'est encore envisagée et cela, plus que notre maintien sous les drapeaux, est pénible et démoralisant (...).

Nous avons le droit de connaître notre date de libération, ne serait-ce que pour nous permettre de prévoir notre avenir et notre emploi futur dans la vie civile. Ne serait-ce pas plus franc de la part du gouvernement ? Notre confiance renaîtrait un peu...

Puisse cet appel être entendu !

P. B.
Militaire maintenu au Maroc.

Dangereux perfectionnisme

Une fois reconnu que « l'idée d'une Europe unie et prospère est parfaitement saine et de nature à susciter l'adhésion » (je cite M. Viansson-Ponté), il s'agit de procéder à sa réalisation (...).

Demander d'abord des séries de concessions et se plaindre ensuite que le traité est vidé de sens, cela n'est guère logique. Vouloir prévenir tout choc désagréable et ensuite constater que le produit des négociations manque de dynamisme, ne l'est pas davantage. Prétendre aller à la fois plus loin pour susciter l'enthousiasme et moins loin pour ménager les intérêts en cause, rédiger un traité plus long afin de diminuer les risques, mais en même temps plus court pour qu'on puisse encore s'y retrouver — ce n'est pas du perfectionnisme, c'est de l'obstruction.

H. BRUGMANS,
Recteur du Collège d'Europe.
Bruges (Belgique).

Pas de guimauve

Admirable article du Père Daniélou. Après celui de J.-L. Bory, c'est exactement ce que nous espérions de *L'Express*.

Je le dis avec d'autant plus de sincérité que mes amis et moi, également passionnés par ce problème, redoutions une guimauve conformiste.

R. D.
Bar-le-Duc.

Le Pape et l'Afrique noire

Dans son article consacré à l'Afrique noire, M. Claude Krief a rappelé la déclaration du gouverneur général Eboué qui lui semble capitale :

« Faire ou refaire une société, sinon à notre image, du moins selon nos habitudes mentales, c'est aller à un échec certain. L'indigène a un comportement, des lois, une patrie qui ne sont pas les nôtres... Nous assurerons son équilibre, en le traitant à partir de lui-même, c'est-à-dire non pas comme un individu isolé et interchangeable, mais comme un personnage humain, chargé de traditions, membre d'une famille, membre d'un village et d'une tribu, et capable de progrès dans son milieu. »

Dans son dernier message, le Souverain Pontife a écrit :

« Le souci d'aménager les structures sociales existantes et susceptibles de progrès est assurément louable, mais ce serait une erreur d'arracher l'homme à toutes ses traditions, sous prétexte de technique et d'organisation modernes. Comme des plantes tirées hors de leur milieu et transportées dans un climat défavorable, ces hommes se trouveraient cruellement isolés pour tomber peut-être ensuite victimes d'idées et de tendances que personne, en somme, ne peut vouloir. »

Ne trouvez-vous pas qu'il est intéressant de rapprocher ces deux textes ?

PIERRE LEROY.
Paris.

Malheur à celui...

Je serais heureux de vous voir stigmatiser davantage « la foire au bétail » de Monaco. En particulier, je souhaiterais qu'il soit insisté sur le caractère scandaleux des « activités » du Père Tucker, attaché aux personnes et majestés de la Principauté.

J'ignore si nous devons « maintenant avoir un garçon », mais je suis honteux et douloureusement peiné quand j'associe en pensée un abbé Pierre à ce religieux d'alcôve.

« Malheur à celui par qui le scandale arrive », a dit l'Evangile.

MAURICE LEPAGE.
Rennes.

Séminaires pour cadres

Le Centre d'administration des Entreprises de l'Université de Paris organise, à partir du mois de février 1957, un cycle de perfectionnement, sous forme de séminaires pour les cadres supérieurs des entreprises.

Un de ces séminaires portera sur les problèmes économiques, un autre sur les problèmes humains du travail et le troisième sur la gestion prévisionnelle et le contrôle de gestion.

Toutes les séances auront lieu le soir, de 20 h. 30 à 22 h. 30, et chaque séminaire comportera une vingtaine de séances.

ROBERT GOETZ,
Professeur à la Faculté de Droit,
Directeur du Centre d'administration des Entreprises.

Des maîtres

Voilà donc Vierne et Dupré relégués au rang de « représentants de la décadence de l'orgue » ! Votre éminent rédacteur ignore sans doute que tous les organistes de valeur révèrent Vierne et Dupré comme leurs maîtres. Nous n'osons lui conseiller de faire, le dimanche matin, le tour des églises de Paris et d'écouter les chefs-d'œuvre de la prestigieuse école d'orgue française contemporaine conduite — pour ne citer que les grands maîtres — par Vierne, Tournemire, Duruflé, Messiaen (...).

Il est déplorable qu'un journal comme *L'Express* contribue d'une façon si grossière à entretenir l'oubli qui entoure Louis Vierne, ce grand génie méconnu qu'on va enfin célébrer ces jours-ci à l'occasion du XXe anniversaire de sa mort.

DOMINIQUE JANICAUD,
Etudiant en lettres.
HENRI BERGOUGNAN,
Etudiant en sciences physiques.
JEAN-PHILIPPE GUINLE,
Etudiant en philosophie.
ALAIN LACOSTE,
Etudiant en sciences naturelles.
Paris.

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS

Mots croisés n° 69

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2						■		
3								
4					■			
5			■					
6							■	
7		■						■
8				■				
9						■		
10								

HORIZONTALEMENT. — 1. Ne redoutait pas les caprices de Marianne. — 2. Ne pétille pas. Un demi-mot d'enfant. — 3. Entre tête et abdomen. — 4. Renforce. L'amour qu'il inspire provoque des gestes désintéressés. — 5. Communes à Niort et à Cholet. Prête à être rechaussée. — 6. Moins agité que le rock and roll. — 7. Le boa ou le crotale sont plus redoutables. — 8. Sort de la bouche d'un Anglais ou y entre. Participa à une affaire de famille peu honorable. — 9. Reprise, pour le major Thompson. Suit l'acte. — 10. Ne nécessite quand même pas l'exorcisme.

VERTICALEMENT. — I. N'est pas pour effrayer Mimoun. — II. N'aboutit pas. Réponse qui manque d'amabilité et de précision. — III. On peut en mourir très agréablement. Embarrasse l'ébéniste. — IV. Fut bien utile à la ligne de démarcation. Symbole de propreté. — V. Supporta des charges diverses avant d'être vendu. Occupe, aux Etats-Unis, une beaucoup plus grande surface qu'en Espagne. — VI. Ne servent plus guère à pointer, ni à trancher. — VII. Objet d'une intervention. Troua avec adresse une peau, en en épargnant une autre. — VIII. Garnie de façon à amortir les chutes. On y descend quand la colère monte.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	Q	U	E	S	T	E	U	R
2	U	R	N	E	■	N	N	E
3	A	B	S	C	O	N	S	■
4	D	A	■	R	I	E	■	I
5	R	I	V	E	R	A	I	N
6	U	N	I	T	E	■	T	D
7	P	E	R	A	■	P	O	E
8	E	■	O	I	S	E	U	X
9	D	E	N	R	E	E	■	E
10	E	N	S	E	L	L	E	E

Solution du n° 68

OFFRES D'EMPLOIS (Cadres)

Recherchons stagiaires **EDUCATEURS**
enfants caractériels. Stages pratiques et théoriques
21 ans - niveau BAC exigé
Ecrire SEVENIER
Ecole Th. Roussel - MONTESSON (S.-et-O.)

Importante Société Industrielle recherche :
INGENIEUR
Pr SERVICE TECHNIQUE
(Grandes Ecoles) Radio-Electricien 2 ou 3 ans expér. industr. U.H.F. - Env. C.V. à n° 40.772 Confesse Pub. 20, av. Opéra, Paris-1er qui transm.

Recherchons toute urgence :
TECHN. CHIMISTES
ayant expérience travaux laboratoires - Hommes de préférence - dégagés obligations militaires susceptibles suivre stage formation spécialité chimie nucléaire. Logement assuré à titre onéreux. Ecrire : COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE - Centre de Marcoule à CHUSCLAN (Gard)

Importante Société Industrielle recherche :
INGENIEURS
SERVICE TECHNIQUE
format. E.S.E. RADIO-I.E.G. TOULOUSE, BORDEAUX, etc. pr TUBES et MATERIEL HYPER-FREQUENCES. Adr. C.V. à n° 40.797 - Confesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er qui transm.

DIRECTION PERSONNEL
Importante Société recherche
ADJOINT 25-30 ANS capable assurer
Job analysis et relations extérieures. Connaiss. souhaitab. de l'Anglais. Ecr. Société Française Psychotechnique - 117, rue Réaumur

Sommes acheteurs bonne occasion
MACHINE A DICTER
de marque, avec lecteur indépendant. Faire offre à P.C.P. - 57, rue Blatin, CLERMONT-FERRAND

PROPRIÉTÉS

RECHERCHE POUR ACHAT
PROPRIETES agrément ou rapport
Agence LAGRANGE, 34, r. Pasquier, PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

L'EXPRESS

Direction, rédaction : 91, CHAMPS-ELYSEES - PARIS (8e) - ELY. 88-61

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 fr. — Suisse : 1 fr. 90. — Belgique : 10 fr. Italie : 250 lire.

ABONNEMENTS (1 an)

FRANCE, UNION FRANÇAISE .... 3.000 francs
ETRANGER .... 3.500 francs

PAR AVION

3.800 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
4.400 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
5.800 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
6.400 fr. - Congo Belge, Ethiopie.
5,100 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
7.200 fr. - Guadeloupe, Guyane Française, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie, Afrique du Sud.
8.500 fr. - Canada, Etats-Unis.
9.500 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela. lande.

Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 francs
Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 7378-19 Paris
ADMINISTRATION - PUBLICITE - VENTE :
37, CHAMPS-ELYSEES - PARIS (8e) - Tél. : BAL 19-68
Administrateur : J.-F. COBLENCE

Vous trouverez dans ce numéro :

Les affaires françaises

- La Semaine, Retour.
- Gouvernement : L'espoir fait vivre, même M. Albert Gazier .... p. 3
- En deux mots .... p. 4
- Partis, Afrique noire, Armement .... p. 5
- DU 6 FEVRIER AU 6 FEVIER, *par Jacques FAUVET* p. 6

Les affaires étrangères

- O.N.U. : Avant le dernier quart d'heure .... p. 7
- Venise : Sous l'œil de Londres .... p. 8
- Etats-Unis : L'ère des fusées .... p. 8
- UNE IDEE POUR NEGOCIER AVEC L'U.R.S.S., *par Hugh GAITSKELL* .... p. 8
- Moyen-Orient : Le message confié à Séoud .... p. 9
- *Un reportage photographique :* ALGER ATTEND pp. 10 et 11

Actualités

- Je, Tu, Il. Sports. Aviation. Oh ! Pardon .... p. 12
- LA MEDECINE A PRIX UNIQUE .... p. 21
- Atome .... p. 22

La marche des idées

- *Un débat franc et brutal entre François Mauriac, Maurice Duverger, André Philip et Maurice Bertrand :* QUEL EST L'AVENIR DU MENDÉSISME ? pp. 13 à 20

Paris en parle

- GIRAUDOUX RESISTE ET GAGNE .... p. 23
- Théâtre .... p. 23
- Cinéma .... p. 24
- Musique, Jazz, Exposition .... p. 25

Lettres

- L'homme de la semaine, un célèbre inconnu : SAMUEL BECKETT.. pp. 26 et 27
- On vous en parlera : Maturité, *de Jean Blanzat* ......
- Les best-sellers français Ecrivains, Essais, Voyages, Politique .... p. 28
- Un précurseur : Valery Larbaud .... p. 29

Les pages au féminin

- MODE 1957 : UNE FEMME EN SOIE p. 30
- Maison, Recette .... p. 31
- Le Test .... p. 32

Et

- LE NOIR ET LE ROUGE, *par François MAURIAC* p. 32

LES AFFAIRES FRANÇAISES

GUY MOLLET
Une attraction trouble

ALBERT GAZIER
Un verre d'eau propre

ROBERT VERDIER
Une menace arithmétique

LA SEMAINE

DEUX hommes en bleu de travail ont examiné cette semaine tous les bureaux du ministère des Finances, du « corridor du Nord » à celui du Midi, et des cabinets directoriaux aux cagibis du courrier. Partout où l'éclairage comportait au moins trois ampoules électriques ils retiraient une des lampes sur trois. Cette décision énergique représentait la contribution de l'Administration aux économies budgétaires qu'entend réaliser M. Ramadier.

● Mais les compressions ne seront pas seulement symboliques : dans le vocabulaire à la mode, on annonce rue de Rivoli que des « commandos » de fonctionnaires vont être lancés dans quelques « départements-cobayes » pour y manier la hache et la guillotine. Leurs conclusions seront connues à la fin d'avril.

D'autre part, des crédits ont été bloqués sur quelques chapitres de dépenses. Il s'agit là surtout d'une réduction théorique, ne modifiant pas le rythme actuel des dépenses et ses effets ne sont prévus que pour novembre ou décembre.

Enfin, M. Ramadier, sur sa lancée, a même proposé l'idée d'une compression de 80 milliards des dépenses militaires générales et d'une limitation particulière des charges militaires d'Algérie. La Défense nationale, qui en a vu d'autres, n'est pas très émue...

● Le ministre des Affaires sociales, M. Albert Gazier, se heurte, aussi, à de sérieuses difficultés : avec les médecins, qui s'acharnent contre son plan de réforme de leur profession ; avec les députés, qui freinent son « second train » de mesures sociales ; avec son collègue des Finances, toujours lui, qui a fait décider mercredi par le Conseil des ministres qu'aucune dépense nouvelle, même gagée par des recettes, ne serait envisagée cette année ; avec les syndicats, enfin, qui se préparent à exploiter l'irritation croissante des fonctionnaires et ouvriers du secteur nationalisé (déjà manifestée dans les grèves partielles de l'Electricité, du Gaz et des P.T.T.) pour revendiquer le relèvement du salaire minimum garanti (S.M.I.G.), base de toute la hiérarchie des traitements.

● Ces difficultés-là apparaissent toutefois secondaires au président du Conseil, à côté des préoccupations plus générales qui sont les siennes.

Certes, à l'O.N.U., la partie décisive s'annonce mieux qu'on ne l'espérait, en particulier depuis que le représentant américain, M. Cabot Lodge, a apporté son appui sans réserves à la thèse française sur l'Algérie. Et au parti socialiste, mardi soir, l'unanimité s'est faite pour approuver en bloc la politique algérienne définie par le président du Conseil dans sa « déclaration d'intentions » du 9 janvier, qui reprenait elle-même les principes arrêtés au Congrès S.F.I.O. de Lille.

Mais cette unanimité s'est faite à la suggestion de la minorité, présentée par son leader, M. Robert Verdier. Si elle a le sens d'un ultimatum socialiste aux modérés (acceptez cette politique faite par nous ou tentez-en une autre avec un nouveau gouvernement, mais sans nous), elle enferme aussi M. Guy Mollet lui-même dans un cadre plus étroit qu'il ne le souhaitait; et l'échange de correspondance avec les différents groupes parlementaires tombe à l'eau.

● Une proposition parlementaire visant à mettre l'Algérie en état « d'hibernation » pour cinq années sous le contrôle de l'O.N.U., provoque quelques remous. Elle émane de M. Jean-Paul David, secrétaire général du R.G.R.

M. David s'efforce, par des moyens divers, de constituer à l'Assemblée un groupe ou un intergroupe « libéral », qui se heurte à une vive concurrence de la part de M. Bernard Lafay, fondateur, lui, du « Centre républicain ».

Ce qui est en jeu, c'est en fait un petit rassemblement centriste réunissant, peut-être autour de M. Edgar Faure, un nombre suffisant de députés ex-radicaux pour devenir l'instrument de la future majorité.

RETOUR

J.-J. SERVAN-SCHREIBER

IL y a plus de six mois, le 13 juillet 1956, Jean-Jacques Servan-Schreiber prenait ici « rendez-vous au retour » avec tous les jeunes hommes mobilisés comme lui dans l'armée d'Algérie.

Relevés par les jeunes du contingent, les rappelés sont aujourd'hui presque tous rentrés. Et ils se taisent...

Un silence tissé à la fois de pudeur, de solidarité avec les camarades demeurés là-bas, de difficultés devant l'expression sincère de sentiments parfois contradictoires, un silence d'hommes meurtris mure leurs souvenirs.

Que pensent-ils; qu'ont-ils vu dans la vie quotidienne de l'armée de « pacification »; que se passe-t-il, vraiment, en Algérie ?

Démobilisé cette semaine, le 5 février, l'un d'entre eux, Jean-Jacques Servan-Schreiber, prendra bientôt la parole dans « L'Express ».

GOUVERNEMENT

L'espoir fait vivre

« M. *GAZIER souffre d'un esprit de système. Il faudrait lui prescrire un régime alimentaire autorisant tous les aliments doux comme les sucres, forts comme les protides, chauds comme les graisses, mais supprimant les ismes qui entraînent à la longue des troubles métaboliques.* »

Ce diagnostic sévère figurait la semaine dernière parmi les quelque soixante réponses de médecins à une enquête entreprise par un quotidien parisien du soir sur le thème : « Faut-il tarifer les honoraires médicaux ? ». Il était signé : « Docteur S. Paris (20e). »

Le lendemain, au courrier du journal, une lettre à en-tête du ministère des Affaires sociales :

« *Je remercie par votre intermédiaire le docteur S. de sa consultation. Comme tout travail mérite rémunération et comme je ne connais pas l'adresse ni le nom de ce praticien, je vous prie de bien vouloir lui transmettre le chèque ci-joint, de 700 francs. Cette somme me paraît largement suffisante. J'estime en effet que le docteur S. ne peut prétendre, pour cette brève consultation, à un dépassement du tarif syndical.* » *Signé : Albert Gazier.*

Dans le conflit tendu qui l'oppose aux médecins dont il entend limiter à 700 francs les tarifs de consultation, le ministre des Affaires sociales marquait un point : il avait, ce jour-là, les rieurs de son côté.

Mais ce n'est là qu'un simple épisode de la bataille que mène depuis huit mois M. Albert Gazier pour tenter de faire démarrer enfin ce « second train » de mesures sociales du →

DEVENEZ UN AS DE LA VENTE

(Représentant, Agent technique commercial, Négociant, Gérant de magasin, Vendeur démonstrateur, etc.) sans condition de diplôme ou de capital, grâce à l'enseignement par correspondance de l'Ecole Polytechnique de Vente qui assure dix ans d'avance au débutant, rendement triplé au professionnel. Milliers de triomphaux succès. Situation assurée. Demandez tout de suite à l'ECOLE POLYTECHNIQUE DE VENTE (Directeur Jean-Charles LEPIDI) 71, rue de Provence, Paris, 9e, son importante brochure gratuite n° 666 « Documentation sur les Carrières du Commerce ». Cette brochure vous sera adressée sans engagement.

→

gouvernement, dont le remboursement à 80 % des honoraires médicaux par la Sécurité sociale ne constitue lui-même qu'un des éléments. Dans cette bataille, comme dans toute sa carrière politique passée, et son action ministérielle des douze mois écoulés, l'homme qui porte avec le sourire l'une des plus lourdes, sinon des plus spectaculaires, responsabilités au sein de l'équipe gouvernementale, s'est montré égal à lui-même.

En un an, sa silhouette s'est alourdie, ses traits se sont un peu empâtés, les cheveux drus qu'il rejette en arrière d'un geste machinal virent du blond au gris ; mais, derrière les grosses lunettes rondes, les yeux bleus demeurent vifs et gais. Albert Gazier est resté l'homme simple et affable que connaissent bien les familiers du Palais-Bourbon et des assises S.F.I.O. ; au pouvoir, il est demeuré loyal, patient et philosophe.

Presque une religion

Sa loyauté procède d'un vieil et solide attachement au parti socialiste, dans lequel ce fils d'universitaire milite avec discipline depuis le temps où il était tout à la fois, vers 1930, étudiant en droit et vendeur de librairie. Aujourd'hui, à 49 ans, quand il regarde le chemin qu'il a parcouru, Albert Gazier peut le décrire tout entier avec deux de ces mots en *isme* dont l'ironique docteur S. prétend qu'ils « entraînent à la longue des troubles métaboliques » : syndicalisme et socialisme. Et toujours, aussi bien en 1936 comme secrétaire général du Syndicat des employés de la région parisienne qu'en 1943 au bureau de la C.G.T. clandestine et qu'en 1957 comme ministre de Guy Mollet, sa règle d'or tient en un raisonnement simple que l'on pourrait résumer schématiquement ainsi : *je suis, d'abord, socialiste ; dans mon parti* (*ou dans le gouvernement où il m'a délégué*), *je peux défendre librement ma position ; mais quand la majorité s'est prononcée, la discussion s'arrête ; dès lors, mon devoir est d'obéir au chef que s'est donné le parti, d'être, en toutes circonstances, solidaire de ses décisions, de sa politique, même si je les ai critiquées et désapprouvées auparavant.*

Des luttes de la seconde grande époque du socialisme, celle de Léon Blum, qu'il a vécues et partagées dans le rang, presque à la base, Albert Gazier a conservé cette conception du socialisme qui en fait *« une morale, presque une religion autant qu'une doctrine »*.

Etre socialiste

Il appartient à cette génération pour laquelle le 6 Février, la guerre d'Espagne, l'enthousiasme de la victoire du Front populaire, les conquêtes sociales et ouvrières sont des étapes essentielles. Etre socialiste supposait alors des convictions pacifistes, voire antimilitaristes, laïques et égalitaires ; un internationalisme qui n'altère pas le sentiment national ; une générosité de cœur qui s'exerce aussi bien à l'égard des plus défavorisés, des moins évolués, sans distinction de races ; une volonté ardente de démocratiser toujours davantage l'administration de l'État, d'organiser une répartition de plus en plus équitable des biens et une réglementation de plus en plus rigoureuse de leur source essentielle : le travail des hommes.

Aujourd'hui encore, quand il veut définir d'une phrase sa conception du socialisme, il écrit pour ses électeurs de la banlieue ouest de Paris (5e secteur), dont il est le député depuis 1946 : *« Les socialistes sont les vrais républicains, les républicains intégraux, qui veulent prolonger la démocratie politique sur le plan économique et social. »* Ses électeurs ont-ils senti, à travers ce manifeste, une conviction honnête et sincère ? Ils lui ont, en tout cas, donné le 2 janvier 1956 10.000 voix de plus qu'en 1951, autant qu'à sa première élection de député en 1946.

Seulement, s'il est l o y a l et convaincu, Albert Gazier a appris aussi à être patient.

L'exercice du pouvoir

Il avait douze ans quand les dix jours de l'Octobre russe ébranlèrent le monde, vingt quand il rêvait de contribuer, dans son pays, à faire la révolution socialiste de son temps, la révolution de Lénine dans la tradition de Jaurès et sous la direction de Léon Blum.

Mais, à trente ans, il pouvait entendre Léon Blum, précisément, déclarer à la radio dans son allocution du Jour de l'An 1937 : *« Nous ne cherchons ni directement, ni insidieusement, à appliquer au pouvoir le programme socialiste. »* Il sait de longue date que *« l'exercice du pouvoir sera toujours une épreuve difficile et douloureuse pour les partis socialistes. »* (Léon Blum. Discours à la Bellevilloise.) Malheureusement, il n'a pas appris à se méfier assez de *« cette race de socialistes sur qui les politiques de prestige et de force, les logomachies chauvines et l'orgueil du proconsulat exercent une attraction aussi trouble qu'irrésistible »*.

C'est à lui que Guy Mollet a confié la tâche de renouer le fil rompu après l'élan de 1936 par la « pause » sociale de 1937, après les grandes réformes de 1945 par l'échec du gouvernement socialiste de 1946.

Or, il a mesuré jour après jour, poste après poste, à l'Economie nationale sous M. Gouin, aux Travaux publics sous M. Bidault, à l'Information sous M. Pleven et M. Queuille (après quelques semaines au côté de Léon Blum), à son banc de député de l'opposition enfin depuis cinq ans, combien large était le fossé qui sépare les programmes électoraux des réalités gouvernementales, la foi socialiste et son expression au pouvoir. Et cela l'a rendu philosophe.

Loyal, mais écartelé : *« Je ne ferai rien contre ma conscience, mais rien non plus, quoi qu'il arrive, contre Guy Mollet. Quelles que puissent être mes divergences, je ne démissionnerai jamais du gouvernement »*, confiait-il à ses amis dès son entrée, en février 1956, dans le grand cabinet décoré de peintures modernes qu'il occupe au 127, rue de Grenelle, siège du ministère du Travail.

Patient, mais modeste : la vague électorale qui a porté les socialistes au pouvoir l'an passé (cette vague qui a bel et bien existé, puisque M. Guy Mollet est toujours là) permettait d'espérer qu'une nouvelle étape du progrès social pourrait être au moins amorcée. En quatre mois en effet, trois mesures très importantes ont été discutées et votées, non sans vifs débats d'ailleurs : l'allongement à trois semaines des congés payés ; la réduction des abattements de salaires selon les régions (zones) ; l'institution du Fonds vieillesse. Depuis que la loi créant ce fonds, si discuté, a été promulguée au « Journal officiel » du 1er juillet, il y a donc huit mois, c'est à nouveau « la pause ». Mais le ministre des Affaires sociales n'en continue pas moins à pousser sur l'échiquier parlementaire d'autres pions — réglementation des conflits du travail, congés culturels, honoraires médicaux — réformes beaucoup plus modestes dont « Le Populaire » n'hésite pas à affirmer avec une regrettable emphase qu'elles *« présentent un authentique caractère révolutionnaire »*.

Obstacles

Il y a quelque chose d'émouvant à considérer cet homme sincère et calme qui s'obstine contre vents et marées, malgré la guerre d'Algérie et la campagne d'Egypte, malgré les économies de M. Ramadier et les protestations des syndicats de médecins, malgré la surenchère de la C.G.T. et les plaintes de plus en plus vives du patronat, à tenter de poursuivre dans son secteur ministériel une politique d'inspiration socialiste.

Y réussit-il ? A vrai dire, de moins en moins. Parce que les milliards s'en vont en dépenses militaires et que la pression des modérés sur le gouvernement s'alourdit. Parce que les médecins ont réussi à secouer l'apathie de l'opinion et à passionner le débat qui les concerne. (*Lire à ce sujet :* « L'homme de la semaine : *Médecin à prix unique* », *page* 21.) Parce que M. Ramadier est de plus en plus morose et ménager de ses deniers, MM. Lacoste et Bourgès-Maunoury de plus en plus exigeants, M. Frachon de plus en plus nerveux et M. Villiers de plus en plus menaçant.

Alors M. Mollet devient de plus en plus évasif. *« Un obstacle chaque jour, chaque jour une action »*, disait récemment « Le Populaire » en présentant le bilan du gouvernement ; c'était beaucoup d'optimisme ; les obstacles se multiplient, les actions se font rares, et plus rarement encore heureuses.

Le fossé

On a dit de la politique sociale Gazier qu'elle risquait d'être *« un verre d'eau propre dans un baquet d'eau sale »*. Pour l'honneur du parti socialiste, il est bon que ce verre d'eau propre ait existé. Les mesures sociales d'Albert Gazier sont, avec les réformes entreprises outre-mer par Gaston Defferre, le seul élément positif à porter au crédit d'un gouvernement qui aura, par ailleurs, compromis tant de chances, bâclé tant de grandes affaires, saboté tant d'espoirs.

Mais ce laboratoire de socialisme expérimental installé rue de Grenelle ne pouvait fonctionner bien longtemps dans un contexte politique qui bloque le progrès démocratique pourtant à la portée de la main. Malgré la patience et la bonne volonté d'Albert Gazier, l'occasion est manquée, cette fois encore, de refaire autour de la S.F.I.O. l'unité ouvrière, de franchir un véritable pas en avant. Le fossé demeure large, qui sépare les promesses de révolution et l'engagement toujours plus accentué dans la société bourgeoise. Heureusement, l'espoir fait vivre, même les ministres.

P. V.-P.

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS.

L'INSTITUT National de la Statistique vient d'étudier la consommation des boissons en France. Les conclusions n'en sont guère rassurantes.

En 1956, chaque Français adulte a consommé en moyenne l'équivalent d'une trentaine de litres d'alcool pur. Ce qui correspond à 60 litres de calvados ou à 150 litres d'apéritif ou encore à 300 litres de vin ordinaire.

M. EDGAR FAURE, à l'Assemblée, est un des plus fidèles partisans de son successeur M. Guy Mollet. Dans tous les scrutins importants, sa voix n'a jamais fait défaut au Président du Conseil. Mais l'éditorialiste anonyme de la revue mensuelle que dirige Mme Edgar Faure, écrit cette semaine à propos du gouvernement Guy Mollet : « On se demande comment il a duré. Ce qu'il avait promis, il ne l'a pas tenu. Ce qu'il a entrepris, il ne l'a pas réussi. Et pourtant, il tient. A croire que l'insuccès consolide le pouvoir. » Les relations aussi.

LE cercle communiste de l'Ecole Normale de la rue d'Ulm est en dissidence.

Il entend, en effet, garder son autonomie vis-à-vis de l'union des étudiants qui doit se constituer prochainement au sein des Jeunesses Communistes.

La « J. C. » se présente comme une association « indépendante » dont le rôle est de lutter « aux côtés du parti communiste et de la classe ouvrière ».

Mais le cercle communiste de la rue d'Ulm considère qu'il est suffisant d'affirmer sa volonté de lutter « aux côtés de la classe ouvrière » tout court.

M. PIERRE MENDES FRANCE vient d'envoyer une lettre personnelle à tous les membres du « Comité Exécutif » du Parti Radical (un délégué par 200 militants).

Ce « petit congrès » se réunit la semaine prochaine (15 février).

« Nous sommes avertis, écrit le Vice-Président du Parti, que des propositions seront faites, tendant à modifier l'orientation du parti ou à revenir sur des décisions antérieures. Pour ma part, je ne le regrette pas, car je souhaite une confrontation approfondie et complète. »

« JOURS DE FRANCE », hebdomadaire illustré de droite, consacre dans son dernier numéro deux pages à une interview de Jacques Soustelle, qui fait partie de la délégation française à l'ONU.

L'article est accompagné d'une belle photo montrant M. Soustelle avec deux messieurs, et accompagnée de la légende suivante : « Deux chroniqueurs américains sont venus s'informer de notre thèse. »

Nul ne met en doute l'intérêt que M. Soustelle suscite parmi les journalistes américains et l'effort qu'il fournit pour les convaincre.

Mais il est difficile de ne pas reconnaître dans « les deux chroniqueurs américains », M. Dumont et M. Cœur, fonctionnaires français l'un et l'autre de notre délégation permanente à l'ONU. B. G.

PARTIS

Echange de lettres (fin)

MARDI soir, le groupe parlementaire et le comité directeur socialistes ont pris, après une réunion mouvementée, une décision unanime qui modifie la situation politique : la S.F.I.O. ne soutiendra aucun gouvernement qui ne ferait pas sien, en totalité, le programme algérien tracé par M. Guy Mollet dans sa « déclaration d'intentions » du 9 janvier dernier.

Les dirigeants et les parlementaires socialistes s'étaient réunis pour entendre le président du Conseil s'étonner que son propre parti fût le seul à ne pas avoir encore répondu à la lettre par laquelle il sollicitait l'adhésion de tous les partis de sa majorité et des anciens présidents du Conseil à sa politique algérienne.

« L'opération lettre » fut d'abord sévèrement critiquée : MM. Depreux et Deixonne, notamment, parlèrent « d'entorse » à la tradition parlementaire et aux usages de la S.F.I.O.

Mais surtout la minorité socialiste, en particulier par la voix de MM. André Philip et Robert Verdier, s'éleva avec vigueur contre l'invitation implicite adressée à la S.F.I.O. de soutenir tout gouvernement qui respecterait les deux principes sur lesquels les autres groupes avaient donné déjà leur accord : indissolubilité des liens entre la Métropole et l'Algérie, incompétence de l'O.N.U. Renoncer notamment à faire du collège unique (1) une exigence fondamentale, c'était, soulignait la minorité, trahir à la fois les décisions du Congrès de Lille et les principes énoncés par M. Guy Mollet lui-même dans sa « déclaration d'intentions ».

Or, cette déclaration avait, selon M. Robert Verdier, reçu l'adhésion unanime du groupe socialiste de l'Assemblée. Après que M. Naegelen se fut étonné de ces inquiétudes, M. Guy Mollet fit soudain une proposition : la réponse officielle du parti à sa lettre contiendrait une phrase affirmant que sa politique, telle qu'elle était résumée dans la déclaration du 9 janvier, « *forme un ensemble dont aucune partie ne peut être séparée* ». L'unanimité entre les deux tendances se fit aisément pour approuver cette proposition, dont les conséquences sont importantes.

Raidissement

1° C'est un avertissement de la S.F.I.O. à tous les autres partis : en cas de crise, nul ne pourra obtenir les voix socialistes s'il ne s'engage à appliquer le collège unique pour les élections en Algérie et s'il n'accepte l'institution d'un exécutif et d'un législatif algériens.

2° En même temps, c'est un rappel de la minorité socialiste à M. Guy Mollet. Le président du Conseil se trouve emprisonné dans le cadre théorique qu'il a lui-même tracé selon le schéma arrêté lors du Congrès de Lille.

3° C'est aussi un pari avec les modérés. Ceux-ci ont multiplié les réserves, les réticences quand, par sa lettre, le président du Conseil a voulu les amener à définir d'un commun accord une politique minimum pour l'Algérie. Cette fois, c'est la S.F.I.O. qui veut les enchaîner au programme du 9 janvier. Ce qui revient à dire : essayez donc d'opérer un renversement de majorité, de gouverner sans nous.

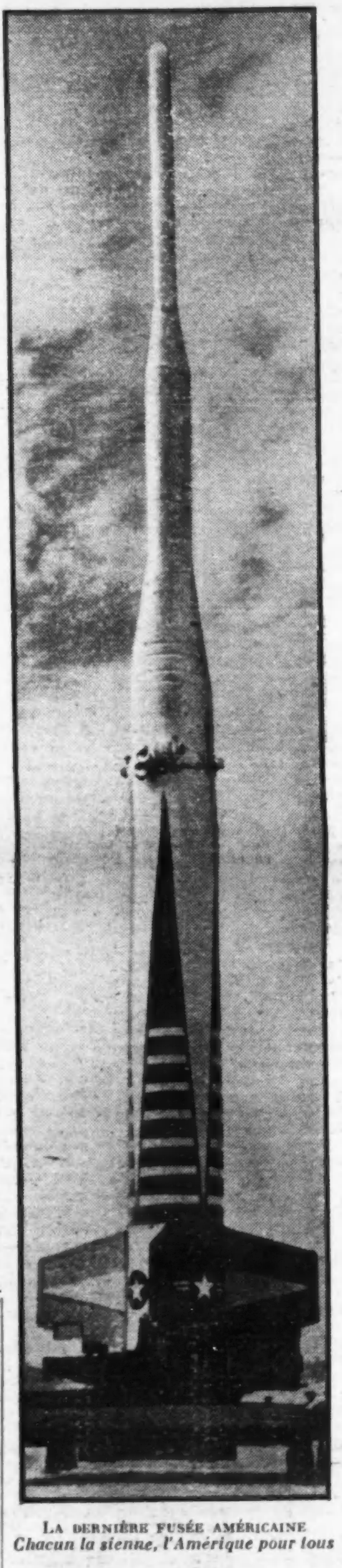
En pure arithmétique parlementaire, la droite pourrait investir un président du Conseil combattu par les communistes (150 voix), les socialistes (100 voix), une vingtaine de radicaux et quelques isolés. A la condition, bien entendu, qu'elle obtienne le ralliement des poujadistes (32) ; elle disposerait alors d'une majorité de l'ordre d'une cinquantaine de voix (320 voix contre 275 environ). Mais le ralliement escompté des poujadistes n'est pas encore réalisé ; et surtout le calcul, valable sur le papier, risquerait de se révéler faux dans la pratique. M. Guy Mollet paraît penser, en tout cas, qu'un tel gouvernement ne pourrait vivre et que l'appui socialiste, malgré l'arithmétique, reste la clef de toute combinaison dans cette législature.

On pourrait aussi penser que l'intention du gouvernement était de lancer un avertissement aux rebelles : ces derniers devaient savoir qu'aucun gouvernement ne pourrait aller plus loin que celui de M. Guy Mollet. Mais il faudrait pour autant que la notion de « collège unique » eût un sens.

Le collège unique est une modalité de scrutin, il n'en est pas le principe. De quelles élections veut-on parler ? Pour quelles assemblées ? Selon quel morcellement de territoire ? C'est seulement avec ces précisions que l'unanimité socialiste aurait pu avoir une signification.

Et dans la réalité des faits, dans la vie quotidienne en Algérie, derrière ces « déclarations d'intentions » et ces audaces parlementaires, la politique de la France demeure l'immobilisme pur et simple.

(1) Jusqu'à présent, les musulmans (8 millions) et les Européens (1.200.000) élisaient, à l'Assemblée algérienne, un nombre égal de représentants (120). Avec le collège unique, tous les électeurs désigneront, ensemble, leurs représentants, ce qui conduira forcément à une forte majorité musulmane dans la nouvelle Assemblée algérienne.



LA DERNIÈRE FUSÉE AMÉRICAINE
Chacun la sienne, l'Amérique pour tous

AFRIQUE NOIRE

Maltraiter les enfants légitimes ?

UN long moment de stupeur pesa samedi dernier, en fin d'après-midi sur l'Assemblée. Par un vote hostile les députés venaient de réduire à néant cinq jours de débats passionnés. Au banc du gouvernement M. Defferre, ministre de la France d'outre-mer, et M. Houphouët-Boigny, ministre délégué et président du Rassemblement démocratique africain, étaient angoissés. En unissant leurs voix pour des mobiles opposés, communistes et conservateurs paralysaient l'examen des décrets préparés par le gouvernement et profondément modifiés par la commission.

C'était l'impasse : treize décrets rédigés en vertu de la loi-cadre risquaient de prendre automatiquement force de lois sans satisfaire les élus d'outre-mer sur un point capital. Ce point commandait toute la réforme : il s'agissait de déterminer la composition et les pouvoirs du conseil de gouvernement de chaque territoire. Quelques minutes plus tard, pourtant, l'Assemblée revenait sur son vote. Le débat était pratiquement achevé, et la situation retournée.

Du compromis adopté, un membre de la commission d'outre-mer disait lui-même : « C'est la quadrature du cercle. » Il fallait en effet concilier deux termes parfaitement contradictoires : la nécessité constitutionnelle de « l'unité de la République » et l'aspiration profonde des Africains à l'autonomie.

Pour tous les territoires d'outre-mer, la commission avait préparé un statut en quelque sorte « togolais ». Le Togo vient, comme on sait, d'accéder à l'autonomie. Mais, disent les ennemis du projet de la commission, le Togo ne fait pas directement partie de la République, puisque c'est un territoire sous tutelle internationale. Son autonomie ne saurait donc mettre en cause l'unité de la République. A quoi les élus noirs firent observer : « *Il ne faut pas que les enfants légitimes soient plus mal traités que les enfants adoptifs.* »

Prendre prétexte en effet de ce que des territoires échappent au contrôle direct de l'O.N.U. pour leur accorder des réformes moins audacieuses, c'était provoquer une crise particulièrement grave.

Joujoux et sucettes

Comment sortir de cette impasse ? On résolut tout simplement de ménager en apparence la Constitution tout en accordant en fait satisfaction aux revendications des Africains. Pour ce tour de force, il y avait le vocabulaire.

Ainsi on ne parle pas de premier ministre, mais il existe un « vice-président » qui en assume le plus clair des fonctions. On ne parle pas d'autonomie interne, mais le pouvoir de gestion des différents ministres correspond à un véritable « exécutif », ayant à son service sa propre administration. L'Assemblée territoriale n'est pas un « parlement », mais les ministres sont en fait responsables devant elle : elle assume dans les limites de sa compétence le rôle d'un véritable « législatif ». La Constitution est cependant sauve : le gouverneur, appelé chef du territoire, préside le conseil de gouvernement...

Peut-on parler dans ces conditions de « joujoux et de sucettes », comme le fit avec scepticisme M. Senghor ? Nullement, puisqu'un régime parlementaire va se développer dans toute l'Afrique noire. En fait, ce sont de véritables républiques qui vont se constituer : la France conservant la charge des services d'Etat, c'est-à-dire la diplomatie, l'armée, la sécurité, l'enseignement supérieur et la coordination économique.

M. Léopold Senghor, dans une expression qui a fait mouche, a fait allusion à une « balkanisation de l'Afrique noire ». La décentralisation nuirait à l'unité africaine des grandes fédérations d'A.O.F. et d'A.E.F. en accusant le caractère artificiel du morcellement. M. Senghor voudrait disputer le leadership africain à M. Houphouët-Boigny qui a soutenu victorieusement la thèse de l'autonomie des territoires. Agrégé de grammaire, gendre du célèbre Félix Eboué, rédacteur de la Constitution, ancien ministre de M. Edgar Faure et poète de talent à ses heures, M. Léopold Sedar Senghor est sans aucun doute l'une des plus brillantes personnalités du monde noir. Pourquoi aujourd'hui un irréalisme singulier le conduit-il à contrarier une évolution qui a le rare privilège de se faire sans heurts ?

ARMEMENT

Les atomes coûtent cher

LA Grande-Bretagne a pris le galop. En dépit des succès techniques de ses ingénieurs, ses généraux en étaient restés à la guerre d'hier. MM. Macmillan et Dunvan Sandys veulent d'un seul coup, avec la bénédiction américaine, sauter à la guerre de demain — ou d'après-demain (voir *Angleterre*, page 9).

Il ne déplairait pas à M. Bourgès-Maunoury, ministre de la Défense nationale, de réaliser lui aussi un programme aussi mirifique, d'où l'annonce fracassante d'une « révolution atomique pour l'armée française ». Mais il lui faut compter avec le Shape, l'Algérie et M. Ramadier.

Passons sur le fait qu'on ne pacifiera pas l'Algérie avec des fusées, même sans tête atomique. Avec des fantassins non plus, d'ailleurs, s'ils ne sont pas les instruments d'une politique claire, énergique et libérale.

Il est normal et utile que le comité technique des programmes et fabrications d'armement, qui s'est réuni en session ordinaire la semaine dernière, prépare l'avenir et qu'il prévoie, au cours des dix années à venir, la transformation progressive de nos armements et l'avènement de l'engin-bombardier et de l'engin-chasseur, en passant par le stade de l'avion-fusée piloté, puis guidé. Et la présence de M. Guillaumat a rappelé qu'il n'y aura bientôt plus de tête qu'atomique.

De là à annoncer une transformation prochaine de nos moyens militaires, la marge est grande. Le comité travaille depuis longtemps. Ses travaux sont loin d'être terminés. Le coup de théâtre, s'il y en a eu un, a été l'exposé des intentions de M. Ramadier qui auraient pour conséquence de réduire d'une quinzaine de milliards le budget des études et des constructions aéronautiques.

Les divisions d'Allemagne — ou plutôt leurs tristes restes — ne sont pas près de laisser place à des rampes de lancement.

BIENTOT LE NUMERO 5 DES

Cahiers de la République

entièrement consacré au

COLLOQUE DE CAEN

sur la RECHERCHE et l'ENSEIGNEMENT SCIENTIFIQUES

AU SOMMAIRE :

- SITUATION DE LA RECHERCHE EN FRANCE :
  Textes de MM. DICKO, Pierre MENDES FRANCE, Gaston DUPOUY, Gaston BERGER, Francis PERRIN, Louis ARMAND, Henri LAUGIER, etc.
- ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET VOCATION SCIENTIFIQUE
- RECHERCHES FONDAMENTALES
- ENSEIGNEMENT DE LA MEDECINE
- RECHERCHES APPLIQUEES

SIEGE DE LA REVUE
1 bis, place de Valois - PARIS (1er)
Abonnement d'un an : 1.250 francs
C.C.P. 13.693.09 Paris

Tout homme de goût...

souhaite être habillé **sur mesures** et recherche la qualité au prix le plus abordable.

C'est en ce sens que les Grands Magasins du Louvre vous font une offre sensationnelle en vous proposant **sur mesures**, dans un beau tissu que vous choisirez vous-même parmi ceux d'une collection de haute qualité, à leur rayon Grand Tailleur au prix de **25.000 francs**.

- soit un costume deux pièces, droit ou croisé ;
- soit un pardessus dans la forme que vous désirez.

Mais attention :

Il ne vous reste plus que trois semaines pour profiter de cette offre exceptionnelle faite à titre publicitaire et limitée à un mois ainsi que nous l'annoncions ici-même le 1er février.

DU 6 FÉVRIER AU 6 FÉVRIER

par Jacques FAUVET

Le mercredi 30 janvier, les ministres de M. Guy Mollet, réunis autour du président du Conseil, célébraient le premier anniversaire de son gouvernement. Le même jour, devant les étudiants de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, un des meilleurs observateurs des affaires intérieures, M. Jacques Fauvet, chef du service politique du « Monde », dressait le bilan de cette « année Mollet ». Voici la synthèse de son exposé, telle qu'il l'a lui-même écrite pour nos lecteurs.

IL y a plusieurs manières de concevoir un bilan. La perspective sera différente selon que l'on dressera celui du gouvernement *socialiste* ou, comme on s'efforcera de le faire, celui du gouvernement tout court en oubliant pour un temps qu'il est à direction et prépondérance socialistes.

En second lieu, on peut apprécier les résultats tels qu'ils se présentent ou tels qu'on les espérait, par rapport au point d'arrivée ou par rapport au point de départ, au plan initial, au programme. Et de ce point de vue il faut dissiper une confusion. Un gouvernement est engagé non par les promesses électorales, ni même par le programme traditionnel des hommes et des partis qui le composent. Il n'est engagé que par la déclaration dite d'investiture qui constitue la charte conclue entre lui et l'Assemblée.

C'est à ce document que je me référerai.

Tout a augmenté

La déclaration comportait trois mesures qui ont été réalisées dans les six premiers mois du gouvernement : troisième semaine de congés payés, diminution d'un tiers des zones de salaires, fonds vieillesse.

Il est excessif d'écrire comme le « Populaire » que « le gouvernement a accordé aux travailleurs de très importantes satisfactions matérielles, au point que dans l'histoire ouvrière de ce pays l'on parlera bientôt de 1956, comme on parlait depuis vingt ans de 1936 ».

Les salaires ont d'ailleurs poursuivi leur ascension à une cadence moins rapide qu'en 1955.

Mais il serait injuste d'oublier cette partie positive du bilan, ses réalisations et aussi ses prolongements.

La politique économique se résume, elle, en une phrase : tout a augmenté, même ce qui aurait dû diminuer : la production mais aussi les prix, la fiscalité mais aussi le déficit.

Une conclusion s'impose, comme on l'a écrit : « La politique d'expansion dans la stabilité inventée par M. Edgar Faure arrive à bout de souffle. »

Les finances extérieures sont d'ailleurs dans une situation dramatique ; les finances intérieures ne sont pas dans un meilleur état. Leur déficit ne date pas non plus de ce gouvernement. Au moins a-t-il fait un effort : de fiscalité, d'emprunt et aujourd'hui d'économies. Mais il y avait en caisse moins d'argent au 1er janvier dernier qu'un an auparavant et les réserves en devises avaient diminué des trois quarts. Evitera-t-on la crise de la Trésorerie et les avances de la Banque à l'Etat ?

Trois politiques algériennes

Mais l'équilibre économique et financier dépend en partie de la guerre d'Algérie. M. Guy Mollet le savait bien lorsqu'il la plaçait en tête de sa déclaration le 31 janvier 1956 et déclarait : « Ce problème domine tous ceux que la France doit résoudre. » Comment s'étonner qu'aucun n'ait été réglé puisque celui-là ne l'a pas été !

Sur ce sujet, je vous ferai grâce des textes de la campagne électorale. Par sa déclaration d'investiture, le gouvernement se promettait « avant tout de rétablir la paix... d'obtenir que cesse le terrorisme et la répression aveugle ». Il ne s'engageait, sur le plan politique, « qu'à reconnaître et respecter la personnalité algérienne ».

Les anciens élus musulmans ont éprouvé sur-le-champ une profonde déception ; ils s'attendaient à plus. Mais il est juste de souligner que le gouvernement s'est refusé dès le premier jour à toute reconnaissance du droit à l'indépendance.

Les faits sont encore présents à toutes les mémoires. Ils mériteraient cependant d'être racontés, car ils sont mieux connus aujourd'hui. Ils s'étendent entre les manifestations du 6 février, lors du voyage de M. Guy Mollet, et celles du 19 décembre, lors de l'enterrement de M. Froger. Ils prouvent qu'en un an la confiance des musulmans a été perdue sans pour autant que celle de tous les Européens ait été retrouvée...

La conférence du ministre résidant sur le dernier quart d'heure n'a pas eu lieu. Elle a été reportée à une date ultérieure.

En vérité, je crois que le gouvernement a eu sincèrement le désir de rétablir la paix, mais il n'a pas compris que pour éviter l'extension du conflit, il fallait d'abord rétablir la confiance. Il n'a d'ailleurs pas eu une politique algérienne, mais trois politiques : ni successives, ni parallèles, mais chevauchantes.

Il a cherché la solution par la négociation ou tout au moins par les contacts. Ils ont échoué en définitive sur la reconnaissance du droit à l'indépendance.

Le gouvernement a d'autre part cherché la solution par la pacification, c'est-à-dire par la force, et le rapprochement des dates permet d'affirmer que l'espoir d'une solution pacifique a retardé au début de l'année le rappel des disponibles. Mais, hélas ! la répression et la rébellion se justifient et se nourrissent l'une l'autre. Un an après, le gouvernement reconnaît que l'état-major rebelle conserve l'espoir de poursuivre son action.

M. JACQUES FAUVET
« 1970... *Ce n'est pas tellement loin.* »

La troisième politique algérienne est celle des réformes. Elle repose sur une équivoque fondamentale, source de tous les désaccords entre M. Lacoste et M. Mendès France. Lorsque le ministre résidant parle réformes (agraire, municipale, administrative) destinées à établir plus d'égalité entre les deux communautés et à supprimer l'une des causes de la rébellion, il pense à une action à long terme. Lorsque le leader radical le contredit, il pense à une action à court terme, à des actes frappant les esprits et visant à empêcher la masse musulmane de refluer progressivement par crainte ou conviction vers la rébellion ; ce qu'elle a fait.

La déclaration du 9 janvier contient les éléments d'une solution. Mais non les conditions de cette solution.

Retour aux alliances

La politique algérienne a eu des conséquences importantes sur la politique étrangère qui a connu elle aussi trois phases.

Dans son désir réel de trouver une issue à l'impasse algérienne, le gouvernement a d'abord été chercher les clés de la paix jusqu'à La Nouvelle-Dehli, jusqu'au Caire et même jusqu'à Moscou. Il n'a trouvé que des sourires et des encouragements.

La politique étrangère du gouvernement suit pendant cette première période une ligne qui ne déplait pas aux neutralistes. Et d'autant moins que le président du Conseil a inquiété les gouvernements allemand et américain.

La nationalisation du canal ouvre une nouvelle période. Elle offre l'occasion de régler le problème par le fond. Elle donne libre cours au nationalisme français.

Le gouvernement est alors conduit par deux réflexes et par deux raisonnements.

Le « réflexe algérien » était largement justifié même s'il a fait perdre de vue les causes propres du drame. Il s'y ajoutait le réflexe antimunichois d'hommes à qui l'histoire avait appris que céder un jour à la menace, c'est y succomber plus sûrement le lendemain. Certes, M. Pineau avait parlé du « sabre de bois » avant l'affaire de Suez. « A quoi bon appeler Nasser, le nouvel Hitler » avait-il dit. Mais avant de faire la guerre à l'Allemagne, M. Daladier avait été lui aussi, sinon au Caire, au moins à Munich.

Ces deux réflexes qui — pourquoi le cacher ? — ont été les miens et que le pays a largement partagés, ont été, hélas ! appuyés par la suite par des raisonnements séduisants, mais schématiques et finalement faux. L'opposition américaine a été ramenée à une simple affaire électorale, alors qu'il s'agissait d'une politique délibérée à long terme et dont nous avions été avertis de longue date : « Aventure mal conçue et mal conduite », a écrit Raymond Aron. Le bilan est connu, le passif l'emporte sur l'actif. M'abritant sous la même caution bourgeoise, je dirai que « l'aventure égyptienne a accéléré le déclin qu'elle avait pour but d'arrêter ». Conclusion qui contredit celle du « Populaire » : « Sur le plan mondial, la France a remonté en un an la pente sur laquelle on l'avait laissée glisser. »

Mais l'échec a ramené plus vite le gouvernement à sa troisième politique étrangère, la politique traditionnelle de la France et par surcroît celle de la majorité de la S.F.I.O. Elle vise à résoudre nos difficultés — même africaines — par les voies de l'alliance atlantique et européenne.

Enfin, les affaires d'Algérie et de Suez ont compromis ou retardé l'établissement des rapports entre la métropole et les autres territoires d'Afrique. Cela est vrai du Maroc et de la Tunisie. Il y a eu contradiction entre la politique Lacoste et la politique Savary. Et si elle n'a eu finalement aucun effet sur l'Algérie, la « gaffe monumentale » de la capture de l'avion du F.L.N. a eu de graves conséquences en Tunisie et au Maroc. A l'actif — et non plus au passif — doit être inscrit l'effort d'imagination qui a été fait pour l'Afrique noire et qui vient de trouver sa récompense à l'Assemblée. Là au moins, grâce à un ministre intelligent, nous avons l'espoir de ne pas être gagnés de vitesse.

Rien n'a été résolu

Je voudrais maintenant conclure. Le gouvernement Guy Mollet se place entre le cabinet Queuille et le ministère Laniel, du point de vue de la durée, bien entendu...

Je voudrais faire une constatation, vous marquer une déception et vous proposer un espoir.

La constatation, c'est que toutes les difficultés intérieures ou extérieures ne datent pas de ce gouvernement. Mais, m'abritant sous une caution non moins bourgeoise que la précédente, celle de M. René Pleven, je puis dire avec lui que « la caractéristique de l'année qui s'achève est qu'elle n'a vu le règlement d'aucune question, que ce soit sur le plan extérieur ou sur le plan intérieur. Le gouvernement, le pays, le Parlement ont beaucoup travaillé, ont beaucoup donné, mais rien n'a été résolu ».

Pourtant les hommes ont changé. Il faut que cela change, disait-on aux élections. Eh bien ! cela a changé, les hommes ont changé, plusieurs fois d'ailleurs, au moins d'avis. La majorité a changé plusieurs fois, je l'ai dit en commençant. Les méthodes ont changé. Celle de l'information notamment.

Il est, certes, décevant de constater que, au bout d'un an d'un gouvernement différent des autres, des problèmes restent pour la plupart en l'état. Je ne crois pas qu'on puisse espérer un changement dans un avenir proche et vous propose d'attendre... 1970, ce n'est pas tellement loin.

Ne peut-on fixer comme objectif aux gouvernements français d'aujourd'hui et de demain cette année-là où notre démographie commencera de porter ses effets, cette année où la technique atomique française, si on y aide un peu, devrait commencer à atteindre ses objectifs, cette année, peut-être aussi, où la Communauté européenne qu'on nous propose deviendra réalité ?

Mais je suis convaincu que si le gouvernement français ne se donne pas dès maintenant une perspective à long terme, nous aboutirons dans dix ans au même résultat qu'aujourd'hui.

Et pour revenir au présent, je voudrais vous dire avec, encore une fois, un ancien président du Conseil :

« Si dans tous les domaines, celui de l'Algérie, des relations avec l'Union française, de la politique économique, des grandes réformes institutionnelles, le gouvernement faisait preuve d'une vue aussi claire que celle qui l'anime pour la constitution de l'Europe, nous pourrions aborder l'année nouvelle en sachant qu'elle ne serait pas seulement une année difficile après tant d'autres, mais qu'elle pourrait être aussi une année de solution. »

Je vous donne rendez-vous dans un an — si du moins l'Institut veut bien me demander l'an prochain de faire le bilan du prochain gouvernement, celui de l'auteur de ces lignes, M. René Pleven.

J. F.

O. N. U.

Avant le dernier quart d'heure

(De notre correspondant particulier Jacques Simon)

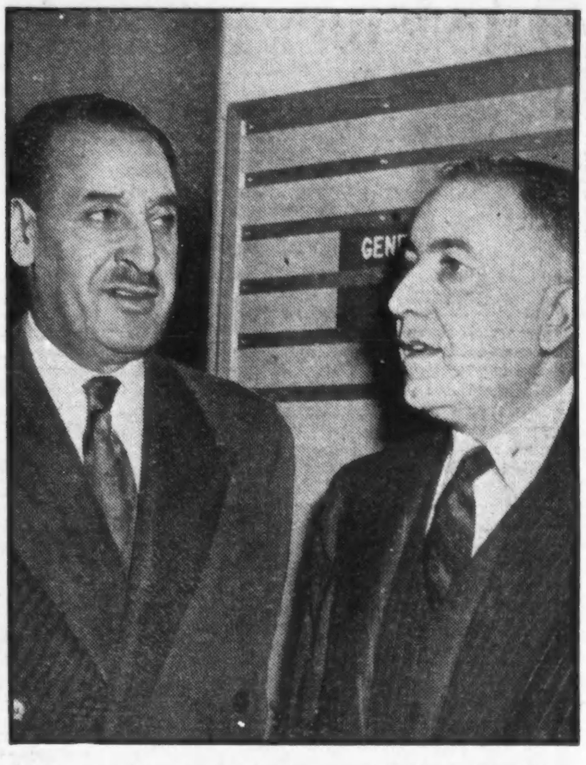
ENTRE New York et Paris c'étaient des communiqués quotidiens et haletants : de l'hôtel Carlyle, où il est descendu, M. Pineau ou l'un de ses collaborateurs téléphonaient. « Les chances de la France augmentent », « Le Mexique nous est plutôt favorable », « Le délégué syrien a sans doute fait impression », « Mais la contre-attaque française marque des points », etc.

De jour en jour, au fur et à mesure qu'on s'approchait de la date fatidique, le 7 février, jour de la réunion de la commission politique de l'O.N.U., qui devait se prononcer sur le problème algérien, les Français trouvaient des raisons de se féliciter. La délégation se découvrait active. M. Soustelle augmentait son audience auprès des descendants des Aztèques, bref on devait arriver à la commission politique dans une position beaucoup moins catastrophique qu'il n'était prévu depuis deux mois.

Sans doute personne n'escomptait un vote favorable à la France — et surtout en commission. Le vrai débat, c'est mercredi prochain, et devant l'Assemblée générale des Nations Unies, qu'il aura lieu. Mais on n'attendait pas de M. Cabot Lodge qu'il appuie avec une netteté aussi éclatante les thèses françaises. Grâce à la fermeté de la position américaine, on pouvait augurer favorablement des résultats de l'assemblée générale. Ces calculs sont faciles pour les initiés des couloirs du Palais de l'O.N.U. Couloirs désormais fameux et où l'on sait que tout se traite.

Les discours ont parfois du retentissement. M. Pineau, par exemple, a été incontestablement écouté avec sympathie. Mais ce retentissement est surtout émotionnel. Les positions sont prises avant. Ou elles seront prises après : l'O.N.U. enregistre les décisions qui sont prises partout, sauf à l'O.N.U.

M. Christian Pineau et M. Jacques Soustelle
Trouvant des raisons de se féliciter



M. Ferhat Abbas et M. Zeineddine, délégué de la Syrie
Rêvant de séances de nuit sur les bords de la Seine

Un par un

Ce débat, qui soulève tant d'émotion en France et en Algérie, est pour les milieux des Nations Unies un débat comme un autre et le sort de l'Algérie a provoqué moins de commentaires que celui du désert du Sinaï.

Pour les délégués de la commission politique, la question d'Algérie, comme on dit ici, c'est huit jours et douze séances de discours à entendre ou à prononcer.

Dans les deux camps, on a fait ce qu'on a pu pour préparer le débat. La délégation française s'est répandue dans les couloirs et s'il reste un seul délégué latino-américain qui ignore encore la proportion entre Arabes et Berbères dans l'Oranie, c'est qu'il n'a mis aucune bonne volonté à l'apprendre.

Le ministre des Affaires étrangères lui-même a tenu audience, jour après jour, dans un des couloirs du bâtiment des Nations Unies. Ses conseillers lui amenaient les délégués étrangers, un par un, deux par deux, ou trois par trois, selon leur importance et selon leur influence.

Privilège exquis

Et en face ? C'est dans les couloirs que siège en permanence la délégation du Front de Libération nationale algérien, délégation officieuse, puisqu'elle n'est pas reconnue aux Nations Unies, qu'elle n'a pas le droit de siéger en séance et non plus celui de s'exprimer.

Il est cependant des arrangements avec le ciel, avec le secrétaire général et avec le règlement : les puissances représentées à l'O.N.U. ont le droit de choisir les conseillers qui leur plaisent. Aussi, pour la durée d'une saison et d'une assemblée, tel Algérien, M. Yazid, devient conseiller de la Syrie, et tel autre, Ferhat Abbas, de l'Irak.

Qu'il n'ait jamais été dans le pays, qu'il n'ait jamais conseillé, qu'il ignore ses problèmes et parfois même sa langue, peu importe. Tout Etat est souverain et il n'appartient à personne de discuter du choix de ses conseillers. Moyennant cet artifice, les délégués du F.L.N. ont une carte d'accréditation à l'Assemblée ; ils peuvent s'asseoir en séance derrière le délégué qu'ils conseillent et, privilège exquis, ils peuvent faire les couloirs.

Il n'y a pas de contacts entre ceux de la délégation française et ceux du F.L.N., mais ils sont informés les uns sur les autres par les journalistes, par les délégués étrangers et aussi par ces personnages dont personne n'oserait dire qu'ils travaillent pour des services de renseignements ou pour la police. Ces activités n'ont pas d'existence officielle et il serait malséant de les mentionner dans les salons des Nations Unies, mais la terre tourne sans que son mouvement soit apparent, et ces services font comme la terre.

Seul et triste

Pourtant les gens du F.L.N. à l'O.N.U. ne sont pas inabordables. Au contraire. Ils ont le verbe haut, la poignée de main facile et une exubérance de gens du Sud qu'un exil rigoureux obligerait à ne fréquenter que les gens du Nord. Il n'est point drôle pour M. Ferhat Abbas, qui a siégé au Parlement français, qui ne parle pas un mot d'arabe et qui n'a aucun point en commun avec le délégué de l'Arabie séoudite, d'en faire son compagnon quotidien. Il serait plus à l'aise avec ses anciens collègues du Palais-Bourbon, qu'il côtoie ici, mais sans leur adresser la parole. M. Ferhat Abbas n'a pas plus d'affinités avec le Pakistanais et pas plus de facilité à lui parler, puisqu'il ignore aussi bien l'anglais que l'arabe, en somme il ne connaît que la France et l'Algérie, l'Algérie et la France.

Alors M. Ferhat Abbas passe seul et triste dans les couloirs, rêvant de séances de nuit sur les bords de la Seine à discuter des budgets communaux ou du privilège des bouilleurs de cru.

Depuis la disparition de Ait Ahmed Hocine en même temps que Ben Bella dans l'avion qui le menait du Maroc à Tunis et qui a été forcé d'atterrir à Alger, le représentant réel du Front de Libération nationale à l'O.N.U. est Mohammed Yazid.

C'est un grand garçon assez fort, qui n'a pas quarante ans. Il a fait ses études de droit à Paris et puis, aussitôt après, de la politique, et aussi de la prison en Algérie.

Yazid est retourné clandestinement en France, où il a occupé des fonctions importantes dans le mouvement du Front national dans la métropole. Il a été délégué par le Front à la conférence afro-asiatique de Bandoeng et à diverses conférences internationales. Depuis six mois, il est à New York, où son activité est incessante : conférences, contacts personnels, brochures qui sont envoyées à plusieurs milliers d'exemplaires à travers les Etats-Unis ; il ne néglige aucun aspect de la propagande. Un Algérien, Abd el Kader Chanderli, qui fut correspondant à Rome d'un journal parisien pendant plusieurs années, lui est adjoint, qui a le titre de représentant permanent du Front aux Etats-Unis.

Le coup de théâtre

Il est difficile de déterminer l'audience qu'a le Front dans les délégations à l'Assemblée. Yazid n'a pas été reçu à Washington. Il n'empêche que le Front a des contacts avec des milieux américains qui, pour ne pas être officiels, n'en sont pas moins influents. Les vingt délégations latino-américaines avec leur culture latine, mais aussi avec leur tradition anticolonialiste, sont le terrain par excellence où s'exerce la rivalité d'influence entre Français et nationalistes algériens.

Mais tandis que les délégations s'agitaient, une offensive diplomatique sans précédent voyait le jour dans le monde. Les Russes se sont particulièrement agités. Ils n'ont pas encore digéré ni le fait polonais ni les manœuvres yougoslaves, ni enfin et surtout le plan Dulles sur le Moyen-Orient. Il est question d'un renforcement du dispositif militaire en Allemagne orientale, peut-être même d'une occupation en force de la Tchécoslovaquie. Ils veulent reconsolider le glacis. Cela nous ramène quelques années en arrière où la seule perspective soviétique en politique internationale était l'obsession américaine. Cela nous ramène aussi à des tentatives de division de l'Alliance atlantique.

Jamais l'occasion n'a été meilleure, ont câblé au Kremlin les ambassadeurs soviétiques à Londres et à Paris. Il faut arriver à maintenir l'influence russe dans le monde arabe et à ne pas heurter l'opinion européenne là où elle est sensibilisée. Or, la France est sensibilisée sur la question algérienne. Et avec le plan Herter, qui prévoit un pacte méditerranéen comprenant l'Algérie, il n'est pas tellement opportun de voir les Etats-Unis installer des bases stratégiques en Algérie. Quelle qu'ait été leur attitude en commission, les Russes faciliteraient pour l'Assemblée la rédaction d'une résolution modérée : tel est le coup de théâtre de ces trois derniers jours. Ses conséquences dépassent la France et l'Algérie.

Le Maroc se fâche

De leur côté, les Etats-Unis ont évolué ces derniers jours sur la question algérienne. Leur plan sur le Moyen-Orient n'est pas en question : ils se sont aperçus en effet que les Etats arabes ne s'intéressaient pratiquement qu'à Israël.

Aussi, certains de ne rien perdre au Moyen-Orient, soucieux de ménager la France, embarrassés en fait par la complexité du conflit algérien, les Etats-Unis jouent un rôle modérateur décisif.

Le témoignage le plus éclatant de cette modération est que la motion du groupe afro-asiatique n'a été signée par aucun des protégés américains, c'est-à-dire les Philippines, la Thaïlande et le Libéria. Les Etats-Unis n'ont pas cédé non plus aux sollicitations nord-africaines — la Tunisie et le Maroc. Surtout le Maroc, dont le ministre des Affaires étrangères, M. Balafredj, estime que M. Pineau a trahi sa confiance. En principe, en effet, M. Pineau se serait engagé à ne faire aucune allusion à l'affaire Ben Bella : or, il en a parlé dans son intervention, ce qui a rendu furieuse la délégation marocaine et a provoqué une agressive déclaration de sa part — déclaration qui va envenimer à nouveau les rapports franco-marocains. Mais les souhaits de la Tunisie et du Maroc apparaissent dérisoires si on les compare aux besoins que ces deux pays ont des Etats-Unis.

Par ailleurs, la conviction de MM. Dulles, Herter et Cabot Lodge est que pour le moment la solution du conflit ne peut être que franco-algérienne : là où ils se séparent c'est sur la durée de ce « moment ». A son dernier passage à Paris, M. Foster Dulles, contre l'avis de M. Douglas Dillon, ancien ambassadeur des Etats-Unis en France, pensait (et le disait avec fermeté) que c'était pour la France une question de semaines et que les Américains seraient forcés très tôt de « lâcher » la France.

Tout cela joue donc au détriment du F.L.N., mais pas tellement en faveur de la France. C'est un fait que l'exigence de l'O.N.U. pour un règlement satisfaisant de la question algérienne sera d'autant plus grande,

→

chez votre Tailleur
Jeunesse de LAJEUNESSE
la draperie qui tient

GANTS TETINES OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

CHEFS D'ENTREPRISE...
SYNDICATS PROFESSIONNELS...
et tous ceux qui cherchent à Paris une salle d'exposition bien aménagée, centrale, superficie 450 m2, pensez à la
GALERIE ROYALE
11, rue Royale, PARIS (8e).
Quelques expositions :
Draeger - Paris Match - Exposition Féline Syndicat de la Librairie - Syndicat de la Laine - Fédération du Parapluie - Musée de la Bénédictine - et actuellement SHELL BERRE : l'exposition du pétrole jusqu'au 9 février

UNE IDÉE POUR NÉGOCIER AVEC L'U.R.S.S.

par Hugh GAITSKELL *chef du parti travailliste*

Le leader du parti travailliste britannique, M. Hugh Gaitskell, futur premier ministre, vient de faire, à l'Université de Harvard, aux Etats-Unis, une série de conférences de politique internationale. De ces conférences, consacrées à « L'art de la coexistence », « L'Express » publie ici en exclusivité l'essentiel de celle qui est consacrée à la guerre et la paix en Europe.

HUGH GAITSKELL

L'INCROYABLE héroïsme des Hongrois et la courageuse fermeté des Polonais nous rappellent, fort à propos, que l'alliance occidentale n'est pas seule à traverser une phase difficile. La situation à l'Est restera fluide, même si le communisme national parvient à se maintenir en Pologne. Les concessions économiques et politiques que les Russes seront probablement contraints à consentir vont accroître les revendications populaires. Si, en même temps, l'U.R.S.S. tente de conserver le contrôle de ses satellites, une nouvelle flambée de nationalisme s'ensuivra.

Quelle est, dans ces conditions, la politique que nous devons adopter en Europe ?

Le risque d'explosion

Il est évident, pour commencer, que la situation actuelle de l'Allemagne ne peut être perpétuée indéfiniment. Tout porte à croire que les prochaines élections porteront au pouvoir un nouveau gouvernement allemand. Ce gouvernement tentera soit d'obtenir des Occidentaux de nouvelles initiatives, soit d'engager avec les Russes des négociations directes sur la réunification du pays.

Il faut nous demander, d'autre part, ce qui arriverait si un soulèvement se produisait en Allemagne orientale. En 1953, l'Allemagne de l'Ouest n'avait pas encore de forces armées. Elle en aura bientôt. Il ne sera pas facile, alors, de l'empêcher de voler au secours de ses compatriotes si une nouvelle situation de type hongrois se présente à ses frontières. Pareille éventualité serait d'une extrême gravité pour l'Europe entière. La Russie se sentirait sans doute contrainte d'intervenir. Quelle serait alors l'attitude des autres puissances atlantiques ?

Face à cette situation explosive, mieux vaut nous efforcer tout de suite à comprendre le point de vue soviétique : car une solution pacifique de ces problèmes ne peut être trouvée sans entente avec les Russes. Pour eux, comme pour nous, la permanence de la situation actuelle est difficile, sinon impossible.

La clé du problème est assurément un système de sécurité.

Un plan contre la peur

Si les Russes sont en butte à de graves difficultés politiques dans les pays satellites ; s'ils doivent de toute façon abandonner la plupart des avantages économiques que leur assurait l'exploitation de ces pays ; si ces territoires perdent pour eux le plus clair de leur valeur stratégique, n'est-il pas concevable qu'ils acceptent de retirer leurs troupes des pays satellites, en échange de certaines garanties ? Cette possibilité mérite au moins d'être examinée.

La solution pourrait être trouvée dans une extension du plan Eden présenté en 1955. M. Eden avait alors proposé l'évacuation par toutes les troupes étrangères d'une certaine zone de part et d'autre de la frontière séparant les deux Allemagnes. Ne pourrait-on étendre cette zone à la totalité de l'Allemagne, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et, si possible, de la Roumanie et de la Bulgarie ? L'évacuation pourrait être progressive et les forces nationales qui seraient autorisées dans chaque territoire devraient évidemment être soumises à un contrôle. Mais les dernières propositions soviétiques d'inspection aérienne et terrestre d'une certaine zone pourraient apporter la solution à ce problème. On pourrait même considérer le plan tout entier comme une première étape vers un accord d'ensemble sur le désarmement.

La bonne neutralisation

Dans les premières étapes, les alliances militaires, comme l'OTAN et le pacte de Varsovie, pourraient subsister, mais cette situation ne pourrait pas se prolonger longtemps en cas de retrait des troupes étrangères. Il est même possible que les Russes fassent de la neutralisation une condition préalable. Ils penseront sans doute que les satellites préféreront rester neutres et demanderont par conséquent que l'Allemagne le soit aussi. C'est à mon avis un risque que nous devrions courir.

Je n'ai jamais été partisan de la neutralisation de l'Allemagne comme condition à la seule réunification du pays. Je pensais qu'il y aurait alors un danger réel de la voir tomber sous la domination soviétique. Mais ce danger n'existerait plus dans le cadre d'un bloc neutraliste beaucoup plus large. Le risque serait encore réduit par l'affaiblissement du parti communiste en Europe centrale et orientale.

Le contrôle permanent des territoires neutralisés pourrait s'accompagner d'un pacte de sécurité européenne par lequel les grandes puissances et les différents pays de la zone neutre garantiraient l'intégrité territoriale de chacun d'eux.

Un prix à payer

Il reste un dernier problème à résoudre : celui de la frontière germano-polonaise. Il est peu probable que des changements importants puissent être apportés au tracé actuel et les Allemands comprendront, je l'espère, que la renonciation à leurs revendications territoriales ne serait pas un prix élevé pour la réunification de leur pays et la libération des Etats satellites.

Enfin, il faut souligner que si un plan de ce genre pouvait être appliqué, les troupes américaines devraient demeurer en Europe, dans les Pays-Bas, en France et en Angleterre.

Je suis le premier à reconnaître qu'un tel plan ne pourrait être que le fruit de longues négociations. Mais je crois que, toute autre considération mise à part, nous avons, envers les peuples des pays satellites, le devoir d'examiner au moins ce qui peut être fait pour leur rendre la liberté par les moyens de la négociation.

H. G.

(*Copyright « L'Express »*.)

→

d'autant plus totale qu'elle aura été modérément exprimée, qu'elle constituera un ultime avertissement. La France va probablement se trouver moralement sauve, mais en vérité contrainte : ce sera le dernier quart d'heure, mais celui du gouvernement français.

VENISE

Sous l'œil de Londres

A Venise noyée sous la brume, les touristes qui s'entassent chaque jour dans les « vaporetti » pour se rendre au cinéma Saint-Marc ne sont pas, pour une fois, les vedettes d'un festival de cinéma. Ce sont les 700 délégués et les quelques centaine d'observateurs venus assister au Congrès annuel du parti socialiste italien de M. Pietro Nenni.

La présence des deux plus grandes figures de l'Internationale socialiste, son président, Morgan Philips, et M. Aneurin Bevan, marque l'importance de ce congrès qui dépasse de beaucoup le cadre italien. Les délégués des 700.000 membres du P.S.I. devront en effet répondre à trois questions d'une importance capitale pour l'avenir de leur parti et du mouvement socialiste en général : Le P.S.I. doit-il rompre définitivement avec le parti communiste après avoir été son collaborateur fidèle pendant dix ans ? A quelles conditions l'unification est-elle possible avec le parti socialiste démocratique de M. Saragat, qui fait partie de la coalition gouvernementale ? Quel serait le programme de base d'un nouveau socialisme qui permettrait de regrouper la classe ouvrière italienne et de lui rendre sa combativité sans retomber dans les erreurs du communisme ?

« M. Nenni doit dire... »

Quelques jours avant l'ouverture du Congrès, deux attaques violentes contre M. Nenni avaient indiqué par avance la portée du débat. La première avait paru dans un journal de Rome sous la signature de M. Saragat. « M. Nenni, écrivait celui-ci, doit dire nettement s'il est partisan ou non de l'alliance atlantique, faute de quoi toute tentative de réunification de nos deux partis serait inutile ».

La seconde attaque avait été publiée dans la *Pravda*, dont le rédacteur écrivait : « M. Nenni doit montrer s'il reste un partisan de la paix et un socialiste ou s'il est devenu un traître comme les autres. »

Ces deux ultimatums n'ont pas intimidé M. Nenni : son prestige est de loin supérieur à tous ceux qui ont lancé des attaques contre lui. Il l'a montré mercredi dernier en prononçant son discours retentissant.

D'une part, il est convaincu que l'unification des deux partis socialistes italiens est inévitable et qu'elle se fera un jour. D'autre part, vis-à-vis des communistes, sa position est plus ferme que jamais. C'est que Nenni connait son pouvoir : s'il est vrai que les ouvriers qui deviennent communistes franchissent une barrière qui les isole des autres partis et que la plupart ne repassent jamais, Pietro Nenni est peut-être le seul leader socialiste européen dont la longue collaboration avec les communistes empêche la classe ouvrière de voir en lui un « social traître » comme les autres. C'est ce qui vient de lui permettre de dire avec une violence surprenante :

« Les crimes de Staline ne sont rien à côté des vices du système qui a permis Staline. Nous devons tout faire pour bâtir le socialisme européen dans la complète liberté et de nous unir dans l'action qu'avec ceux qui acceptent ce principe. »

Mari trompé et vierge indécise

Vis-à-vis de M. Saragat, il est également bien armé. Si les ouvriers italiens ont été amèrement déçus en découvrant l'état de misère et d'amertume dans lequel vivait la classe ouvrière hongroise après douze ans de régime socialiste, leur déception n'est pas moins grande devant le peu de réalisations du gouvernement italien soutenu par le parti de M. Saragat.

Cette position difficile des communistes et des socialistes démocratiques de M. Saragat vis-à-vis de M. Nenni s'est exprimée dans les deux « discours fraternels » que leurs représentants ont prononcé à l'ouverture du congrès.

Au nom du parti communiste italien, M. Paietta a fait un discours de mari trompé qui n'a plus l'espoir de ramener à lui sa compagne, évoquant les souvenirs communs, « les batailles menées ensemble », « ce qui nous a unis dans le passé et qui est plus important que ce qui nous sépare aujourd'hui ».

Quant à M. Matteotti, bras droit de M. Saragat, il a fait un discours de vierge indécise qui sait que la liaison est inévitable, mais qui hésite au bord de la décision, soupçonne la famille de l'autre de n'être pas tout à fait respectable et cherche à obtenir le maximum de garanties.

Le travail des congressistes de Venise sera de préciser les garanties qu'ils peuvent offrir et les conditions qu'ils posent. Le parti de M. Saragat se prononcera à son tour au cours du congrès qu'il tiendra en mars ou en avril.

ETATS-UNIS

(De notre correspondant à Washington)

L'ère des fusées

M. DUNCAN SANDYS, ministre britannique de la Défense, était arrivé à Washington avec un plan ambitieux : acheter des fusées américaines à tête atomique, en équiper les unités britanniques en Allemagne, puis réduire les effectifs de ces unités de 80.000 à 30.000 hommes.

La porte serait ainsi ouverte à l'abrogation du service militaire en Grande-Bretagne ; le budget britannique de la Défense pourrait être réduit de 20 à 30 % (soit de 300 à 500 milliards par an).

Mais M. Duncan Sandys vient de repartir de Washington avec un communiqué aux savantes ambiguïtés et avec une mise en garde contre les espoirs exagérés d'une prompte réduction des dépenses militaires.

Le président Eisenhower, qui avait reçu M. Sandys en cachette (pour ne pas vexer S.M. Séoud d'Arabie, invité d'honneur de la Maison-Blanche), arracha au ministre britannique la promesse qu'aucune réduction des effectifs ne serait entreprise dans l'immédiat.

Un faux échec

En apparence, la mission de M. Sandys s'est donc soldée par un échec. Cette apparence, toutefois, est trompeuse.

La grande revision de la stratégie atlantique, souhaitée par les Anglais, est en effet loin d'être abandonnée. La substitution d'unités mobiles « atomiques » aux grandes unités actuelles est seulement remise à l'automne prochain. Ce renvoi a été, en fait, décidé pour ne pas saper l'autorité du chancelier Adenauer à la veille des élections générales

La mise en œuvre des plans de revision justifierait en effet les doutes de l'opposition allemande quant à l'utilité d'une grande armée de type classique. Pareille armée n'est aujourd'hui précieuse que pour des guerres locales de type colonial ou coréen. Or, il est évident qu'une attaque sur la frontière allemande, qui viendrait de l'U.R.S.S., ne pourrait être considérée comme une opération locale et déclencherait l'emploi de l'artillerie atomique.

Franc-parler

Le général Norstad, commandant en chef des forces atlantiques, vient de le réaffirmer. Et M. Quarles, secrétaire de l'Air Force, vient d'ajouter :

— Il est inconcevable que les Etats-Unis puissent s'engager dans une guerre sans recourir

aux armes atomiques. Car il est inconcevable qu'une puissance atomique accepte la défaite tout en refusant de se servir de ses meilleures armes. Or, dès que la partie perdante, en désespoir de cause, recourt aux armes nucléaires, la partie gagnante sera forcée d'y recourir également.

Ces armes affluent actuellement en Allemagne. Trois divisions américaines en seront équipées le mois prochain et leurs effectifs réduits de 4.500 hommes chacune. Une unité atomique ultra-mobile de 5.000 hommes viendra les renforcer. Imposée par la faiblesse de l'O.T.A.N. en moyens « conventionnels », la guerre atomique et mondiale devient ainsi certaine en cas d'agression. Cette certitude doit décourager toute velléité d'agression soviétique et préparer une réduction radicale des effectifs terrestres.

Ici intervient une seconde considération, qui a dominé les entretiens de M. Sandys à Washington : la menace atomique n'est « décourageante » pour l'agresseur éventuel que si elle lui enlève toute chance de victoire. Mais, dans l'état de choses actuel, est-il certain que l'U.R.S.S. ne pourrait pas briser le potentiel de guerre américain avant d'être anéantie elle-même ? C'est la longue enquête d'une commission du Sénat des Etats-Unis, présidée par M. Symington, qui pose cette angoissante question.

La publication du grave rapport Symington a justement coïncidé avec la visite de M. Sandys.

D'après ce rapport, l'U.R.S.S. aurait une supériorité qualitative et quantitative dans tous les types d'avions et de fusées, les bombardiers moyens exceptés. Selon le colonel Nichols, du fameux « Strategic Air Command » (S.A.C.) : « Les Russes sont aujourd'hui à même de détruire notre industrie aéronautique au premier jour de la guerre. Nous n'aurons donc pour nous battre que les avions dont nous disposerons ce jour-là. »

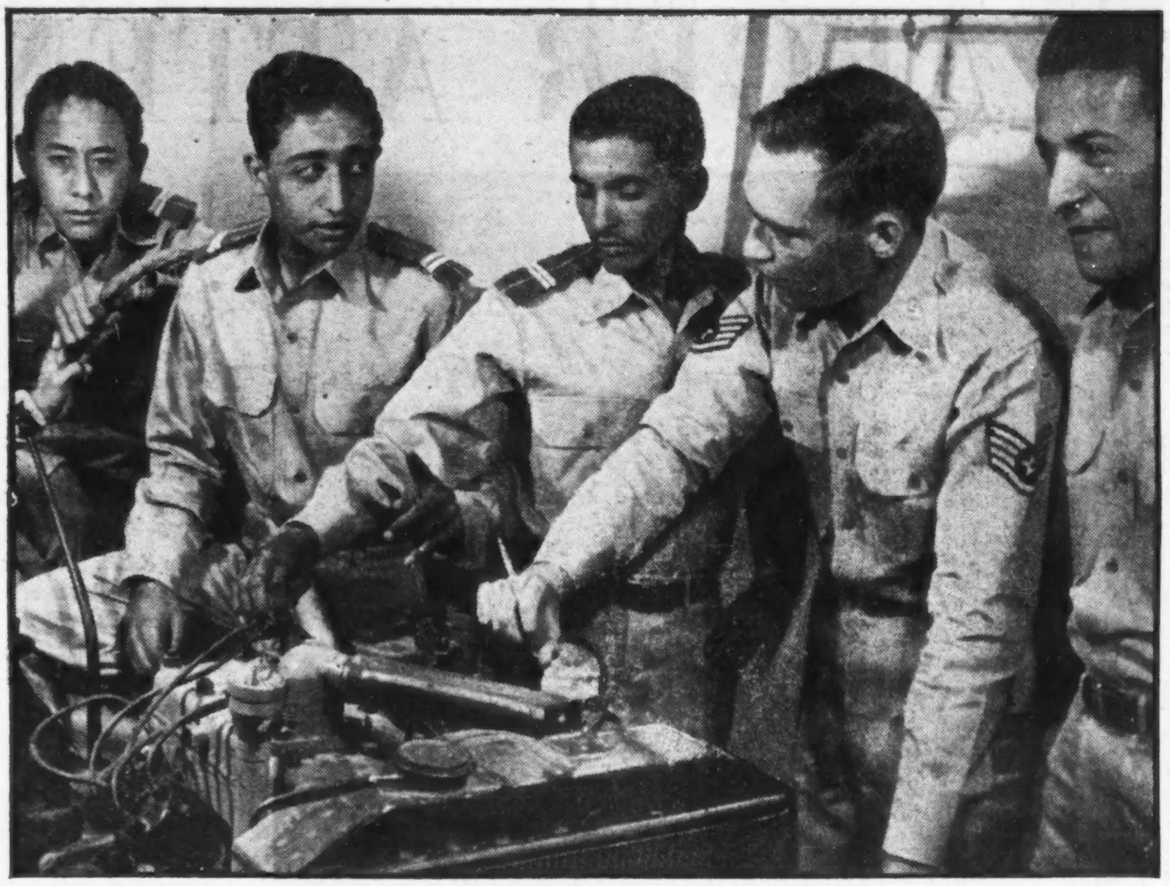
L'avance soviétique dans le domaine des fusées à longue et moyenne portée parait particulièrement alarmante aux Américains. Leur propre « arme absolue » (ainsi nommée parce qu'elle n'admet pas de parade connue) ne sera pas prête avant trois à six ans, alors que l'U.R.S.S. possède déjà de quoi détruire par fusées les bases des bombardiers de la S.A.C.

Depuis quelques semaines, le maréchal Boulganine se plaît à rappeler ce fait.

Telles sont sans doute les raisons qui ont incité le Pentagone à accorder à M. Sandys les fusées américaines qu'il était venu demander. Basées en Angleterre, les fusées à moyenne portée (« Talos » et « Navaho », qui seront sans doute au point l'année prochaine) sont en effet aussi redoutables pour les Russes que les futures fusées à longue portée (8.000 km) basées en Amérique. Celle-ci ne peut compenser son infériorité actuelle qu'avec l'aide de ses alliés.

La fourniture d'engins autoguidés doit, en principe, être étendue à d'autres pays européens ; à cet effet, le président Eisenhower demandera cette année encore au Congrès d'amender la loi MacMahon, qui interdit l'exportation d'armes atomiques.

Pour l'Europe et l'Organisation atlantique, cette évolution constitue une victoire d'une grande portée. L'Amérique contrôlait seule, jusqu'ici, les armes décisives de l'O.T.A.N. Elle possédait seule les armes de représailles capables de « décourager l'agression ». Ce monopole américain avait des inconvénients. Il était notamment permis de se demander si l'Amérique recourrait aux « armes ultimes » — et risquerait, par là, sa propre destruction — pour défendre un pays étranger, quel qu'il soit.



AUTOUR D'UN OFFICIER INSTRUCTEUR AMÉRICAIN, LES SOLDATS SÉOUDIENS
L'éducation est dangereuse en régime féodal

MOYEN-ORIENT

Le message confié à Séoud

(*De notre correspond. à Washington.*)

M. CHRISTIAN HERTER, le nouveau secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis, est l'homme d'une seule idée. Il y a près de trente ans, en descendant la Volga, il vit des milliers de cadavres au ventre ballonné ; c'étaient des hommes morts de faim. Cette vision laissa une marque indélébile dans l'esprit de M. Herter ; la faim lui apparut comme génératrice de communisme, l'abondance comme l'antidote le plus sûr des ferments révolutionnaires.

Près de vingt ans plus tard, M. Christian Herter, se souvenant de sa descente de la Volga, se fit l'un des plus ardents artisans du plan Marshall. Dix ans plus tard encore, nous retrouvons M. Herter au centre, sinon à l'origine, d'un nouveau plan Marshall : il s'appelle « la doctrine Eisenhower pour le Moyen-Orient ».

Le gouvernement Eisenhower est persuadé qu'il peut s'attacher les pays du Moyen-Orient en se montrant compréhensif, généreux et désintéressé. Le vieux pessimisme puritain le cède une fois encore à la croyance chrétienne que « le juste sera récompensé ». M. Dulles l'a laissé entendre clairement, mardi dernier. Il a demandé à Israël de faire amende honorable en se retirant sans conditions ni garanties de la bande de Gaza et du golfe d'Akaba. « Je pense, ajouta-t-il, que l'Egypte accordera ensuite le libre passage à travers le canal de Suez et le golfe d'Akaba ».

Si grande est la confiance des dirigeants républicains en la « nature humaine » qu'ils se sont abstenus, jusqu'ici, de réclamer des assurances explicites du colonel Nasser et du roi Séoud, qui contrôle, lui aussi, pour moitié, l'accès au golfe d'Akaba. Ils réservent pressions et menaces à l'Etat d'Israël qui devient, une fois de plus, l'empêcheur de danser en rond d'une grande diplomatie arabe. Ils montrent au souverain arabe, qui quittera Washington en fin de semaine, une prévenance rarement atteinte. Rien ne lui aura été refusé.

Cadillac et chars

S.M. Séoud emportera d'Amérique, en plus de 60 nouvelles Cadillac spéciales, des crédits avancés sur les royalties de l'Aramco, ainsi que la promesse d'une aide militaire d'une cinquantaine de milliards de francs. En échange de la cession à terme, à la U.S. Air Force, de la base de Dahran, il recevra des chars, des avions à réaction et des instructeurs militaires qui enseigneront le maniement des armes et des moteurs à des hommes dont l'éducation (quand ils en ont reçu une, ce qui est rare en raison de ses dangers pour un régime féodal) s'est bornée à la lecture du Coran.

S.M. Séoud, espère-t-on, deviendra en échange l'avocat de l'Amérique et de la « doctrine Eisenhower » auprès des nations arabes, Egypte en tête. La foi que les Américains placent en Séoud est si grande que l'ambassadeur des Etats-Unis au Caire a préféré ne pas déranger, ces derniers temps, les dirigeants égyptiens. Ceux-ci apprendront les propositions américaines de la bouche du souverain arabe.

Le « bikbachi » a répondu par anticipation par ce simple calcul :

> « *La doctrine Eisenhower,* écrit l'officieux « Al Goumhouria », *fixe à 600 millions de dollars en trois ans le prix de la liberté dans le monde musulman. Si nous répartissons cette somme entre les habitants des douze pays intéressés, nous constatons que l'Amérique veut leur acheter leur liberté au prix de trois dollars par tête pour trois ans. Avouons que notre liberté n'est pas chère aux yeux des Américains.* »

« Erreur, devra répondre au colonel Nasser le roi Séoud. L'Amérique ne vous demande rien, sinon de vous opposer à la pénétration soviétique et de cesser votre flirt avec l'U.R.S.S. Elle est prête, en échange, à vous assurer 50 % des revenus du canal de Suez, à vous construire le barrage d'Assouan, à vous fournir des conseillers techniques, voire à vous recevoir à Washington. »

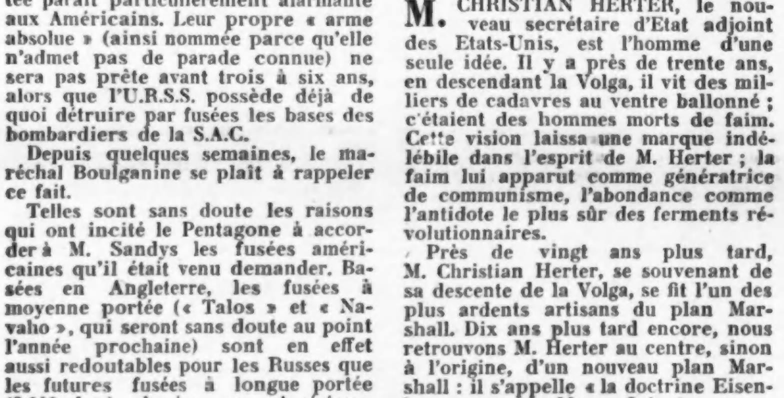
Un pacte

Les projets de M. Herter vont même plus loin : il rêve d'englober tout le monde musulman, du golfe Persique à l'Atlantique, dans un plan d'aide auquel l'Italie, la France et l'Espagne seraient appelées à coopérer. Le monde arabe devrait être amarré dans le camp occidental avec, envers celui-ci, autant d'indépendance qu'en possède la Finlande envers l'U.R.S.S. M. Herter, soit dit en passant, est l'époux de l'une des héritières de la Standard Oil, fondée par Rockefeller.

En attendant qu'aboutisse (ou qu'échoue) l'offensive américaine du sourire, Israël devra marcher droit. Le libre accès au golfe d'Akaba — et au pipe-line franco-israélien qui, doublant le canal de Suez, permettra un jour de s'en passer — ne sera pas exigé. S.M. Séoud a averti M. Dulles que tous les plans américains seraient par terre si l'Amérique devait s'associer à une mise en demeure de l'O.N.U. au sujet de Gaza et d'Akaba.

A moins d'un succès rapide, cette politique va se heurter à une vive opposition de la majorité démocrate du Congrès. M. George Kennan, l'ancien « planificateur » du département d'Etat, qui s'est montré excellent prophète dans le passé, juge les plans officiels d'une « incroyable naïveté ».

> « *Aucune politique saine,* a-t-il déclaré, *ne peut se passer de la carotte ; mais elle ne peut pas non plus se passer du bâton. Pourtant, nous avons brisé, avec un enthousiasme qui me paraît totalement superflu, le bâton que les Britanniques et les Français ont tenté de brandir si mal à propos, et nous n'en avons pas trouvé d'autre, jusqu'à présent.* »



A PARTIR
DU
Mardi 12 Février
DANS
Libération
« Je reviens de Budapest »
UN GRAND REPORTAGE DE GEORGES ROYER

ALGER ATTEND...

A la devanture d'un artisan, un choix d'étuis à revolver...

Le soir les bars sont fréquentés, mais derrière le rideau de fer

AUCUN Algérois ne se souvient d'avoir vu sa ville dans cette silencieuse tension de l'attente. Déserte et figée, énigmatique et vigilante, la « Ville blanche », depuis une semaine, suspend son rythme de vie. La grève a été totale — « même les mendiants ne « travaillent » plus », disent les Algériens. Dans les rues, barbelés et chicanes canalisent les rares passants. Dès avant le crépuscule les magasins européens baissent leur rideau de fer. On se terre ; on s'épie ; on attend. L'intense grouillement des rues méditerranéennes s'est soudain figé dans un anxieux point d'interrogation.

Le F.L.N. n'a pourtant pas enregistré dans cette grève de spectaculaires victoires. La paralysie de la ville n'a été complète que le premier et le dernier jour. Entre temps, lassé, affamé, menacé de tous côtés, le peuple musulman, malgré sa solidarité sentimentale, a lâché prise. Le F.L.N. n'a pas encore la science stratégique des grands insurgés : il ne sait pas décider une grève limitée ; ni terminer une longue grève qui avorte. Le général Massu a efficacement profité de cette lassitude. Il a évité toute explosion. A la fois du côté musulman et du côté « ultra ». Mais il n'est que de regarder Alger pour savoir que ce n'est une victoire pour personne.

★

Dans les vitrines, le gilet pare-balles avec mode d'emploi...

Les rues sont bordées de barbelés et hérissées de chicanes...

Les tanks stationnent devant le journal ultra "L'Echo d'Alger"

Mais, même à Alger les amoureux sont seuls au monde

JE, TU, IL...

● Yves Ciampi, 36 ans, cinéaste, a rapporté d'Extrême-Orient les disques d'une vedette très Japonaise — ainsi qu'en fait foi la photo ci-contre — que l'on peut apercevoir dans les vitrines de tous les disquaires nippons. La vedette n'est autre qu'Yvette Giraud, qui a enregistré à Tokyo « Cerisiers roses et pommiers blancs » en japonais. C'est le best-seller du disque au Japon pour 1956. Ciampi a aussi trouvé une fiancée en Orient : Mlle Kiski Seiko, 24 ans, 55 films, étoile n° 1 du cinéma Japonais. Elle estime qu'Yvette Giraud a un bon accent.

● William Fruehling, 49 ans, camionneur de profession, 100 kilos, dégageait un chasse-neige par 20° au-dessous de zéro, après un repas copieux, lorsqu'il s'effondra : arrêt du cœur. Le corps fut transporté à l'hôpital voisin, celui de Saint-Croix (Wisconsin). Sans même prendre le temps de se laver les mains, le Dr Belsche, chirurgien de l'hôpital, arracha les vêtements de Fruehling, fit une incision de 20 centimètres au-dessus du cœur et se mit à masser de sa main le muscle cardiaque.

Plus de dix minutes de massage ne donnèrent d'autre résultat qu'une « fibrillation ventriculaire ».

Le patient, tenu pour mort, n'avait rien à perdre et tout à gagner dans l'expérience désespérée que le docteur Riegel, l'un des assistants du docteur Belshe, décida alors d'entreprendre. Riegel dénuda les deux extrémités d'un fil électrique ordinaire, branché sur le courant, et appliqua les deux fils vifs de part et d'autre du muscle cardiaque. La première, puis la seconde secousse électrique restèrent sans résultat.

Le docteur Riegel tortilla alors les deux extrémités du câble électrique autour de deux aiguilles hypodermiques. Il enfonça les aiguilles dans le cœur du mort. Il y eut un grésillement. Le cœur de Fruehling se contracta et continua de battre à coups réguliers.

Contrairement à ce qui se produit d'habitude, William Fruehling a quitté vivant, cette semaine, l'hôpital dans lequel il était entré mort.

Cette technique annoncée à grand bruit aux Etats-Unis, où elle a fait sensation, est bien connue en France, où elle a déjà été appliquée avec succès.

● Georges Gorse, 41 ans, agrégé de lettres, nommé ambassadeur de France en Tunisie, a reçu, à son arrivée à Tunis un accueil enthousiaste rarement réservé aux ambassadeurs de pays étrangers. Georges Gorse, qui fut sous-secrétaire d'Etat aux Affaires musulmanes dans le cabinet Léon Blum (1946), a pris position en faveur de l'indépendance de la Tunisie et est un ami du président Bourguiba. En avril de l'année dernière, au Caire, il a participé aux premières conversations officieuses avec les représentants du F.L.N.

● John Michael Avison Parker, 36 ans, lieutenant de vaisseau, secrétaire et l'un des meilleurs amis du duc d'Edimbourg, a été contraint de donner sa démission. Motif : il avait décidé de divorcer et les conseillers de la reine ont trouvé cette décision, indigne d'un familier du duc. Ainsi, le clan conservateur de Buckingham Palace a pris sa revanche sur le clan « démocrate » — dont le chef de file est Philip d'Edimbourg — qui est parvenu à faire envoyer le prince Charles à l'école.

● Jean Bernard, chef du service de médecine infantile de l'hôpital Hérold, titulaire de la chaire de cancérologie de la Faculté de médecine de Paris, spécialiste des maladies du sang, dont les travaux sur la leucémie sont appréciés dans le monde entier, a été appelé en consultation à Moscou. Il a retrouvé au chevet d'un mystérieux malade, qui serait M. Vyatchesiac Malytchev, ministre de la Construction des machines et « n° 2 » de la planification soviétique, le professeur allemand Hans Joachim Schulten, qui est, lui aussi, spécialiste des maladies du sang.

● L'Ordinateur 704, 21 tonnes, est arrivé à Paris et a été installé dans les locaux de l'I.B.M., place Vendôme. Ce cerveau électronique peut effectuer 42.000 opérations arithmétiques à la seconde, est capable de traduire des textes en différentes langues et peut établir les logarithmes des nombres de 1 à 10.000, avec dix chiffres significatifs, en dix secondes, alors que Neper a passé plus de trente ans de sa vie à établir une table de logarithmes. Le premier travail confié en France à l'Ordinateur sera le calcul des trajectoires d'un engin téléguidé. Cinquante calculs de trajectoire sont nécessaires par engin. Il y a là un peu plus de quatre ans de travail pour une équipe de mathématiciens. Le cerveau électronique résoudra les problèmes en vingt-cinq heures.

Yvette Giraud
Un bon accent

SPORTS

Un halo romantique

Le football est-il un jeu de hasard ? C'est la question que se sont posée, dimanche et lundi, des millions de Français en écoutant à la radio ou en lisant sur le journal ce simple résultat : *El Biar : 2, Reims : 0.*

Il s'agissait d'un match comptant pour les 16[es] de finale de la Coupe de France, d'un match important par conséquent et d'un match sans appel, puisque, en Coupe de France, le vaincu est automatiquement éliminé.

Très peu de Français avaient entendu parler du Sporting-Club universitaire d'El Biar, un modeste club de la banlieue d'Alger. Très peu de Français, même, savaient que les clubs d'Algérie participaient, depuis quelques années, à la Coupe de France. Tandis que tout le monde connaît le Stade de Reims, l'équipe la plus représentative du football français, finaliste de la Coupe d'Europe 1956 et actuellement deuxième du Championnat de France professionnel.

On ne pouvait imaginer rencontre moins équilibrée. Les joueurs algérois sont de purs amateurs, qui ont tous un métier et qui ne jouent au football que par délassement, alors que les footballeurs rémois sont des professionnels consciencieux, organisés. Sur le plan technique, dans le domaine de la préparation, de l'entraînement, de l'expérience, un monde sépare El Biar de Reims. Pourtant, El Biar a triomphé. C'est un résultat insensé, incroyable, dans ce monde du sport qui vit de hiérarchie et de logique. *« Si El Biar bat Reims,* a pu écrire un journaliste, *on ne peut plus croire à rien, le sport n'est plus possible. »*

Disons d'abord qu'un résultat aussi prodigieusement déraisonnable ne pourrait pas se produire dans un autre sport que le football. Ne parlons même pas de l'athlétisme et de la natation, ces exercices de précision et de rigueur, où chaque dixième de seconde compte. Mais prenons le basket-ball et le rugby, ces autres sports collectifs. La marge laissée à l'impondérable y est moins importante qu'en football. En basket, la taille des joueurs et leur adresse effacent toutes les autres qualités ; en rugby, la puissance des avants prime tous les autres avantages.

Le football est un sport beaucoup plus complexes, où les qualités d'adresse, de résistance physique, de volonté, de sens tactique, de solidarité se mêlent inextricablement. Ajoutons à ces qualités ce qu'on appelle la chance ou la réussite et qui se ramène souvent à des éléments psychologiques tels que la confiance en soi ou l'indifférence superbe. El Biar a tenté trois fois sa chance et a marqué deux buts, Reims a fait vingt essais sans jamais parvenir à ses fins. Le football n'est pas un jeu d'échecs.

Il est certain que si Reims rencontrait El Biar cent fois, il gagnerait quatre-vingt-dix-neuf fois. Le malheur est d'avoir commencé par la centième! Mais ce que le football, dans ce genre d'événement, perd en rigueur, il le regagne largement en panache.

Le football, finalement, vit d'inattendu et mourrait de régularité. C'est parce qu'un match n'est jamais joué d'avance, parce que David y peut battre Goliath et parce qu'El Biar peut éliminer Reims, que le football conserve quelque chose de plus que les autres sports : une sorte de halo romantique.

OH! PARDON...

● Commerçants de Paris, vous penserez que pendant quelques mois de plus vous avez réalisé de gros bénéfices...

(*Pierre Poujade, « Fraternité Française ».*)

● Apiculteur cinquantaine, avoir 15 millions, recherche vue mariage, femme quarantaine. Demande jeune homme courageux pour 1957. Ecrire revue.

(*« L'Abeille de France ».*)

● Une part (des royalties pétroliers de Séoud) assure à chacun des 322 princes de la famille royale une liste civile de 32.000 dollars (110 millions de francs) (1).

(*« L'Express ».*)

● « Jours de France » présente cette semaine l'album de la princesse Caroline. La seule véritable exclusivité mondiale donnée (2) par le palais de Monaco.

(*Placard publicitaire.*)

(1) Le franc n'en est pas encore là.
(2) Donnée ?... Dans le même placard publié le lendemain les six derniers mots avaient disparu !

AVIATION

Une gendarmerie du ciel

Cent morts, tel est le bilan des accidents d'avions survenus dans le monde depuis le début du mois de janvier. La loi mystérieuse qui veut qu'il y ait des « périodes de pointe » pour les carastrophes aériennes semble une fois de plus se vérifier. Pour M. Girardot, président de la commission de la sécurité aérienne à l'aviation civile, il ne s'agit que de coïncidences.

— *Tous les accidents qui ont eu lieu ces derniers temps ont en effet des causes différentes,* dit-il.

Dans trois cas pourtant, la cause de l'accident est identique : c'est une collision. Le 31 janvier, un chasseur à réaction et un quadrimoteur se heurtent en vol en Californie ; le 2 février, deux quadrimoteurs américains se percutent près de Saint-Lô.

Mais la plus importante de ces collisions eut lieu le 30 juin 1956, au-dessus du grand canyon du Colorado : une centaine de morts.

Les routes du ciel sont cependant loin d'être aussi encombrées que les routes terrestres.

Les avions « tournent » plus vite

— *Nous sommes très loin de la saturation,* précise M. Girardot, *pour la raison que nous faisons en 1957 plus de travail avec moins d'avions ; les avions « fatigués » sont impitoyablement éliminés.*

Les avions 1957 « tournent » plus vite, transportent plus de passagers et de fret. Le total des avions en circulation n'a donc pas augmenté en proportion du nombre de « clients » nouveaux de l'aviation. Les collisions ne sont pas plus à craindre qu'il y a dix ans.

Le problème de la circulation sur les routes du ciel se posera quand l'aviation sera devenue totalement supersonique : la vitesse des avions passant de 500 à 1.000 kilomètres-heure, il faudra réviser toute l'organisation des « gendarmes » aériens (au sol).

En attendant les débuts très prochains de cette ère nouvelle, la commission de la sécurité aérienne tire des leçons de tous les accidents survenus sur le territoire français (même s'ils ont eu pour victime des appareils étrangers).

Une statistique récente, dont les résultats sont confirmés par des statistiques américaines, démontre que, sur 100 accidents, 38 sont causés par une défaillance du personnel navigant, 44 par une déficience du matériel et 18 par des conditions météorologiques mauvaises ou des déficiences de l'infrastructure (pistes, aides de navigation au sol, etc.). Quarante pour cent des accidents ont lieu au cours de l'atterrissage.

Arme secrète

Les causes de chaque accident servent à corriger des défauts techniques éventuels.

A partir des débris d'un avion qui s'était écrasé au Sahara il y a quelques années, les enquêteurs reconstituèrent l'accident : les compartiments d'essence n'étaient pas ventilés, ce qui avait causé l'explosion des gaz de l'essence... et la destruction de l'avion. Sur les appareils de la marque (anglaise) on installa aussitôt un système de ventilation.

Contre les accidents, les ingénieurs de la sécurité aérienne détiennent une arme secrète, de la grandeur d'un petit poste de radio : un appareil qui enregistre tous les phénomènes qui ont lieu à bord de l'avion. Cet appareil, qui est sur le point de devenir obligatoire sur les avions français (et déjà beaucoup utilisé) est placé en queue de l'avion, endroit neuf fois sur dix le moins vulnérable. Il permettra d'expliquer les accidents qui, jusqu'à présent, étaient inexplicables, et d'améliorer, de jour en jour, la sécurité. Les habitués des lignes aériennes n'ignorent pas qu'ils courent beaucoup moins de risques que le moindre automobiliste et que seul le caractère spectaculaire des catastrophes aériennes frappe le public inconscient des autoroutes.

John Baillie
real Scotch Tailor
1, rue Auber
- Opéra -
Vente annuelle 44.500 fr.
EXCLUSIVEMENT SUR MESURE

QUEL EST L'AVENIR DU MENDESISME ?

François Mauriac et Maurice Duverger discutent avec André Philip et Maurice Bertrand

NOUS avons invité deux collaborateurs de « L'Express », MM. François Mauriac et Maurice Duverger, à rencontrer un leader de l'opposition socialiste, M. André Philip, et l'un des jeunes rénovateurs du parti radical, M. Maurice Bertrand.

Nous leur avons proposé de confronter avec une totale franchise leurs opinions sur l'état actuel de la gauche et les choix politiques qui se présentent, d'une manière urgente, au mendésisme.

Cette conversation d'environ deux heures a été enregistrée, et nous la publions ici intégralement, en pensant que beaucoup de lecteurs de « L'Express » y trouveront l'écho de leurs propres préoccupations et quelques réponses frappantes aux questions qu'ils se posent.

La franchise qui était la règle même de ce débat, et qui en fait la valeur, nous conduit ainsi à publier des critiques, parfois excessives, à l'encontre de M. Mendès France et du parti dont il a pris la tête. Ces reproches ou ces regrets sont exprimés ici par des hommes sincères et sans animosité ; de plus, ils traduisent sans doute les sentiments mêmes que de nombreux citoyens, surtout dans les jeunes générations, ressentent et cherchent à faire connaître. Le courrier de nos lecteurs, à lui seul, suffit à le montrer.

Il est sain, il est indispensable à toute construction d'avenir, que cet examen, même s'il est parfois injustement sévère, ne reste pas semi-clandestin, qu'il soit livré aux réflexions et aux réactions de ceux qui ne se résignent pas à voir la gauche cassée et le pays apathique. C'est pourquoi nous le publions de grand cœur.

Bien que n'intervenant dans ce débat que comme hôte, nous devons cependant faire une remarque : si les comportements tactiques, les choix parlementaires, au jour le jour, de M. Mendès France, leader radical, dans les derniers mois en particulier, prêtent à controverse, il nous apparaît qu'à aucun moment l'exposé de ses propres idées, la clairvoyance de son analyse politique et la rigueur de son attitude personnelle, n'ont déçu la confiance de ceux qui depuis plusieurs années la lui ont accordée. Les événements d'ailleurs continuent, inlassablement, à lui donner raison.

Il reste qu'une entreprise politique doit utiliser les véhicules, emprunter les voies, trouver les méthodes de travail, les représentants qui lui permettent, sans être dénaturée, d'atteindre ceux des citoyens dont elle recherche l'audience.

A cet égard, le choix des moyens, en politique, est décisif. De la nature et de la qualité des moyens choisis dépendent non seulement la réussite, mais, ce qui est infiniment plus important, la physionomie de l'entreprise et son rayonnement.

Sur ce point, le document que nous publions ouvre avec éclat un débat. Il ne l'épuise pas.

L'EXPRESS.

L'EXPRESS. — Après un an de gouvernement Guy Mollet, chacun constate que la tentative du Front républicain a abouti à l'échec ; en même temps, les conservateurs, dont les idées sont au pouvoir par l'intermédiaire du gouvernement socialiste, recueillent dans une élection à Paris une majorité écrasante. La gauche est paralysée. Les communistes et les socialistes sont emprisonnés dans leurs appareils bureaucratiques de partis ; la tentative de rénovation du parti radical n'a pas encore surmonté les contradictions, les mœurs politiques du radicalisme ancien ; et l'élection de Paris a également sanctionné cette déception. Dans l'actualité immédiate, c'est du côté du parti radical que les premières décisions, à gauche, vont être prises : la semaine prochaine, M. Mendès France devra indiquer la voie qu'il veut désormais suivre et proposer à ceux qui lui ont fait confiance. A propos de cette option du « mendésisme », se pose le problème d'une gauche réformiste en France, possible ou non. C'est le point de départ de ce débat. M. Duverger ?

MAURICE DUVERGER. — Dans votre exposé, vous avez un peu superposé deux questions : la question du mendésisme et la question de la gauche en général. J'ai l'impression que si nous voulons que le débat ait assez d'unité, il faut le centrer d'abord sur le mendésisme.

FRANÇOIS MAURIAC. — Et puis il y a deux points de vue très différents dans le problème du mendésisme : il y a ce que, nous mendésistes, nous souhaitons, ce que nous souhaiterions, et puis il y a le problème tel qu'il se pose à Pierre Mendès France lui-même et, à mon avis, ce sont deux points de vue très différents, parce que, moi, je vois nettement ce que je souhaiterais, mais non moins nettement le problème qui se pose à Mendès France et qui est, au fond, de savoir s'il doit suivre le conseil de Descartes et, du moment qu'il s'est engagé dans une certaine direction, s'il doit s'y obstiner pour trouver une issue.

ANDRÉ PHILIP. — Mais les deux questions sont liées. Le mendésisme a été et demeure une tentative de constituer une gauche. Il y a aujourd'hui une sorte d'échec. Pourquoi et comment ? Cela pourrait être le point de départ.

L'EXPRESS. — Je demande à M. François Mauriac : pourquoi considérez-vous que le problème qui se pose aux mendésistes est si différent de celui qui se pose à Mendès ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Ce sont, si vous voulez, deux aspects d'un même problème, que nous ne voyons pas du même côté. Personnellement, je vous l'avoue, j'ai

→

eu beaucoup de peine à croire, et dès le début de notre campagne, aux possibilités de renouvellement du parti radical. Mais Pierre Mendès France ayant choisi de réaliser ses idées par un parti radical rénové, je conçois qu'il ait pris, vis-à-vis des militants qui l'ont suivi, des responsabilités qui l'obligent à persévérer dans la voie qu'il a prise, même s'il considère que c'était une erreur.

MAURICE DUVERGER. — Si Mendès France persévère, il faut qu'il persévère à fond. Qu'il aille jusqu'au bout de sa tentative de rénovation du parti radical.

Au fond, son rêve était de créer un parti radical encadrant de nombreux militants, dans une structure disciplinée : de substituer au vieux parti de cadres un parti de masses de type socialiste.

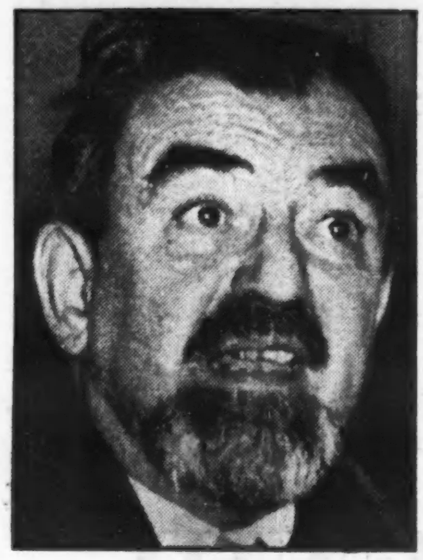
Personnellement, je doute que cela soit possible : la tradition du radicalisme (donc la tradition des cadres du parti) et les caractères sociologiques de sa clientèle ne se prêtent guère à une structure de ce genre. Mais, après tout, rien n'est sûr, rien n'est absolument déterminé dans ce domaine. La droite, très réfractaire à l'encadrement politique, s'est bien encadrée, elle...

En tout cas, l'expérience n'a de sens que si elle est poussée à fond.

Jusqu'ici, Mendès n'a établi qu'une demi-réforme du parti : il n'y a pas de discipline de vote, pas de soumission des ministres aux directives du parti, pas d'autorité du comité directeur sur les parlementaires. Malgré les scissions et les épurations, le parti radical reste toujours le carrefour de tendances opposées : quoi de commun entre Mendès France et M. Bourgès-Maunoury, par exemple ?

Au lieu de céder, je crois que Mendès doit durcir son attitude et suivre jusqu'au bout son idée de départ : c'est-à-dire essayer enfin de donner au parti radical la structure rigide et disciplinée d'un parti moderne.

Cela peut faire craquer totalement la machine et entrainer la mise en minorité de Mendès, ou ne laisser autour de lui que dix ou quinze députés. Il vaut mieux être réduit ainsi à un petit noyau de départ que laisser se prolonger l'équivoque présente.



M. ANDRÉ PHILIP
« Faut-il prendre l'appareil, ou être l'homme seul ? »

« Un mouvement travailliste réunira les gauches de tous les partis »

ANDRÉ PHILIP. — Ce que l'on appelle le mendésisme a été une tentative de regroupement d'une gauche nouvelle ; je crois que l'échec actuel est dû à ce que je considère comme trois erreurs commises au point de départ, et une quatrième option dont on ne sait pas encore si c'est une erreur ou non ; les événements seuls le montreront.

Premier point : je crois — et, là, c'est une critique que j'adresse moins à Mendès qu'à l'équipe de *L'Express* — qu'au point de départ, vous avez mis beaucoup trop l'accent sur la personnalité de Mendès. Or, on peut faire une droite autour de la personne d'un homme, mais je ne crois pas qu'on fasse une gauche autrement qu'autour d'une équipe et surtout d'un programme. L'accent autour de la personne et la publicité qui, dans *L'Express*, a été faite autour de la personne m'ont choqué, bien qu'étant son ami depuis Londres et Alger, car le culte de la personnalité me hérisse toujours, quelle que soit la personne en cause.

Cette méthode a fait gagner des partisans d'un côté, mais en a fait perdre d'un autre au moins autant.

Deuxième point : Mendès France est l'un des rares hommes politiques qui aient une vraie connaissance des problèmes économiques et financiers, et il a pu s'entourer d'une équipe lui permettant d'avoir un programme et de dire des choses sensées. Seulement, s'il a élaboré un programme économique et financier, il y a une grosse lacune : l'élément social.

Dès le début, le mendésisme a accroché les jeunes, les intellectuels et les éléments de la haute administration. Mais il n'a pas attiré à lui les milieux syndicalistes ouvriers. En partie pour la première raison : avec la vieille tradition du syndicalisme révolutionnaire, la méfiance à l'égard des personnalités a donné une réaction physique « contre ». Mais aussi, il n'y avait rien dans son programme qui fût un appel pour les organisations ouvrières.

J'en viens à ceci : Est-il possible de concevoir une gauche qui ne soit pas axée essentiellement sur le syndicalisme libre ; ne lui faut-il pas préciser, dès le départ, un certain nombre de notions qui ne sont pas encore au point, mais qui sont liées, d'une part, aux vieux mythes de 1848 (suppression du salariat, etc.) et, d'autre part, aux expériences de gestion ouvrière de la Yougoslavie de Tito et de ce qui commence sous une autre forme dans la Pologne de Gomulka ?

Je ne crois pas qu'on puisse faire un programme de gauche si l'on ne met pas en exergue, et avec une énorme importance, le problème de la démocratie ouvrière et de la démocratie sociale.

Vous ne ferez pas un programme de gauche si vous ne trouvez pas quelque chose, là, qui permette vraiment un contact direct avec des organisations syndicales.

Troisième point : je crois qu'il n'est pas possible de constituer une gauche par un mouvement qui reste dans les cadres purement nationaux, par quelque chose qui ne se lie pas à un mouvement international. Pour moi, la notion de gauche est intimement liée à la notion d'internationalisme.

Mon internationalisme, il s'exprime actuellement dans la lutte pour l'unité européenne. Je conçois qu'entre les éléments de gauche il puisse y avoir des divergences sur les formes de réalisation de l'Europe, la discussion sur « petite » et « grande » Europe, etc., c'est parfaitement normal. Mais à condition qu'à aucun moment la prise de position n'aboutisse à une attitude anti-internationaliste, à une défense d'une position strictement nationale. Je crois qu'à ce moment-là, ce n'est plus de la gauche, c'est de la droite.

Vous ne pouvez avoir dans le monde d'aujourd'hui un espoir de rénovation qu'en liaison avec des mouvements du même genre se produisant dans d'autres pays. Toute tentative de socialisme dans un seul pays, quel qu'il soit, aboutit, en fait, à une droite, souvent totalitaire, jamais à une gauche.

Une des données de la gauche, c'est donc la liaison internationale.

Je crois qu'au point de départ, il y avait donc ces trois lacunes.

La quatrième : là, c'est le point d'interrogation ! Fut-ce une erreur tactique que d'essayer de conquérir l'un des partis existants ? C'est sans doute trop tôt pour le dire.

Là, je fais encore une distinction. Je ne crois pas que les temps soient déjà mûrs pour lancer ce à quoi je rêve : un mouvement travailliste réunissant les gauches de tous les partis existants. Je crois que nous arriverons finalement à ces éclatements de partis et à un regroupement général des gauches. Mais cela ne pourra se faire que lorsque le mouvement syndical aura surmonté sa tradition de la Charte d'Amiens et qu'il sera arrivé à l'idée du travaillisme, c'est-à-dire d'un mouvement syndical qui, sans jamais s'inféoder à un parti politique, se lance lui-même dans une action politique faisant suite à son action syndicale.

En attendant, il faut des contacts entre les diverses gauches, et il faut que chacune lutte dans le cadre du parti politique dans lequel elle se trouve. Pour l'instant, aussi difficile que ce soit, je ne vois pas d'autre moyen.

Mais, alors, quelle est la meilleure méthode ? Il y en a deux, exactement aux antipodes : l'une est d'essayer de conquérir l'appareil par les procédés qu'il faut utiliser pour y arriver et pour y rester, procédés par lesquels on s'affaiblit inévitablement soi-même au point de vue rayonnement, au point de vue appel sincère ; ou, au contraire, prendre une position de doctrine irréductible pour laquelle on se fait exclure de l'appareil.

Il y a le choix : ou l'on prend l'appareil et on exclut les autres ; ou l'on tient bon sur sa position avec le risque de se faire exclure par l'appareil.

Quelle est la méthode la plus rentable ? Ma foi, je ne sais pas. L'expérience le montrera. Mendès France, par exemple, a essayé de prendre l'appareil du parti, mais sans aller jusqu'au bout, sans se débarrasser vraiment de tous les adversaires (déclarés ou cachés) de son entreprise. Est-il possible maintenant de se servir de l'appareil pour transformer véritablement le parti ? N'est-il pas préférable de rester l'homme seul n'acceptant aucun compromis, ne groupant autour de lui qu'un petit nombre d'hommes, mais sur des positions rigoureuses ?

Je pose la question. Dans mon parti, je fais l'expérience inverse ; je n'ai pas encore la garantie qu'elle donnera de meilleurs résultats.

« Ce peuple cherche des gouvernants qu'il puisse ne pas mépriser »

L'EXPRESS. — Je voudrais demander à M. François Mauriac, au cours de la discussion, de répondre à M. André Philip sur son premier point : l'une des erreurs a été de trop mettre en valeur la personne d'un homme. Je crois que ce n'est pas par amour immodéré, mais pour des raisons de fond.

Je demande à M. Maurice Duverger de répondre sur deux autres points : la seule manière de constituer une force politique de gauche est de l'axer autour du syndicalisme, et, d'autre part, il n'est pas encore temps de le faire parce que le mouvement syndicaliste n'est pas « mûr ». Et sur ce point aussi : André Philip ne conçoit qu'une gauche qui fasse de l'internationalisme la base même de son programme.

M. Maurice Bertrand, à propos du parti radical, pourrait prendre la discussion là où André Philip l'a conduite : peut-on utiliser l'appareil pour servir des idées sans équivoques et sans compromis ?

FRANÇOIS MAURIAC. — Eh bien ! je suis extrêmement gêné pour répondre au nom de l'équipe... Ma réaction est en effet une réaction très personnelle et pas du tout une réaction d'équipe. Et, en écoutant André Philip tout à l'heure, je me disais que je dois être en effet un homme par bien des côtés « de droite », car je n'ai pas du tout les mêmes réactions qu'André Philip devant la « personnalité ». Mon instinct est, au contraire, de croire que c'est toujours un homme qui fait quelque chose ; le socialisme pour moi ce sont des noms et ce sont des visages : Marx et Proud'hon, Lénine et Trotsky, Jaurès et Blum.

J'ai cru, en effet, en Pierre Mendès France et je

M. François Mauriac
« La mystique est au centre, liée au poteau. »

crois en Pierre Mendès France, non pas du tout par affinité d'esprit : nous sommes aussi différents que deux hommes peuvent l'être ; l'économie politique n'est pas mon fort ; mais observant le monde parlementaire depuis dix ans, je n'ai pas perdu de vue Pierre Mendès France, j'ai été frappé du fait que c'est un homme qui, de lui-même, demeurait en dehors d'un certain courant de désastre, le dominait, le jugeait ; j'ai été frappé du fait que cet homme politique éminent, à une époque où il y a peu de concurrence sur ce plan-là, renonçait à l'exercice du pouvoir, auquel ses capacités le destinaient et qu'il y renonçait simplement parce qu'il désapprouvait la politique à laquelle il aurait dû collaborer. En un mot, j'ai trouvé que c'était un esprit rigoureux qui ne faisait pas dépendre des exigences de sa carrière la rigueur de ses analyses.

Là où je me sentais moins d'accord avec lui, c'était sur le plan tactique — mais la politique n'est pas mon métier et je lui ai fait confiance. Je l'ai dit tout à l'heure — je serai beaucoup plus affirmatif que M. André Philip — je vois clairement aujourd'hui que la tactique qu'il a choisie ne pouvait conduire qu'à un échec...

Maurice Duverger. — Comme André Philip, j'ai trouvé qu'on a trop insisté sur la personnalité de Mendès. Cela me paraît s'expliquer par deux raisons fondamentales.

D'une part, l'appel du public : il n'est pas douteux que ce peuple cherche des gouvernants qu'il puisse ne pas mépriser. Il sent un besoin de confiance.

L'autre raison, c'est qu'on a développé le culte de la personnalité pour masquer les lacunes doctrinales : il y aurait là matière à sérieuses autocritiques pour l'équipe mendésiste. L'absence de doctrine est d'ailleurs la principale explication sociologique du culte de la personnalité en général.

A propos du syndicalisme, je voudrais dire à André Philip qu'il me paraît impossible de limiter la gauche à F.O. et à la C.F.T.C. Le problème de la gauche syndicale est le même que le problème de la gauche politique : toucher cette grande masse de la C.G.T.

Nous pouvons avoir à l'heure actuelle, d'ailleurs, des espoirs un peu plus grands dans ce domaine qu'en matière proprement politique : si le parti communiste est toujours gelé, pourrait-on dire, la C.G.T., à certains égards, paraît entrer dans un léger dégel. C'est pourquoi il ne faudrait pas aller trop vite dans une opération axant la gauche sur le syndicalisme, car une opération de ce genre pourrait arrêter ce dégel de la C.G.T.

Pour être clair, j'ai été l'un de ceux qui ont été opposés à la scission de F.O. Cette scission, dont je connais les raisons pratiques, a été une erreur énorme. Personnellement, je pense que c'est à l'intérieur d'un appareil qu'on résiste mieux. Il ne faudrait pas, aujourd'hui, rêver d'opérations du genre scission F.O.

En ce qui concerne l'internationalisme, il est certain qu'aux yeux du public, Mendès France est apparu comme un nationaliste (ce qui ne correspond sans doute pas à sa pensée profonde et à son tempérament). Cela me paraît venir de sa position sur les problèmes européens, laquelle est probablement la conséquence de ce qu'il faut bien appeler le néant doctrinal du mendésisme sur ce point.

Si je ne me trompe, Mendès n'avait aucune idée préconçue sur l'Europe avant d'avoir examiné le dossier européen : il s'est décidé presque au dernier moment. Or, l'absence de doctrine aboutit naturellement à donner l'impression qu'on se borne à accepter le *statu quo*, c'est-à-dire, en l'occurrence, le maintien des structures nationales.

Cela dit, je ne pense pas que l'Europe soit la seule forme d'internationalisme que la gauche doive envisager. On pourrait même dire qu'une certaine forme d'Europe restreinte est un nationalisme agrandi... Mais je ne veux pas, sur ce point, ouvrir une polémique.

« Socialistes, radicaux, M.R.P. dégagent la même odeur de la même cuisine »

L'EXPRESS. — M. François Mauriac disait tout à l'heure que c'était peut-être une erreur d'avoir cherché à prendre l'appareil radical comme véhicule d'idées politiques neuves, mais que, du moment que ce choix avait été fait, il fallait sans doute persévérer...

François Mauriac. — Je répète que si j'essaie de me mettre à sa place, je conçois que Pierre Mendès France nous dise : « Vous avez peut-être raison, mais étant donné que j'ai engagé une certaine partie sur un certain plan, que des milliers de militants m'ont fait confiance, j'estime que maintenant je ne peux pas me retirer. » Là je trouve que lui seul peut trancher.

En ce qui me concerne, je ne me sentirais absolument pas le droit, en mon propre nom ou au nom de quelques amis, de lui dire : *« Il faut que vous vous retiriez de ce parti... »* d'autant plus que, tout de même, je ne suis pas assez sûr qu'il n'y ait rien à faire dans cette direction : j'ignore tout des possibilités qui subsistent encore.

Simplement, je n'ai pas la foi, parce qu'il y a une évidence qui me crève les yeux depuis que j'observe la vie politique française ; tous les partis ont ceci de pareil : c'est d'être des syndicats d'intérêts et c'est pourquoi ils se ressemblent tous et ont ce trait commun d'avoir à leur centre et comme point de ralliement une mystique bafouée et, si j'ose dire, liée au poteau.

J'ai d'abord été scandalisé par le M.R.P. quand j'ai vu qu'il trahissait la sienne, qui était aussi la mienne. Et puis j'ai regardé les autres partis ; j'ai vu qu'ils consommaient tous la même trahison, parce qu'ils ont tous à servir la même clientèle.

Dans un pays où la fortune est aussi partagée qu'en France, même les partis dits de gauche ont au-dessus d'eux des intérêts dont ils dépendent. Ils ont tous affaire à des bouilleurs de cru, à des betteraviers, à des colons... mais aussi, mais surtout, à l'espèce innombrable qu'un grand parti politique aide à vivre et fait vivre.

Les fervents, les belles âmes de chaque parti, elles se comptent dans la minorité à chaque congrès. Socialistes, M.R.P., radicaux dégagent la même odeur de la même cuisine.

Les partis de droite ont cette supériorité qu'ils n'ont enfermé aucun idéal dans la cave et que leur principe consiste précisément à gérer, au mieux des intérêts de chacun, la chose publique.

M. Maurice Bertrand
« Une circonstance imprévue : la trahison socialiste. »

L'EXPRESS. — Je voudrais demander à M. Maurice Bertrand quelles sont les chances de redresser le parti radical, de rompre avec les équivoques, et d'en faire un instrument politique efficace, à gauche ?

Maurice Bertrand. — Je pense qu'il est intéressant de regarder rapidement le passé pour se faire une idée de l'avenir.

Eh bien ! je ne crois pas du tout, contrairement à ce qu'a dit M. Duverger tout à l'heure, que cette expérience de prendre le parti radical pour le transformer en un parti de gauche agissant était, en théorie, au départ, une opération sans espoir.

Je crois que si cela a échoué jusqu'ici, c'est dû sans doute à un certain nombre d'erreurs tactiques, et à un certain nombre de circonstances.

Parmi les erreurs tactiques, l'une des plus graves remonte aux élections générales de l'année dernière, au moment de la dissolution, dans la désignation des candidats à la députation, dans l'investiture donnée par la place de Valois à tant de vieux candidats radicaux hostiles à la nouvelle direction, à la nouvelle orientation du parti.

La tentative de rénovation radicale datait du 4 mai 1955. Par conséquent, entre le 4 mai 1955 et le 2 décembre, où Edgar Faure a dissous le Parlement, il y avait eu un afflux considérable d'adhésions au parti de gens qui avaient trouvé dans le mendésisme une formule nouvelle.

Sans doute ont-ils rencontré tout de suite la machine, les liaisons d'intérêts, les privilèges locaux, le durcissement, l'opposition aux adhésions nouvelles, qu'on a rencontrés un peu partout. Mais il y avait parmi ces jeunes hommes, et il y avait également parmi les cadres jeunes du parti radical antérieurs au 4 mai, ceux qui avaient fait le 4 mai en quelque sorte, il y en avait beaucoup parmi ces gens-là qui pouvaient faire un bon député. Surtout quand on voit comment l'on fait un député !... On pouvait, on aurait dû jouer ainsi sur des gens neufs l'avenir du parti. On a préféré, hélas ! en l'occurrence, prendre des André Morice, des André Marie, etc... prendre un certain nombre de gens traditionnels ! On a vu, après, ce que cela a donné !...

Maurice Duverger. — Permettez que je pose une question tout de suite. Je crois, en effet, que c'était la tactique à suivre, mais est-ce qu'ils n'auraient pas échoué dans un grand nombre de départements ? Si vous présentiez un jeune dans un département contre André Marie, est-ce que sa puissance locale ne l'aurait pas fait échouer ?

Maurice Bertrand. — Peut-être. Mais il valait mieux se retrouver dans un parti radical de 35 députés solides et honnêtes, au lieu de 60 qui votent n'importe comment...

Il est certain qu'aujourd'hui le problème du parti radical est entièrement troublé par cette erreur du début. Mais il y a encore, et cela me paraît très important, il y a encore une majorité mendésiste parmi les adhérents au parti radical. Aujourd'hui encore on s'aperçoit qu'il y a une majorité mendésiste parmi les militants, parce qu'il y a eu un afflux très important d'adhésions nouvelles (environ 30.000), ce qui a beaucoup modifié la nature des effectifs du parti.

Mais c'est une majorité qui est, en réalité, une minorité de fait quand il s'agit d'agir. Parce qu'elle est complètement empêchée d'agir par l'équilibre inverse qui se présente au groupe parlementaire, et Mendès France lui-même ne peut rien y faire actuellement. Cela me paraît un phénomène important.

Sur le passé, il y eut aussi une circonstance sur laquelle on ne pouvait pas compter raisonnablement — je m'excuse, je pense que M. Philip ne m'en voudra pas d'employer des termes aussi sévères à l'égard du parti socialiste — c'est la trahison de la majorité des socialistes à l'égard du programme...

→

M. Maurice Duverger
« Un comité directeur autoritaire, émanant des militants. »

Cette trahison de la majorité socialiste à l'égard du programme est un fait que l'on pouvait sociologiquement peut-être prévoir (si l'on était très bien renseigné) mais qui, évidemment, a bouleversé tous les calculs politiques, et les espoirs.

Pour Mendès France en particulier, cela eut cette conséquence : lorsqu'il a été obligé de démissionner du gouvernement parce que la trahison était devenue éclatante au point de vue de l'affaire algérienne, les ministres radicaux ont préféré rester dans le gouvernement dit « socialiste ». Il était très difficile d'agir, devant ce phénomène stupéfiant, et imprévisible pour des gens normalement constitués, devant ce fait qu'a été la trahison du socialisme.

Cela, c'est le passé. Pour l'avenir, c'est-à-dire dans le présent, que pouvons-nous demander à Mendès France de faire ? Voilà le problème.

Une analyse des sentiments de la majorité des jeunes militants, qui sont les éléments les plus valables et les plus intéressants dans le parti radical, cette analyse montre avec éclat qu'actuellement on ne peut plus rester dans l'équivoque sur laquelle on vit.

Si l'on restait encore, ne serait-ce qu'un mois, dans cette équivoque, premièrement on ne ferait, bien entendu, que continuer à constater le phénomène de cessation totale des adhésions nouvelles au parti radical (on en reçoit deux par jour, m'a-t-on objecté quand j'ai récemment soutenu ce fait devant des instances radicales — c'est un chiffre qui parle de lui-même) — et surtout, on va voir cette clientèle jeune qui est valable s'en aller peu à peu, disparaître dans la nature.

Peut-être ceux qui auront pris goût à la vie politique iront-ils rejoindre quelque groupement de gauche sans efficacité... et pour les autres, ce sera le retrait sur la position personnelle ; ils se seront dégoûtés de la vie politique, ils ne s'y intéresseront plus, et ce sera de la richesse perdue. Alors que peut-on faire, que peut-on espérer sur le plan du parti radical ? Personnellement, là, je suis formel : je crois qu'il faut prendre une position très dure, et tout de suite, parce que, encore une fois, on n'a pas le droit de perdre cette jeunesse, de la décourager.

Que signifie prendre des positions très dures ? On peut dire que Mendès France en prend à longueur de discours et qu'il dit, avec vigueur, ce qu'il faudrait faire... Cela est excellent, mais n'est pas suffisant. Prendre des positions dures, ce n'est pas seulement exprimer des idées nettes, c'est, sur le plan du parti lui-même, exiger dans les actes une continuité logique avec la doctrine énoncée.

C'est-à-dire qu'il faut en finir avec cette équivoque qui veut qu'on soit dans l'opposition mais en ayant des ministres au gouvernement. Il faut en finir aussi avec le fait que, sur toutes les questions essentielles, il n'y a que quinze parlementaires qui soient fidèles. Je crois qu'il faut maintenant en tirer les conséquences, c'est-à-dire que, du moment que Mendès France a encore derrière lui — et là je suis très formel — une majorité de militants, il faut qu'il conserve avec lui les ministres qui voudront bien démissionner, les parlementaires qui veulent bien le suivre et la majorité des militants, et qu'il essaie de garder avec tout cela l'étiquette radicale, si c'est possible.

Il est évident qu'une prise de position de cet ordre entraînera immédiatement la soudure de deux ou trois anciens groupes radicaux — R.G.R., parti radical dissident, etc. — et les députés radicaux qui quitteront le parti...

Maurice Duverger. — Je voudrais poser une question brutale. Mendès France osera-t-il aller jusque là ? Osera-t-il exiger que le parti radical adopte des règles de discipline analogues à celles de la S.F.I.O., soumettant les parlementaires et les ministres à l'autorité d'un comité directeur émanant des militants, exigeant l'unité de vote, etc. ? Si une telle réforme était possible, je crois qu'il faudrait l'accomplir, même au risque de réduire à 10 ou 15 membres l'actuel groupe parlementaire radical.

Mais j'insiste : croyez-vous que Mendès soit décidé à aller jusque là ? N'y a-t-il pas, dans Mendès, un côté radical-socialiste traditionnel, qui répugne à rompre aussi complètement avec les traditions du radicalisme ?

Maurice Bertrand. — Je crois qu'il est devant un problème extrêmement grave. Il va s'apercevoir que, s'il ne fait pas cela, toutes ses troupes, surtout parmi les jeunes, vont le lâcher. Je crois que c'est suffisamment grave pour qu'il puisse prendre des décisions sévères.

Et je crois que c'est tout à fait différent d'organiser un parti réduit mais vigoureux qui aurait quinze parlementaires — ou même dix — c'est tout à fait différent d'organiser ce nouveau parti que de s'épuiser sans résultats contre les structures archaïques du vieux radicalisme.

Si vous me demandez ce que Mendès France lui-même va répondre, je suis incapable de vous le dire.

« Ne nous occupons pas du ministère Mendès France de cette législature »

L'EXPRESS. — Je voudrais poser une question à M. Mauriac. Au moment des élections, vous aviez participé vous-même très activement au mouvement politique qui était lié au Front Républicain. Il y eut ainsi beaucoup de chrétiens de gauche, qui n'étaient ni des socialistes ni des radicaux, qui avaient rejoint ce mouvement. A votre avis, est-ce que, par ces décisions qu'évoquait M. Maurice Bertrand ou M. Duverger, le mendésisme pourrait conserver ou retrouver leur confiance ?

François Mauriac. — Je ne sais pas, mais déjà beaucoup de ces nouveaux radicaux sont repartis ; je le constate tous les jours. Il faut dire que je parle de radicaux très mauvais teint : des catholiques, puisqu'il faut les appeler par leur nom !

C'était un tour de force tout de même extraordinaire que d'avoir fait voter les catholiques, même de gauche, pour un candidat radical : il eût fallu que cela fût tout de suite bénéfique pour que les poules s'accoutument à donner leurs voix aux renards. Il n'en a rien été. Je crois que beaucoup sont déjà extrêmement en retrait. J'en ai le sentiment très net.

L'EXPRESS. — Le problème qui se pose à Mendès France se pose aussi aux socialistes minoritaires comme André Philip. Est-ce que, aujourd'hui, dans la situation politique française, on peut espérer reconquérir une partie de l'opinion publique au moyen des appareils de parti, ou bien, la seule voie n'est-elle pas de définir des idées sérieuses et de s'y tenir, de ne plus se soucier de l'efficacité immédiate et de préparer un avenir plus lointain ?

Maurice Duverger. — Je ne pense pas qu'il faille escompter des résultats immédiats. Qu'est-ce qui a fait le prestige de Mendès ? Le fait que, pendant huit ans, il est resté un homme seul, qui avait un certain nombre d'idées rigoureuses sur un certain nombre de points précis et qui n'admettait pas de compromis. Qu'est-ce qui a fait ensuite la faiblesse de Mendès, une fois au pouvoir ? La même raison : le fait qu'il était un homme seul, qu'il n'avait pas derrière lui un « appareil ».

Il faut essayer de penser à plus long terme. Je ne pense pas qu'il faille s'occuper d'un ministère Mendès France sous la législature actuelle : s'il y en avait un, ce serait dans des conditions encore plus équivoques que la première fois. Ce qu'il faut, c'est créer autour de Mendès l'embryon d'un appareil et l'embryon d'une doctrine, l'embryon d'une « machine politique », qui se développera lentement et qui permettra dans une prochaine législature, dans plusieurs années, une entreprise sérieuse.

Sur ce plan, je crois que la tactique qu'on a décrite est la seule. D'ailleurs, il n'y a pas deux tactiques. Que Mendès sorte du parti radical pour créer un nouveau parti, ou qu'il reste au parti radical en le transformant de fond en comble : les résultats seront très proches dans les deux cas. Car le parti radical nouveau ne devrait avoir que peu de rapports avec l'actuel. Il peut être utile, cependant, de garder l'étiquette radicale : moins parce que cela renforce Mendès ; mais parce que cela affaiblit les autres. Ils ne paraîtront pas de vrais radicaux s'ils ont perdu la place de Valois.

Le siège du parti radical
« Dans plusieurs années, une entreprise sérieuse. »

André Philip. — Je crois que la difficulté vient de ce que nous sommes devant deux tâches qu'il faut poursuivre à la fois, mais qui, dans une certaine mesure, sont contradictoires. Il faut faire le regroupement des jeunes Turcs et... il faut créer la Turquie en même temps.

Autrement dit, nous sommes dans un état de confusion complète, où les anciens partis ne collent plus avec la réalité. Il faut essayer d'arriver à un regroupement des partis et à une simplification. Les indépendants sont en train de le faire à droite, il faut essayer d'arriver à la constitution progressive d'un grand parti de gauche qui, pour moi, n'est possible que sur la base syndicale.

Mais il faut savoir que, dans les pays où fonctionne un système de deux partis, les partis en question sont installés dans la confusion ; ils représentent des groupes d'intérêts, non pas des doctrines précises. La droite et la gauche se définissent alors par deux attitudes, deux tempéraments, deux prises de position, l'une plus dirigiste, l'autre plus libérale, l'une plus nationaliste, l'autre plus internationaliste, sans que cela s'exprime doctrinalement d'une façon précise. Le regroupement, c'est comme cela qu'il devra se faire.

Mais d'autre part, pour le provoquer, il faut une petite minorité qui, elle, essaie vraiment de penser le monde moderne, de faire un effort de rénovation doctrinale, en sachant qu'elle restera minorité même dans ce qui sera ensuite reconstruit. C'est ce que j'ai appelé grouper les jeunes Turcs et créer la Turquie en même temps...

Regardons comment, en Angleterre, ils ont fait cela. Le parti travailliste est né petit à petit, au fur et à mesure que le mouvement syndical a compris que, pour défendre les intérêts très concrets des ouvriers, il lui fallait un instrument parlementaire ; mais en même temps c'est la « Fabian Society » qui a été

l'élément moteur par un petit groupe de recherche doctrinale.

Ainsi lorsque le parti travailliste est né, il a couvert une série de larges masses qui n'avaient que des défenses d'intérêts, mais il les a pénétrées d'un esprit d'orientation socialiste à cause de tout le travail d'idées préparatoires qu'avait fait le petit groupe de la Fabian Society.

J'ai l'impression qu'il nous faut, nous aussi, accomplir à la fois les deux tâches ; peut-être même devra-t-il y avoir dans la même équipe des subdivisions entre ceux qui travaillent à la création de la Turquie et ceux qui veulent grouper les jeunes Turcs, avec des contradictions entre les deux tâches qui sont toutes les deux nécessaires.

« Il faut à la fois regrouper les jeunes Turcs... et créer la Turquie »

Il faut que Mendès essaie de faire cela dans le parti radical.

Dans le parti socialiste, il faut que la petite minorité se groupe et joue le jeu de la fidélité socialiste ; cela consiste à dire : Je suis irréductible, je ne cède sur rien ; l'appareil fonctionne contre moi ; je suis sanctionné, je suis exclu, du jour où je suis exclu je redemande ma réintégration, et je suis réintégré tôt ou tard car le Parti n'acceptera pas sentimentalement de se sentir coupé. Il faut ramener de nouveau la bataille à l'intérieur, soit pour conquérir un jour l'appareil, soit pour constituer une minorité dure et irréductible, qui, en liaison avec les autres minorités dures, fera un travail de recherche et de discussion, d'élaboration doctrinale pour être prêt à animer le magma le jour où il se constituera. Et je suis sûr que cela se fera plus vite qu'on ne le pense.

Le travaillisme, le jour où il sera mûr, sortira des organisations syndicales, d'abord des organisations syndicales libres, mais — je ne suis pas très loin de Duverger sur ce point — également en liaison avec la C.G.T. parce qu'il y a quand même quelque chose qui bouge dans la C.G.T.

Autant je m'opposerai à tout contact avec le parti communiste dans les conditions présentes, et à toute idée de Front populaire qui détruirait totalement la gauche, autant du côté de la C.G.T. il y a des mouvements internes à suivre de près. Il en est exactement de même sur le plan international : il est nécessaire de s'appuyer sur les partis socialistes des autres pays, d'une part, et sur les expériences qui se poursuivent en Pologne et en Yougoslavie, d'autre part.

Alors, je reviens là-dessus : je suis encore gêné par l'intervention récente de Mendès France sur le marché commun. Non pas parce qu'elle est différente de ma conception de l'Europe — nous pouvons très bien avoir des discussions là-dessus — mais parce qu'elle donne une tonalité nationaliste et protectionniste, et cela va écarter de lui toute une partie de la gauche.

En tout cas, moi, je fais le travail sur l'autre plan, celui de la gauche européenne, pour essayer d'atteindre une série d'éléments qu'actuellement Mendès France rebute.

FRANÇOIS MAURIAC. — Je voulais simplement faire remarquer à M. André Philip que la grande différence, tout de même, entre le parti travailliste anglais et ce grand parti syndicaliste dont il rêve, c'est que, justement, les Anglais n'ont pas en face d'eux un parti communiste puissant et que c'est ce qui fait que le problème en France est tout à fait différent.

Et alors là, je suis frappé par l'hostilité fondamentale d'André Philip, hostilité à un Front populaire. Non pas que, moi personnellement, je sois attiré par un Front populaire ou que je le croie actuellement possible. Il n'empêche que le problème d'une gauche française reste centré sur le parti communiste. J'ai l'impression que vous ne le croyez pas, mais je crois que le grand échec de la gauche française est venu de ce que le parti communiste chez nous n'a pas pris le tournant de la déstalinisation et que, le drame hongrois survenant, nous avons perdu, provisoirement, toute chance d'un regroupement à gauche.

En un mot, je ne partage pas votre foi, dans la possibilité d'un parti syndicaliste, en dehors des forces que représente le Parti Communiste français.

ANDRÉ PHILIP. — Je ne crois pas que, maintenant, ce soit mûr. Mais je crois que le jour où nous orienterons vers une action politique commune les trois syndicats libres, les coopératives agricoles, les mutuelles, des groupements d'anciens combattants, nous pourrions constituer une force qui attirera à ce moment-là une partie importante de la C.G.T. et permettra de réaliser une formation syndicale qui enlèverait une série d'éléments au parti communiste.

Je suis d'accord avec vous qu'on a raté l'occasion. C'est le parti socialiste, s'il avait été fidèle à lui-même, qui aurait dû faire l'opération... s'il n'y avait pas eu Suez ni Alger. Il l'a ratée, malheureusement. Cela peut être repris le jour où le mouvement syndical aura pris conscience de ses intérêts et de ses devoirs. Ce n'est pas mûr encore maintenant. Alors, en attendant, il faut constituer l'élément moteur des jeunes Turcs... avant que la Turquie naisse.

FRANÇOIS MAURIAC. — Et je crois qu'il faudrait que, parallèlement, nous ne nous désintéressions pas des intellectuels communistes qui ont été très fortement touchés par l'affaire hongroise, par la critique de Sartre en particulier.

UNE INSURGÉE DE BUDAPEST
« S'il n'y avait pas eu Suez, ni Alger... »

L'EXPRESS. — Est-ce que vous considérez que, le tournant de Budapest, Mendès France aurait dû le prendre en recherchant plus directement le contact avec la masse communiste ?

FRANÇOIS MAURIAC. — C'est-à-dire que je n'aurais pas l'idée de le lui reprocher. Simplement, je constate qu'il est sans prise actuellement sur l'opinion, de ce côté-là.

MAURICE DUVERGER. — Je voudrais dire que je ne pense pas que le vrai problème de Mendès soit d'essayer de mordre sur la masse communiste.

FRANÇOIS MAURIAC. — Non ! Non !

MAURICE DUVERGER. — Je crois que, cela, c'est un problème socialiste. Je crois que le problème de Mendès c'est d'être, dans la gauche, le parti du centre, et que son problème vrai — il ne faut jamais l'oublier — c'est de conquérir à la gauche ces suffrages marginaux du centre sans lesquels il n'y a pas de majorité de gauche en France. C'est de faire l'opération qui consiste à déplacer 5 % des suffrages des Français de la droite vers la gauche.

Cela, c'est Mendès France qui peut le faire ; et c'est l'explication, à mon avis, de la haine que lui porte la droite. Si la droite déteste Mendès France, c'est parce qu'elle sent qu'il est celui qui peut lui voler des suffrages et faire basculer vers la gauche une majorité. C'est une des explications, il y en a d'autres.

« Le grand tournant de Budapest a été raté par tout le monde »

FRANÇOIS MAURIAC. — Il y en a beaucoup d'autres !

MAURICE BERTRAND. — Je ne suis pas d'accord avec Maurice Duverger sur le rôle que peut et doit jouer Mendès France. Il ne s'agit pas de déplacer 5 % des voix pour faire accéder au pouvoir une gauche classique dont il serait la droite. Ce qui fait la nouveauté de son action, c'est d'aborder les problèmes de gauche dans un style moderne qui permette d'espérer le renouveau de la gauche elle-même.

Sur le plan sociologique, l'appel que Mendès a lancé pour l'adhésion au parti est allé au-delà d'un appel purement publicitaire pour ses idées. C'était — il l'a développé à plusieurs reprises dans ses discours — l'idée de bouleverser ces structures d'intérêts dont François Mauriac parlait tout à l'heure, ces partis politiques qui sont justement des coalitions d'intérêts.

Or il y a encore au parti radical un certain nombre de gens qui n'y sont que parce que cela les aide à gagner leur vie — je suis très brutal, mais je crois que c'est bien cela — il y a un certain nombre de gens qui sont placés par le parti radical dans des postes politiques ou parapolitiques, et qui tirent un intérêt direct et immédiat de leur adhésion au parti radical.

Par conséquent, je suis tout à fait d'accord avec la définition que M. Mauriac donnait tout à l'heure des partis politiques en France. La tentative que Mendès a faite d'amener à ce parti de l'air frais, des militants qui n'avaient d'autre intérêt que leur volonté politique, je crois que cela résulte chez lui d'une analyse sociologique scientifique des problèmes français. Cette attitude scientifique, il l'a prise devant un certain nombre de problèmes — problèmes économiques, problèmes de structures de partis et divers autres problèmes... Il n'est pas apparu alors comme étant armé d'une doctrine préalable. Il dit : « Je prends ce problème et je l'étudie. » C'est peut-être cela, pour répondre à André Philip, qui lui donne son aspect national ou nationaliste ; en ce sens que je ne crois pas que l'on puisse avoir une attitude scientifique, une analyse sociologique, sur le plan international.

Je ne suis pas communiste, je ne crois pas qu'il y ait un sens de l'histoire et je ne pense pas qu'on puisse découvrir un sens de l'histoire. Dans ces conditions, on ne peut apporter de visions scientifiques que sur le plan national. Je crois que si on donnait à cette analyse mendésiste une allure doctrinale, elle aurait une portée importante ; et c'est à cause de cela que Mendès peut apparaître comme un nationaliste. Je crois d'autre part que l'on ne peut faire de l'internationalisme conséquent qu'à partir d'un pays nationalement constitué.

ANDRÉ PHILIP. — Je suis d'accord avec vous pour m'opposer à toute philosophie de l'histoire, ou en tout cas pour nier que le fait puisse, en soi, devenir une valeur. Mais, dans la mesure où vous procédez à une analyse scientifique des problèmes d'aujourd'hui, alors je nie totalement que, sur le plan économique, vous puissiez aborder aucun problème dans un cadre national.

Une des raisons de mon conflit interne dans le parti socialiste, c'est le fait que le problème fondamental d'aujourd'hui, celui des pays sous-développés, n'ait pas été étudié dans le parti. On a multiplié toutes les bêtises, simplement parce qu'on n'a pas pensé le problème, qui n'est pas du tout le problème algérien ni celui de l'Egypte, mais bien le problème général des pays sous-développés, dont les autres ne sont que des applications et des cas particuliers.

Par ailleurs, je constate que la France dépend, pour son expansion économique, d'énergie importée ; elle doit la payer par des exportations accrues ; or, dans la mesure où l'augmentation des exportations est le problème primordial, vous ne pouvez plus avoir une politique économique basée sur la vieille notion protectionniste ; et toute position de défense d'un cadre protectionniste rend, je crois, totalement impossible la réforme économique intérieure que l'on recherche d'autre part. On est coincé là dans une position contradictoire.

L'EXPRESS. — Je crois qu'il n'y a pas intérêt à éterniser le débat sur ce point parce que je crois que c'est un faux débat.

Je voudrais simplement dire que je ne crois pas qu'on puisse mettre l'étiquette « protectionniste » sur l'ensemble des attitudes économiques de Mendès France. Je crois que ce serait beaucoup plus l'étiquette « pragmatique » qui lui conviendrait en cette matière.

→

Si ce pragmatisme a pu prendre figure de nationalisme, c'est parce qu'il est plus sensible que d'autres, peut-être, au fait que la confrontation de la France avec l'extérieur, dans la situation économique présente, implique un certain nombre de précautions. Ces précautions peuvent être d'ailleurs le maniement rapide de certaines formes de libération les échanges qui vont très exactement dans le sens le ce que vous affirmez.

Je n'en veux pour preuve que le fait que c'est pour son gouvernement qu'a été menée la seule opération conséquente de libéralisation des échanges dans le cadre de l'O.E.C.E., qui a été la baisse progressive des taxes de compensation. Il n'y a que sous son gouvernement qu'on ait pris cette position — elle n'a pas été longue parce que le gouvernement n'a pas été long — un certain nombre de produits sont passés de la taxe de 11 % à la taxe de 4 %, etc. Je pense à beaucoup de ministres fortement « européens » sous lesquels on n'a assisté qu'à un resserrement des contingents.

ANDRÉ PHILIP. — Touché !...

« Ce qu'ils veulent, c'est une réforme d'ensemble de la société »

L'EXPRESS. — Laissons pour l'instant — il faudra y revenir, c'est un point essentiel — ce que pourrait être le contenu économique et social du programme. Supposons-le réalisé. Je vous pose alors une question. Actuellement, qu'on le veuille ou non et quelque espoir qu'on fonde sur l'évolution des syndicats libres et des partis de gauche, il faut reconnaître que la fraction dure, la fraction dynamique de la gauche est encadrée par le parti communiste sur le plan politique, et par la C.G.T. sur le plan syndical.

Or le P.C. et la C.G.T. ont une attitude purement revendicative, purement négative sur le plan des propositions de construction économique et de construction sociale.

Pensez-vous qu'en dehors d'une expérience personnelle, directe, physique comme celles qui ont fait vivre d'une manière dramatique à la classe ouvrière polonaise ou hongroise la démystification communiste, il puisse y avoir une prise de conscience de la classe ouvrière et le regroupement autour d'un programme réaliste et constructif, donc infiniment moins exaltant, moins passionnel, moins prometteur ?

MAURICE DUVERGER. — Je voudrais dire que la classe ouvrière française a elle-même profondément ressenti le mouvement hongrois. Tous les gens qui sont en contact avec elle vous diront le choc qu'il a produit. Et enfin il y a l'échec de la grève menée par la C.G.T., et surtout l'attitude de la classe ouvrière dans cette grève qui a été frappante.

L'EXPRESS. — Les communistes s'abstiennent, mais ils ne votent pas pour d'autres.

MAURICE DUVERGER. — Parce qu'il n'y a personne d'autre.

ANDRÉ PHILIP. — Ils auraient voté socialiste s'il y avait eu un parti socialiste. C'est l'une des raisons profondes de ma révolte actuelle. C'est que, depuis trente-cinq ans que je suis au parti, j'attendais ce jour-là, et j'enrage de voir que, lorsque le jour est venu, nous ne sommes pas capables de remplir notre fonction.

L'EXPRESS. — Ni les socialistes ni les radicaux...

MAURICE DUVERGER. — Ce ne pouvait être que les socialistes.

L'EXPRESS. — Un instant ! Quand vous dites : ce ne pouvait être que les socialistes, vous faites jouer au mendésisme ce rôle uniquement marginal qui consiste à aller chercher les 5 % de voix de droite.

Mendès France, ce n'est pas une question de personne pour nous, c'est une question de programme, et, ce qui, à mon avis, constitue l'originalité du mendésisme, c'est précisément ce rapprochement avec le réel que le parti socialiste ne paraît pas avoir commencé à entreprendre quant à son programme économique.

Vous reprochiez tout à l'heure au mendésisme de ne pas avoir de programme social. C'était peut-être une façon de montrer que la gauche classique s'était décalée en n'ayant que des programmes sociaux et aucun programme économique. Ne pensez-vous pas qu'il y a une approche toute nouvelle des problèmes économiques qui est à élaborer par la gauche et que c'est même là son problème essentiel ?

ANDRÉ PHILIP. — Bien sûr, il n'y a pas de programme social réel s'il n'y a pas de politique économique. Toute la politique de Gazier, qui est excellente à mon avis, est compromise parce qu'il n'y a pas la politique économique qui devrait lui servir de base.

MAURICE BERTRAND. — J'ajouterai que c'est une chose très facile d'avoir un programme social, contrairement à ce que l'on disait tout à l'heure. Je ne crois pas du tout qu'un programme social soit quelque chose qu'il faille aller rechercher dans la matière grise de gens très distingués ; je pense que c'est très facile de faire un programme social à partir du moment où, sur le plan économique, le développement du revenu national le permet.

L'EXPRESS. — A condition que ce programme social ne soit pas contradictoire avec un programme économique ; autrement dit que son début d'application ne paralyse pas le mécanisme économique.

ANDRÉ PHILIP. — Là, je ne suis pas de votre avis.

Si vous avez un programme économique qui conduit à une augmentation du revenu national, n'importe quel gouvernement, même de droite, peut en effet donner des augmentations de salaires et des améliorations de situation matérielle. Le rôle de la gauche, c'est d'aller plus loin que cela et de poser le problème de la gestion ouvrière.

Nous n'arriverons pas à créer vraiment une gauche s'incarnant dans les masses si nous ne réussissons pas à penser ce problème-là, par lequel l'Europe pourrait se distinguer et de la Russie, et des Etats-Unis. Car enfin, c'est dans des pays européens que des tentatives sont faites à l'heure actuelle dans ce sens.

MAURICE BERTRAND. — Est-ce que les syndicalistes français s'intéressent à ce problème ? Je n'en ai pas l'impression ; je crois que cela leur paraît une vision utopique. Cela leur paraît surtout une vision qui les écarte de ce qu'ils considèrent comme l'aspect essentiel, qui est un aspect revendicatif et de lutte de classe.

ANDRÉ PHILIP. — Il faut satisfaire le revendicatif pour pouvoir aller plus loin et poser le vrai problème : la gestion ouvrière.

MAURICE BERTRAND. — Je crois que l'incitation au développement du revenu national, c'est d'abord et avant tout l'incitation au développement des salaires. Et, si on trouvait un mécanisme qui permette d'établir une liaison entre l'augmentation des salaires (du S.M.I.G. par exemple) et l'augmentation du revenu national, on aurait l'incitation numéro 1 au progrès économique

MAURICE DUVERGER. — Cela ne suffirait pas à attirer les masses de gauche ; ce qu'elles veulent, c'est une réforme d'ensemble de la société.

MEETING CHEZ RENAULT
« Parce qu'il n'y a personne d'autre. »

« Toute une recherche à partir de l'expérience yougoslave »

L'EXPRESS. — Vous n'attirerez pas la classe ouvrière si vous n'avez pas des propositions de gestion ouvrière, dites-vous. Je vous réponds : pouvez-vous avoir des propositions de gestion ouvrière tant que la classe ouvrière est encadrée par un parti pour lequel la gestion ouvrière est un instrument de suppression de l'ensemble du système ?

ANDRÉ PHILIP. — D'accord, mais alors, là, c'est toute une recherche à faire en partant de l'expérience yougoslave, à laquelle j'attache une très grosse importance.

Le mot d'ordre de la gauche doit être centré sur l'homme et la prise de responsabilité par l'homme, beaucoup plus que sur l'organisation, même efficace, de la production.

L'essentiel, c'est une prise de responsabilité par l'homme, et un programme de la gauche doit comprendre par conséquent un programme de décentralisation (décentralisation administrative, économique, régionale), d'augmentation du rôle et des fonctions des coopératives agricoles dans l'organisation du marché rural et d'une certaine forme de prise de responsabilité dans la gestion économique, soit du côté des comités d'entreprise, soit du côté des organisations syndicales ouvrières.

Là, il y a vraiment une reprise de conscience des données fondamentales du socialisme français de 1848, qui devient d'une extrême actualité.

Aujourd'hui, il s'agit de refaire un socialisme qui garde du marxisme une méthode d'analyse, mais qui le dépasse en retrouvant les valeurs fondamentales de 1848, ce que l'on exprimait alors par le mythe de la suppression du salariat, qu'il faudrait exprimer sous une forme moderne aujourd'hui.

Tant que nous ne sommes pas arrivés à dégager quelque chose de précis sur ce point — et ce n'est pas du... tout cuit ; je ne vous apporte pas une solution toute faite, mais une ligne de recherche — tant qu'on n'aura pas réussi à faire cela, on n'aura pas créé les fondements d'une gauche.

MAURICE DUVERGER. — Cela me paraît résoudre l'antinomie apparente, invoquée à propos du mendésisme, entre « pragmatisme » et « programme ».

Je crois qu'il faut distinguer trois étages, trois dimensions. Celui des actions courantes quotidiennes, d'abord, auxquelles répond l'étude de chaque dossier, le pragmatisme, l'empirisme. Il faut d'autre part que ces actions quotidiennes s'insèrent dans un ensemble, dans un plan à moyen terme (plan économique, plan politique). Mais je ne crois pas que ce plan lui-même

MM. Nehru et Chou-En-Laï
« Le problème posé est celui des peuples de Bandoeng. »

suffise à attirer l'opinion publique. Il faut une troisième dimension : celle des programmes à très long terme, des doctrines de base, la dimension du mythe, pourrait-on dire. Il faut définir des idées-forces qui débouchent vers une structure globale nouvelle de la société.

C'est sur ce troisième plan que le mendésisme n'a encore fait aucun effort. Cela explique le peu de contacts avec les milieux ouvriers, parce que les milieux ouvriers ont l'impression que, s'il peut s'intéresser à eux sur le plan des détails, il ne se pose pas le problème global d'une nouvelle structure de la société.

André Philip. — C'est cela.

L'EXPRESS. — Je voudrais faire une remarque. Nous avons parlé de droite et de gauche, et, à ce propos, d'un certain nombre de problèmes. Mais il me semble que ce qui a dominé, plus encore, les deux dernières années, ce qui a donné naissance au plus fort courant de passions, et ce qui a caractérisé la lutte droite-gauche, c'est la crise des territoires ex-coloniaux, Indochine, puis Afrique du Nord et plus spécialement aujourd'hui : Algérie. C'est tout le problème d'une certaine conception des rapports nouveaux entre la France et les peuples qui ont dépendu d'elle. N'est-ce pas là ce qui commande, à l'heure actuelle, la bataille politique ?

André Philip. — Je suis complètement d'accord. C'est le problème fondamental aujourd'hui. C'est le même problème d'ailleurs : c'est l'accession de l'homme à la responsabilité dans la détermination de sa propre existence. C'est la transposition sur ce plan-là du problème social. La prise de responsabilité par l'homme, et pas seulement l'amélioration de sa situation matérielle.

Mais alors, il n'y a pas seulement la libération politique des territoires, il y a les conditions de leur développement économique. Et c'est la question universelle de politique internationale : les relations avec les pays sous-développés. L'affaire de Suez est pour moi encore plus typique à ce point de vue que celle d'Algérie. On s'est engagé là-dedans en ne pensant qu'à l'Egypte, alors que l'Egypte, c'était un petit point de la solidarité d'ensemble de tous les peuples de Bandoeng ; le problème posé était celui des contacts avec les peuples de Bandoeng.

Heureusement, dans l'affaire de Suez, les Américains ont pris la position juste et, ce faisant, à mon avis, ils ont sauvé l'Occident. Seulement il y a une chose très ennuyeuse : les Américains prennent souvent une position juste, mais ils ne sont pas psychologiquement outillés, avec leur conviction de la supériorité de l'« American way of life », pour réaliser cette politique dans les faits ; et les Européens prennent des positions fausses, alors que nous aurions tous les éléments techniques, psychologiques et humains pour réaliser la politique juste beaucoup mieux que les Américains.

Voilà la situation absurde dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Ceux qui pourraient vraiment réaliser une politique susceptible d'attirer ces pays à nous font une politique fausse, et ceux qui font la politique juste ne sont pas humainement outillés pour la réussir.

Maurice Duverger. — Là encore, d'ailleurs, il faudrait dépasser quelques points de vue très empiriques. Car — il faut le dire — si nous avons une attitude générale vis-à-vis de ces problèmes d'outre-mer, que François Mauriac a magnifiquement personnifiée, nous n'avons pas assez fait l'étude concrète qui permette de tirer de cette attitude générale des solutions précises, possibles pour chaque problème.

Je suis frappé, à cet égard, du caractère indécis des positions de la gauche en général.

François Mauriac. — Il y a un an, au lendemain des élections, Mendès France avait, sur le problème algérien et sur la manière de l'aborder et de le résoudre, des idées extrêmement précises. Mais cela bouge tout le temps. Il est bien évident que le possible d'il y a un an ne colle plus au problème actuel. Nous mesurerons bientôt, le jour du règlement définitif, ce que nous aura coûté l'expérience Mollet-Lacoste : un prix équivalent à ce que nous avons dû payer notre politique à l'égard du sultan.

André Philip. — Je crois qu'il faut une doctrine et puis des adaptations. Par exemple, la position de Mendès France sur l'Algérie, la politique du choc psychologique, était parfaitement exacte au moment où il l'a exprimée. Mais aujourd'hui il ne serait plus possible d'en rester là. Maintenant, à mon avis, on n'a plus que le choix entre des négociations sur la base d'une solution fédérale — ce qui est la meilleure solution — ou la décision d'octroyer un statut fédéral. C'est ou l'un ou l'autre. Il n'y a rien d'autre de possible.

« Ce sentiment d'humiliation crée un risque fasciste »

L'EXPRESS. — Ce qui me frappe, c'est que la décolonisation, l'anticolonialisme, a toujours été un des moteurs idéologiques de la gauche ; or, aujourd'hui, devant la crise algérienne, se réveille un nationalisme borné, même à gauche. Et les dernières élections l'ont montré.

Mendès France, en gros, est le seul, même s'il n'a pas assez précisé une doctrine et une perspective générale, à avoir incarné fidèlement l'attitude humaniste, l'attitude de gauche, et avec des propositions constructives. Eh bien ! on constate que la gauche, socialiste en particulier, ne suit pas, sauf certains éléments. M. André Philip ?

André Philip. — Mon impression, c'est que, dans les fédérations socialistes, il y a maintenant une très vive inquiétude et le sentiment que la politique faite ne correspond pas à la politique de la gauche. Mais il y a, dominant tout, le sentiment que des camarades sont à des postes de responsabilité : on ne peut pas accroître leurs difficultés. Moi, je suis le méchant, « je mets le poignard dans le dos des camarades qui sont aux prises avec les plus grandes difficultés ».

C'est ce que j'appelle le cléricalisme du parti socialiste. On abandonne l'idée pour ne pas toucher à l'organisation au moment où elle est engagée dans une bataille.

D'autre part, dans d'autres partis de gauche, on a utilisé le parti socialiste comme alibi : « Oui, c'est bien ennuyeux, cette politique ; elle est contraire à toutes nos traditions ; mais, puisque les socialistes la font, c'est bien que c'est inévitable, puisque c'est tellement contraire à leurs principes et à leur doctrine. » Et les gens se rassurent comme cela.

Mais il y a quelque chose de beaucoup plus dangereux ; j'ai le sentiment qu'à l'heure présente, en France, existe un sentiment maladif : on souffre d'une victoire rentrée. On a besoin d'une victoire militaire pour retrouver le sentiment de sa propre dignité.

Si l'affaire de Suez avait militairement réussi, si l'ultimatum avait été envoyé six jours plus tard et si le débarquement avait eu lieu en même temps que l'envoi de l'ultimatum, il aurait été possible d'occuper tout le canal, de lancer quelques blindés jusqu'au Caire, on aurait alors poussé un « cocorico » triomphal ; après quoi on serait reparti sous la pression de l'O.N.U. ; cela n'aurait plus eu aucune importance : on aurait surmonté le complexe d'infériorité.

C'est ce sentiment d'humiliation qui, à l'heure actuelle, crée quelque chose qui peut devenir extrêmement dangereux. C'est bien comme cela que le fascisme naît dans un pays.

Débarquement a Port-Saïd
« Si le débarquement avait suivi l'ultimatum... »

François Mauriac. — Je suis tout à fait d'accord avec André Philip, on ne saurait sous-estimer ce sentiment d'humiliation qu'a ressenti le pays et qui est vraiment commun à tous les partis. C'est ce qui joue à fond absolument et ce qui crée un risque fasciste.

Maurice Bertrand. — Là, c'est peut-être une partie de l'autocritique que nous devons faire de l'équipe mendésiste. Depuis deux ans, elle apparaît, tout en ayant des positions fondamentalement justes, comme essentiellement critique. Ce fait a été traduit par nos ennemis, par ceux qui les lisent, et ceux qui les écoutent, par le mot de « défaitisme ». C'est absurde, mais c'est un fait.

Je crois que nous pouvons renverser ce mouvement en précisant l'aspect constructif de nos positions.

Le moment est venu de donner un aspect constructif à la vision nouvelle de l'Union Française sur la base de l'indépendance des peuples. Il ne faut pas du tout que l'indépendance des peuples de l'Afrique noire, de Madagascar et d'ailleurs, apparaisse comme un « largage » de ces pays, comme si on se débarrassait d'eux parce qu'ils coûtent cher, comme certains le suggèrent maintenant... En vérité, à la position extraordinairement nationaliste — « nous ne lâchons rien » — qui est celle actuelle du gouvernement, risque de succéder rapidement une autre : nous lâchons tout.

L'EXPRESS. — C'est la même.

Maurice Bertrand. — Au fond, c'est la même. Or, je crois — et là je suis inquiet des positions « européennes » de M. André Philip — je crois qu'on ne peut pas donner une force réelle, nationale, patriotique à l'idée de construction d'une nouvelle Union Française si, parallèlement, on laisse vivre ce mythe européen qui, à mon avis, est incompatible...

André Philip. — Alors, là, nous sommes évidemment dans une position directement opposée. Je crois que, devant le complexe d'humiliation, le seul moyen de le surmonter, c'est précisément le « transfert » en redonnant, sur un plan européen plus large, la confiance en soi. Je crois qu'il ne peut y avoir de solution économique du problème des territoires d'outre-mer que dans la constitution d'une Eurafrique, en posant le problème sur le plan général des relations entre Européens et Africains.

Je ne crois pas à la possibilité d'une gauche qui ne soit pas fondamentalement internationaliste et, dans les conditions présentes, qui n'exprime son internationalisme dans ce qui est pour moi l'unité la plus petite dans laquelle les problèmes internationaux puissent être résolus aujourd'hui et qui est l'Europe, en commençant par les Six...

François Mauriac. — Cela ne vous inquiète pas que la droite ait un goût si prononcé pour cette Europe-là ?

André Philip. — Quelle droite ? Au Conseil économique, le groupe patronal est le seul, avec la C.G.T., à toujours voter contre. Quant à l'idée européenne, ce sont des socialistes qui l'ont lancée. Et, dans cette Europe, commence dès maintenant la bagarre entre la droite et la gauche, c'est-à-dire entre l'Europe libérale qui n'envisage que des abaissements de droits de douane, et l'Europe de gauche qui envisage la création d'institutions politiques pour une orientation de l'économie.

Je me permets d'attirer votre attention sur le fait que la position de droite, libérale, c'est une Europe où on abaisse les barrières douanières, et où l'on ne crée pas d'institutions politiques. La position de gauche, c'est celle d'une Europe organisée, avec une certaine coordination de la vie économique ; elle suppose des institutions politiques.

Une position de gauche européenne, c'est l'Europe politique, tandis que la position de droite, c'est une Europe économique seulement.

→

Maurice Duverger. — Est-ce qu'il n'y a pas un risque, même en se plaçant dans cette optique, qu'au moment précis où nous avons à effectuer cette immense transformation de nos rapports avec les pays de l'Union Française, le fait de nous engager dans cette construction européenne fasse apparaître les problèmes de l'Union Française comme des problèmes secondaires ? J'ai été frappé d'une chose, c'est à quel point, dans l'étude préalable du marché commun, on s'est peu soucié de l'outre-mer.

L'EXPRESS. — Oui, plutôt comme un obstacle à surmonter qu'un problème à résoudre.

André Philip. — C'est qu'il y a quatre ans, quand nous avons commencé à poser le problème, on nous a dit : « Nous ne pouvons pas faire don à l'Europe de cette dot que sont les territoires d'outre-mer. » Alors que les autres étaient prêts, à ce moment-là, à payer très cher la dot en question. Maintenant, cela apparaît, non pas comme une dot, mais comme une charge. Et les autres ne sont évidemment pas très enthousiastes. Ils trouvent que des investissements au Brésil seraient plus rentables qu'en Afrique. C'est parce qu'on a trop attendu.

Maurice Duverger. — Il faudrait que nous reprenions plus à fond cette question européenne dans un autre débat.

« Allez-y ! On va se battre de nouveau ! »

L'EXPRESS. — C'est une bonne idée ; nous vous proposerons un prochain débat sur l'Europe. Pour reprendre le fil de notre discussion d'aujourd'hui, je voudrais vous demander ce que l'on peut répondre à tous ces jeunes que l'on a éveillés à la vie politique, depuis deux ans en particulier, et devant qui aucune action concrète ne semble se présenter. Beaucoup se détournent maintenant de tout intérêt pour la chose publique et perdent le sens d'une mission collective. Ils ont été rapidement et gravement déçus : par l'enlisement du parti radical, par la trahison socialiste, et évidemment par les chefs staliniens du parti communiste... Et maintenant ?

Maurice Duverger. — Je crois qu'il faut d'abord leur expliquer que les choses ne se résolvent pas rapidement. S'engager dans une action politique, ce n'est pas s'engager à faire quelque chose pendant six mois : c'est un engagement à long terme, cela oblige à faire pendant des années et des années un travail parfois ingrat d'ailleurs.

Il faut leur montrer d'un autre côté les lignes générales vers lesquelles peut déboucher une action politique, essayer de définir ces programmes à long terme sur lesquels j'insistais tout à l'heure.

En même temps, il faut absolument, d'un point de vue concret, leur proposer quelque chose de précis comme engagement politique. Et cela dépend essentiellement des décisions définitives que prendra Mendès France à l'égard du parti radical. Mais, s'il prend la décision dans le sens qu'on nous indiquait tout à l'heure, il pourra leur dire : eh bien ! allez-y, maintenant, on va se battre de nouveau ! Ce ne sera pas très rapide, on ne va pas vous faire enlever le fortin d'en face et puis c'est fini, cela va sans doute être un combat de tranchées pendant longtemps, mais allez-y, rentrez, battez-vous, il y a quelque chose !

L'EXPRESS. — Comment définiriez-vous l'aspect nouveau que devrait avoir le parti radical pour que ce rebondissement soit possible ?

Maurice Duverger. — C'est extrêmement simple : que toute équivoque cesse sur la signification du radicalisme mendésiste. Que quelqu'un entrant dans le parti radical dirigé par Mendès n'ait pas l'impression de soutenir en même temps M. Bourgès-Maunoury et tant d'autres qui ont des positions contraires à celles de Mendès, qu'il ait l'impression que le parti radical signifie quelque chose. Qu'il n'ait pas l'impression que le prestige de Mendès France sert à faire élire M. André Marie, comme on l'a vu le 2 janvier 1956. Certes, un tel parti radical sera peut-être minuscule au départ : qu'importe ! Tous les partis ont commencé par être petits.

Vous ne pourrez pas engager les jeunes dans la mesure où ils conserveront l'impression que Mendès, comme ses prédécesseurs, va, avec un cœur innombrable, s'ouvrir à toutes les tendances possibles d'un parti radical. Comme parti formé de confluents de tendances différentes, ce parti radical-là a eu sa grandeur : mais ne comptez pas attirer à lui la jeunesse.

Le seul problème est de savoir si Mendès doit tenter cette opération, qui lui laissera la place de Valois, une dizaine de députés, quelques fédérations de province et un certain mythe radical de gauche qu'on pourrait réveiller — ou s'il doit tout laisser tomber.

L'EXPRESS. — S'il est mis en minorité ?...

Maurice Duverger. — Je pense qu'il doit s'en aller.

L'EXPRESS. — Du parti ?

Maurice Duverger. — Oui. Je pense qu'il ne peut pas rester.

Maurice Bertrand. — Mis en minorité dans le parti, le risque n'est pas couru actuellement. On n'aura pas la majorité de Lyon, mais on aura 60 %.

Maurice Duverger. — Mais il faut que cette majorité se compte sur des positions très fermes, très rigoureuses, très nettes.

Maurice Bertrand. — Je crois que, sur un instrument nouveau, qui peut conserver certaines formes anciennes, peu importe, mais qui soit véritablement rigoureux, je suis tout à fait d'accord avec vous : on peut susciter un combat nouveau, avec des objectifs précis.

Sur le plan de la salubrité de la vie politique française, en particulier, je crois qu'on peut mener une vigoureuse campagne, et que nous serons largement suivis.

André Philip. — Eh bien ! je suis d'accord. J'ajouterai d'autres éléments.

Premièrement, aux jeunes je dirais d'abord — et je reviens à ma première observation du début — il n'est point de sauveur humain, c'est *à vous de faire votre salut vous-mêmes*. La vie politique n'est pas quelque chose que l'on reçoit d'une personnalité quelle qu'elle soit, mais quelque chose qui doit se construire à la base.

Deuxième principe : *l'Etat n'épuise pas la société*. Nous avons tous parlé d'éléments de réforme de l'Etat. Or, la société est quelque chose de beaucoup plus large. Et je dirais d'abord aux jeunes : prenez des responsabilités personnelles, là où vous êtes, dans le fonctionnement de la société. Je crois que dans un programme de gauche, la décentralisation et le développement économique régional doivent être mis au premier plan. Il faut encourager les jeunes de province, là où ils sont, et dans leur région, à s'intéresser à tous les groupements qui se constituent à l'heure actuelle pour la naissance d'une vie indépendante et libre à la base, car nous mourons de l'excès de centralisation.

C'est toujours la prise de responsabilité par l'homme lui-même là où il est, liée à tout l'effort de développement de l'éducation populaire.

C'est ensuite l'action sur la rénovation qui est en train de se faire dans l'agriculture, dans les provinces françaises. C'est le problème de la gestion ouvrière, en liaison avec toutes les autres expériences qui se poursuivent dans les pays voisins.

Partant de là, c'est la prise de conscience immédiate de la solidarité internationale : sentir dans notre chair le problème des pays sous-développés comme notre problème. J'ai l'impression que les jeunes sont parfaitement prêts à le sentir.

Et alors, là, j'introduis la notion de l'Europe socialiste, capable de trouver, dans le principe de prises de responsabilités à la base, ensuite coordonnées, la solution d'un problème social de base que ni la Russie ni l'Amérique n'ont trouvée.

Toujours l'idée : ne suivez pas des chefs qui vous apporteront quelque chose de tout cuit, mais prenez vous-mêmes, là où vous êtes, la responsabilité qui doit être la vôtre. Je me demande si le message fondamental d'une gauche moderne ne doit pas être : « Créer une société responsable pour des hommes responsables ».

François Mauriac. — C'est à Mendès France de trancher ce débat.

Pour moi, après vous avoir écoutés, je souhaiterais que Mendès France allât vers l'extrême rigueur, mais tout en restant à l'intérieur du parti, et si cela doit se briser, que ce soit à force de rigueur. Alors vous verrez du jour au lendemain son prestige restauré. En fait, rien n'est perdu.

Quant à nous, nous n'avons rien à faire d'autre que de continuer à faire ce que nous faisons en ce moment : donner à cette fraction de la jeunesse française qui nous suit une analyse honnête de la situation politique. Dans l'état actuel de la presse française, c'est une position qu'on nous dispute peu.

Nous nous replions, après un échec, dû pour une part à des erreurs de tactique, mais pour une part à la trahison socialiste — nous nous replions mais pour une prise de conscience qu'il dépend de nous de rendre féconde, surtout si la droite occupe ouvertement le pouvoir, comme elle s'y prépare.

(*Copyright « L'Express ».*)

POLÉMIQUE

Médecin à prix unique

La polémique qui oppose les médecins à la Sécurité sociale et à M. Gazier, à propos de la tarification des honoraires et de leur remboursement à 80 %, a pris ces jours derniers un tour plus aigu, le Conseil des ministres ayant adopté le projet Gazier. Le médecin de L'Express *expose et explique ici les vives réactions du corps médical.*

ELISABETH, 5 ans, est malade depuis quatre jours. Sa température oscille entre 40° et 40°5. Le docteur X. vient la voir chaque jour. Cette enfant qu'il connait bien, il l'examine complètement, longuement. Il rassure la famille. Ce n'est rien de grave. Et il est sûr, aussi sûr qu'un être humain peut l'être, qu'il ne s'agit là que d'une grippe un peu sévère.

Mais il sent que la confiance de la famille atteint son point critique. Après tout, la vie d'Elisabeth est suspendue à son seul jugement.

Ne peut-il s'agir d'une de ces maladies auxquelles un médecin du Connecticut ou de Lyon a attaché son nom parce qu'il en a décrit les sept premiers cas bien isolés ? S'il s'agit d'une de ces maladies, il peut ne pas la reconnaître ; mais le docteur D. le pourra. Il faut l'appeler en consultation. Le docteur D. est pédiatre. Il a fait l'externat, puis l'internat. Dix ans d'études. Il s'est installé à Paris pour pouvoir continuer à travailler dans les hôpitaux, avec la naïve conviction que ses connaissances et son titre d'ancien interne lui assureraient facilement une situation.

Il a choisi d'aller lentement dans ses études, et d'aller lentement aussi dans l'exercice de sa profession.

Le docteur D. reprend l'examen d'Elisabeth, plus soigneusement, plus longuement encore. Au bout d'une heure, les décisions auront été prises — en complet accord entre les deux médecins. Tous les deux, tout à l'heure, vont recevoir leurs honoraires. Pour tous les deux, les honoraires seront les mêmes. Ainsi le voudrait, en fait, le projet Gazier (1). Et cette conséquence du projet, on ne peut le nier, surprend.

Une certaine supériorité

Le docteur X. a connu le docteur D. à l'hôpital. Il a peut-être suivi ses cours. Il lui reconnait spontanément une certaine supériorité. Dans un domaine précis : celui des maladies des enfants, elle est indiscutable — c'est pourquoi il a fait appel à lui et lui a demandé son opinion.

Le docteur D. ne voit généralement que les cas les plus difficiles, les plus longs ; il consacre à l'hôpital et à la recherche une bonne partie de son temps.

Le docteur X. trouverait tout naturel que son confrère demande à chacun de ses malades des honoraires plus élevés. Pourtant, M. Gazier n'est pas de cet avis. Quels que soient ses titres, sa compétence, le nombre de malades, riches ou pauvres, il n'aura le droit de leur demander, s'ils sont assurés sociaux, qu'un tarif, en toutes circonstances, celui des omnipraticiens. Et ce tarif est un tarif unique imposé, fixé pour l'instant à 700 fr. au cabinet du médecin, à 900 fr. en visite.

Ce cas résume, en principe, les objections faites par les médecins au projet Gazier. Il éclaire leur révolte.

Il faut pourtant dire tout de suite que ce cas est exceptionnel. Le docteur D. joue de malchance. Il a passé de nombreux concours (externat-internat). Il est chef de clinique, assistant des hôpitaux peut-être. Mais il n'est pas « patron », c'est-à-dire professeur de Faculté, médecin ou chirurgien des hôpitaux. Ces titres le distinguent du médecin praticien. Et pourtant, il est astreint aux mêmes tarifs. Il a spécialisé ses connaissances et pourtant la S.S. ne lui reconnait pas le titre de spécialiste qui lui donnerait droit à un tarif double de celui dé son confrère.

Cela peut paraitre bizarre, mais ni les pédiatres, ni les cardiologues, ni les gastro-entérologues, ni les endocrinologistes ne sont des spécialistes aux termes de la loi. On a estimé que ces branches de l'activité médicale étaient encore trop proches de la médecine générale, ne se distinguaient pas assez d'elle pour en être détachées. Ce serait reconnaitre des médecins de classes différentes. Ce serait porter atteinte au principe de l'intégrité du titre de docteur en médecine et cela diminuerait sûrement la confiance que le malade accorde à son médecin de médecine générale.

Mais le refus est absurde, rendu ridicule par les progrès techniques. Il est au moins aussi difficile de lire un électrocardiogramme que d'examiner une oreille. Une radiographie de l'estomac demande, pour être lue, au moins autant d'expérience qu'une radio des poumons.

— Branchez-vous, simplement : le docteur est un homme occupé.

— 80 pulsations, 37°5 et 5 millions de revenus déclarés.

Le docteur D. devrait donc avoir le titre de spécialiste. Il aurait droit à un tarif double de celui d'un médecin de médecine générale. Son cas ne serait plus exceptionnel. Mais il ne serait pas réglé pour autant. Il serait celui de l'ensemble des médecins. Et ceux-ci, dans la majorité, refusent le projet Gazier ou, dans la meilleure des hypothèses, s'y résignent.

Le tarif sans souplesse

Un tarif fixe et unique, disent les médecins, n'a pas de sens — on ne peut demander les mêmes honoraires pour une angine et pour un œdème aigu du poumon ; à un ouvrier et au directeur général de la même usine ; un chef de clinique ne peut pas être assimilé ou certifié d'ophtalmologie.

« Voyons, a dit un médecin. *Je suis médecin de quartier, non admis sur la liste des dérogations. Imaginons que M. Sacha Guitry, par exemple, soit pris d'un malaise subit. Son médecin habituel — qui, bien entendu, est, lui, inscrit sur la liste de ceux qui ont le droit de demander les honoraires illimités — son médecin habituel est absent. M. Sacha Guitry est pressé. Il m'appelle. Faudra-t-il que je lui demande 900 fr., comme je demanderais 900 fr. à sa concierge dans des conditions identiques ? »*

« Parfaitement, a répondu le représentant du ministère de la Santé. *Quand M. Sacha Guitry va acheter un poulet, il le paie le même prix que sa concierge. Pourquoi voulez-vous qu'il en aille différemment pour vous ? »*

Le docteur D. a médité cette réponse qu'il ne trouve pas convaincante. Comparaison pour comparaison, on peut garder celle du poulet. Mais il faut aller plus loin. Socrate estimait que la médecine et la cuisine étaient deux arts comparables. Dans ce cas, le poulet qui arrive sur la table de M. Sacha Guitry, préparé par son chef, servi par son maître d'hôtel, lui a coûté certainement plus cher que celui que la concierge a fricoté dans sa loge.

A la célèbre clinique Mayo de New York, les malades sans ressources ne payent pas. Les autres payent selon leurs revenus. Un confrère américain a raconté au docteur D. qu'un Rockefeller ou un Pierpont-Morgan, après y avoir subi une quelconque opération de l'appendicite, envoya spontanément un chèque royal : 5.000 dollars, plus d'un million et demi de francs. Par retour du courrier, une lettre le prévint qu'il s'agissait là d'une somme tout à fait insuffisante, étant donné ses revenus déclarés. Etait jointe une facture de 10.000 dollars.

Entre le poulet du ministère de la Santé publique et les exigences de la clinique Mayo, on devrait trouver un moyen terme.

« Mon but, répond le ministre, est que le remboursement des frais médicaux s'effectue à 80 %. Or, je ne peux rembourser la part fixe d'un honoraire variable et indéterminé. »

Ce syllogisme parait impeccable et, chose curieuse, les délégués médicaux ne semblent pas l'avoir discuté. Or, rien n'est plus discutable.

Supposons admis les chiffres proposés : 700 fr. et 900 fr. Ce sont les honoraires, à peu de chose près, pratiqués par la majorité des médecins. Pourquoi ne pas fixer le remboursement à 80 % de ces sommes ? Si un malade veut bénéficier de ce remboursement, il lui suffit d'aller chez le médecin qui pratique ces tarifs. S'il fait appel à un autre médecin qui lui demandera 2.000 ou 3.000 fr., libre à lui.

Une facture

Une bonne à tout faire a droit à une indemnité de 200 fr. si son repas ne lui est pas fourni. Oblige-t-on tous les restaurants du voisinage à pratiquer ce tarif ? Tous les délégués des médecins, par crainte sans doute de paraitre réactionnaires, ont accepté ce principe. A partir de là leur position était plus difficile.

L'honoraire médical, dit le ministre, ne peut pas varier avec les actes pratiqués, leur longueur, leur importance.

Il faut admettre que poussé jusqu'à l'absurde, ce système donnerait une note d'honoraires ainsi conçue :

— Déplacement Odéon Porte d'Orléans et retour	200 fr.
— Monté 5 étages	75 fr.
— Examiné état général ..	100 fr.
— Examiné cœur, poumons, abdomen, etc.	300 fr.
— Rédaction d'une ordonnance et explications détaillées	250 fr.
Total :	925 fr.

L'honoraire n'est pas le règlement exact des actes exécutés sur tel malade, mais un forfait, une contribution forfaitaire à l'entretien du médecin — c'est le paiement d'un acte médical moyen.

On ne peut faire un sort spécial à toutes les espèces possibles de médecins — car elles sont innombrables. Il faut en retenir seulement trois : les « patrons » dont le tarif est libre, mais non remboursé au malade ; les spécialistes à qui leur droit au « C2 » permet de bénéficier d'un tarif double, et les omnipraticiens, quelle que soit leur formation.

Enfin, le ministre admet des dérogations quant à la qualité sociale du malade. Certaines catégories (gérant de société, directeur d'usine, conjoint non assuré social, etc.) sont rejetées pratiquement dans la catégorie non assurée.

Les « patrons »

« Mais, disent les médecins, le libre choix n'est pas respecté, puisque certaines catégories ne donneront pas droit au remboursement : les « patrons ».

Sur deux points, le ministre a accepté de renoncer à son premier projet. Il prévoyait une juridiction correctionnelle pour juger des délits de dépassement. C'était peut-être également correct, mais blessant. Il l'a remplacée par une juridiction professionnelle.

Les tarifs une fois acceptés devaient être indexés. Le premier index choisi avait été celui des 213 articles qui ne fait même plus rire personne. Il est pour le moment associé à l'indice de la masse des salaires.

Les modifications ont été faites à la demande des délégués médicaux. Car ceux-ci n'ont pas rejeté ce projet dans son ensemble. Ils l'ont discuté, pied à pied, ils l'ont contesté point par point. Encore maintenant ils ne le refusent pas inconditionnellement, mais le déclarent trop rigide, irréalisable. Le ministre ne promet même pas que le remboursement aux malades serait effectivement réalisé à 80 %. Il pense seulement pouvoir trouver quelque part les crédits nécessaires.

Points de vue

Ici les délégués se séparent de ceux qu'ils représentent. Peut-être parce que les médecins eux-mêmes ont des points de vue divergents :

● Il y a ceux que ces histoires n'intéressent pas — et ils sont la majorité hors des grandes villes — qui n'ont pas le temps de s'en occuper et qui d'ailleurs demandent déjà des honoraires comparables à ceux du projet Gazier : les médecins qui ont une clientèle aux moyens modestes.

S'il en est parmi eux qui réprouvent le projet Gazier, c'est que celui-ci porte atteinte à leur conception de la médecine.

S'il y a un domaine où la « socialisation » justifie au moins la discussion, c'est celui où l'homme souffrant est en cause. Car rien n'est

→

(1) A Paris, la liste des « notables » sera constituée par les aînés les mieux pourvus de titres. En province les médecins hésiteront à s'y inscrire.

moins collectif que la souffrance, rien n'est plus individuel que la maladie, rien ne remplace, entre le médecin et le malade, la confiance et le contact humain.

Ils comprennent mal pourquoi la socialisation de la médecine parait plus urgente au gouvernement que celle de la sidérurgie !

● Il y a les médecins qui ont un titre, mais n'ont pas droit au tarif double ou bien ont droit à ce tarif double, mais demandent un tarif très supérieur et qui sont aussi bien lésés dans leurs intérêts que heurtés dans leurs convictions. Il y a aussi ceux, notons-le en passant, qui, sans aucun titre ni droit, demandent des tarifs élevés en raison d'une compétence reconnue ou d'une installation particulièrement luxueuse.

● Il y a enfin les médecins qui, quelle que soit leur situation, peuvent être partisans, pour des motifs idéologiques, d'une socialisation de la médecine, mais ne tiennent pas le projet Gazier pour un heureux début de réalisation.

Ils n'y voient nullement l'annonce d'une refonte générale de la médecine qui engloberait aussi bien les études que les mœurs. En outre, à leur point de vue, ce ne sont ni les médecins ni la médecine qui devraient faire les frais d'une « nationalisation », mais un Etat socialiste.

En tout cas, ceux qui refusent le projet Gazier le refusent en bloc et en contestent le principe même.

Ils le refusent le plus souvent parce qu'ils y voient un premier pas vers la fonctionnarisation de la médecine. Ils y voient la destruction de tout ce qui fait l'intérêt, la dignité, la qualité de leur métier, parce qu'ils sont persuadés que ce métier ne ressemble à aucun autre et qu'il y a en France une tradition médicale humaniste qui voit son triomphe dans les tendances modernes de la médecine.

Le téléphone

Le médecin est un homme qui vit comme suspendu au bout d'un fil que chacun peut tirer quand il le désire.

Ainsi, le docteur D.

Sa dernière journée a commencé à 7 heures par la sonnerie d'un téléphone qui avait eu, du moins, la bonté de ne pas se faire entendre au milieu de la nuit.

Ce réveil brutal vole au docteur D. et à sa femme un peu plus de son sommeil. Mais la fatigue est devenue pour lui une sorte de seconde nature. Les clients s'indignent lorsque leur médecin prend des vacances. Cela leur paraît toujours un peu scandaleux. Il faut les comprendre.

Comme il faut comprendre que les mères inquiètes usent et abusent du téléphone qui, dès la première heure, s'installe, s'impose, règne sur la maison.

Il est sur la table de chevet, à côté du carnet de rendez-vous...

Il est dans la salle de bains pendant que le docteur D. se rase.

Il est sur la table de la salle à manger, où le docteur D. se donne l'illusion de prendre le petit déjeuner en compagnie de ses enfants.

La consultation par téléphone est constante. Petites grippes, gros rhumes, indigestions bénignes. « Je ne voudrais pas vous déranger, docteur, mais c'est simplement pour vous demander... »

Et à 8 h. 30, lorsqu'il échange quelques mots avec sa femme avant de quitter la maison, c'est essentiellement pour lui donner les numéros auxquels on pourra le joindre toute la matinée, en cas d'urgence.

Les visites se trouvent coupées par de longs déplacements en voiture. Lorsqu'il rentre il est 13 h. 30.

Le docteur se met à table seul. Les enfants sont déjà repartis. Le premier malade est déjà là. Le téléphone sonne encore. Mme D. essaye de filtrer les communications.

14 h. 30. Le docteur D. avale sa tasse de café et se rend dans son cabinet. Il habite un grand appartement. Donc un appartement cher. Trois pièces doivent être, pendant la journée, entièrement consacrées à ses activités professionnelles : le salon d'attente, le cabinet de consultation et la salle d'examen. Maintenant, les enfants sont grands. Quand ils étaient petits, il fallait éviter qu'ils ne se jettent dans les jambes des clients. Et la maison doit être, cela va de soi, irréprochablement entretenue. Une bonne à tout faire, capable d'ouvrir la porte et au besoin de répondre au téléphone, une femme de ménage le matin et l'activité constante de Mme D. y suffisent tout juste.

Lorsque le dernier consultant est parti, il faut reprendre les visites. Selon les saisons, le docteur D. dîne à 9 heures ou bien à minuit.

Heureusement, il y a la nuit... lorsque le téléphone ne sonne pas.

Un début

Pourtant le docteur D. ne se plaint pas. Il fait un beau métier et en vit convenablement. Mais il veut être et rester un homme médecin en face d'un homme malade. Il ne veut pas devenir l'incarnation accidentelle d'une médecine abstraite en face d'un cas sans signification humaine ; il tient à cette qualité particulière de sa responsabilité qui ne l'oblige à répondre de ses décisions que devant lui-même et devant son malade. Le projet Gazier met-il cette responsabilité en péril ? Le docteur D. en est convaincu, convaincu que ce n'est qu'un début. Que si maintenant il cède, c'en sera fini.

— *Pardon, docteur, pourriez-vous me dire dans quel journal médical on parlera de moi ?*

— *Vous nagez, hein ?* *

Convaincu que tout de suite et plus tard surtout, la réglementation des actes médicaux dégradera l'exercice de son métier, il s'exaspère de ne pas trouver de bonnes raisons à ce projet. Il est persuadé que le remboursement à 80 % aurait été obtenu pour l'immense majorité des malades par un simple relèvement des tarifs des caisses (jusqu'ici de 400 et 500 fr. dans la Seine — ce qui signifie que le malade est remboursé 320 fr. pour une consultation (700 fr. en général) et 400 fr. pour une visite (1.000 fr. en général). Il pense qu'il est vain de discuter certaines dispositions particulières mais qu'il lui est indispensable de réagir pour défendre sa liberté.

Cette liberté à laquelle il tient tant peut paraître anachronique. Elle peut entraîner une inefficacité technique, une dispersion des efforts à laquelle certains ont tenté de remédier par les cabinets de groupe. Mais elle reste, à ses yeux, attachée à un exercice sain de la médecine. Les maladies fonctionnelles demandent un contact de plus en plus grand avec le malade. La technique doit rester un moyen utilisé par le médecin qu'on connaît et en qui on a confiance. Le médecin ne peut pas devenir le serviteur d'une technique.

Déjà, des expériences...

Mais surtout les expériences faites ailleurs ne sont pas toujours encourageantes.

Certaines sont, sans doute, heureuses. Ainsi, le docteur D. a passé l'an dernier des vacances chez un de ses confrères, au Danemark. Un médecin de campagne, chargé, en outre, de la surveillance du lait et officier d'état civil. Tout est tarifé pour lui, même la consultation par téléphone (heureux pays !). Oui, mais il dispose, dans l'exercice de sa profession, d'une extraordinaire liberté. Il n'y a pas, comme en France, de cloisons étanches entre les diverses espèces de médecins. S'il le désire, le médecin de campagne se fera attacher à un hôpital de Copenhague et mènera la vie d'un médecin des hôpitaux français. C'est ainsi que le professeur d'hématologie à la Faculté de Médecine de Copenhague est un ancien médecin de campagne qui a décidé, un jour, de venir étudier dans la capitale les affections du sang. Il y a si bien réussi qu'il est maintenant le plus grand spécialiste de son pays dans ce domaine.

Mais au Danemark comme en Angleterre, ou en Suisse, par exemple, où les honoraires des médecins sont fixes, un certain nombre de praticiens, pour mener une vie plus large, se transforment en « lions de Caisse » : ils multiplient les actes médicaux, expédiant plus de soixante patients par jour, faisant passer des radios même quand ça n'est pas indispensable, et parviennent ainsi à se faire rembourser par les caisses de sécurité sociale des sommes dont rêverait un médecin « libéral ».

A moins qu'ils ne vendent leur temps et leurs soins au marché noir.

Il s'agit sans doute d'exceptions. Toutefois, on peut craindre que les circonstances ne facilitent la multiplication de ces exceptions et redouter, avec les médecins des hôpitaux de Paris, que « quelque jour la qualité de la médecine pour tous en sera abaissée ».

* Les dessins publiés dans ces pages sont extraits d'un album édité par Lawrence Lariar.

ATOME

De la taille d'une punaise

LES physiciens ne croyaient pas si bien dire quand, il y a quelques années de cela, ils baptisèrent « prométhéum » l'un des sous-produits les plus abondants de l'industrie atomique. Ce radio-élément parfaitement inutile jusqu'ici va en effet permettre de réaliser l'un des grands rêves de l'ère atomique : la pile atomique de poche.

La semaine dernière, les laboratoires Kidde, de New York, annoncèrent que la pile au prométhéum était pratiquement au point, et pas plus grosse que la tête d'une punaise métallique. D'une puissance de 20 microwatts, elle pourra actionner des montres-bracelets, alimenter des appareils acoustiques, des radios portatives et l'appareillage électronique des fusées.

Techniquement réussie, cette première pile de poche n'est cependant qu'une solution bâtarde et inélégante à ce problème complexe : comment capter et transformer en courant électrique les électrons (ou rayonnement bêta) émis par les éléments radioactifs ?

Les tentatives de captation directe ont toutes échoué jusqu'ici ; les électrons finissaient par détériorer la substance dans laquelle ils étaient censés circuler sous forme de courant.

Les laboratoires Kidde ont simplement tourné cette difficulté. Ils mélangent le prométhéum radioactif avec du phosphore et isolent ce mélange dans une enveloppe transparente en matière plastique. Sous l'effet du rayonnement bêta, le phosphore émet de la lumière. Et celle-ci alimente une petite pile photo-électrique dont les deux lamelles de silicium prennent en sandwich le mélange phosphorescent.

La relative simplicité de la pile et le bas prix du prométhéum (il tombera bientôt à 700 francs par pile, contre 700.000 francs aujourd'hui) peuvent rendre rentable cette première pile atomique de poche.

THÉATRE

La semaine

ALORS que le mois de janvier passe généralement pour peu propice au théâtre, il a été marqué cette année par une vingtaine de générales. Trop de pièces médiocres montées au cours du premier trimestre de la saison, après avoir passé péniblement le cap des fêtes, risquaient de ne plus se jouer que devant des banquettes. Il n'y a pas crise du théâtre ou crise du public puisque les bonnes pièces bien montées, dans l'ordre grave comme dans l'ordre léger, connaissent des succès. Mais il y a crise de discernement, peut-être parce que nos directeurs et nos directrices se laissent parfois aveugler quant à la valeur d'une pièce par le rayonnant prestige d'une vedette ou les innocentes pressions d'un commanditaire...

Ne nous plaignons pas trop, puisque nous avons vu naître Michel Vinaver et Albert Vidalie, ressusciter Marcel Achard. Mais nous avons vu aussi un spectacle de mimes minable, deux fantaisies plus ou moins musicales pesantes (*Salad Days* et *Bulles*), un spectacle Brecht anachronique. Nous avons assisté à des soirées alimentaires (*Vingt-cinq ans de bonheur, Les Misérables*). On a monté des pièces de M. Varoujean, de M. Quentin et de M. Féral. Mais Jacques Mauclair, pour *Ivanov*, a le prix de la mise en scène et pas de scène. Et Godot-Beckett attend vainement un théâtre pour sa nouvelle pièce (1) qui est fin prête entre les mains de Roger Blin. Est-ce que M. Pierre Fresnay n'est pas un humoriste qui s'ignore quand il parle du « brain-trust » qui dirige le théâtre français ?

★

Giraudoux résiste et gagne

M. JEAN MARAIS Joue César, M. Jean-Pierre Aumont Jupiter : les plus beaux jeunes premiers des années 30 deviennent divins. Les auteurs aussi changent d'emploi avant de se diriger vers quelque mélancolique Pont-aux-Dames ou vers le panthéon imaginaire des valeurs stables. Où en est Giraudoux ? Le souvenir de Louis Jouvet, qui fut son grand prêtre, s'estompe au point que, pour la première fois, l'autre semaine, son nom a totalement disparu du programme d'un théâtre qui fut le sien. L'auteur suivra-t-il l'interprète ?

Déjà le conteur des *Taxis de la Marne*, il y a quelques semaines, le traitait d'écrivain léger et superficiel, de caniche savant taillé en lion, et il doit s'y connaître puisqu'un de ses romans s'appelle *Une Tête de chien.* Et dès avant la guerre, dans un article de la N.R.F., M. Jean-Paul Sartre l'avait réduit à une sorte d'aristotélicien recuit : il est vrai que les écrivains que M. Sartre tuait à cette époque, comme M. Mauriac, se portent assez bien... La reprise, qui n'est pas très bonne, d'*Amphitryon 38*, qui n'est pas son œuvre la plus significative, repose la question.

Il y a un préalable, comme disent les politiques : celui de l'interprétation. On rencontrait un peu trop à la Comédie des Champs-Elysées, l'autre soir, des spectateurs moralement barbus et qui gémissaient : « Ah ! si vous aviez vu Jouvet, et Renoir, et Tessier... » de même qu'il y a des âmes sensibles pour lesquelles le plateau de Marigny est définitivement sanctifié par les ombres de « Jean-Louis » et de « Madeleine ». C'est transposer dans le monde de Marie-Chantal le culte de la midinette pour le chanteur de charme, et tous ces grands comédiens ne seraient pas (ou n'auraient pas été) de grands comédiens s'ils avaient le pouvoir de s'approprier un texte. Que leur souvenir n'écrase donc pas les interprètes d'aujourd'hui. D'ailleurs, pour la plupart, ceux-ci n'ont pas besoin de cela pour être écrasés. Dans un décor hideux de M. Malclès, qui a l'air d'évoquer un coin de la « zone » à Thèbes, les malheureux s'agitent sans conviction et sans humour, au petit bonheur la chance.

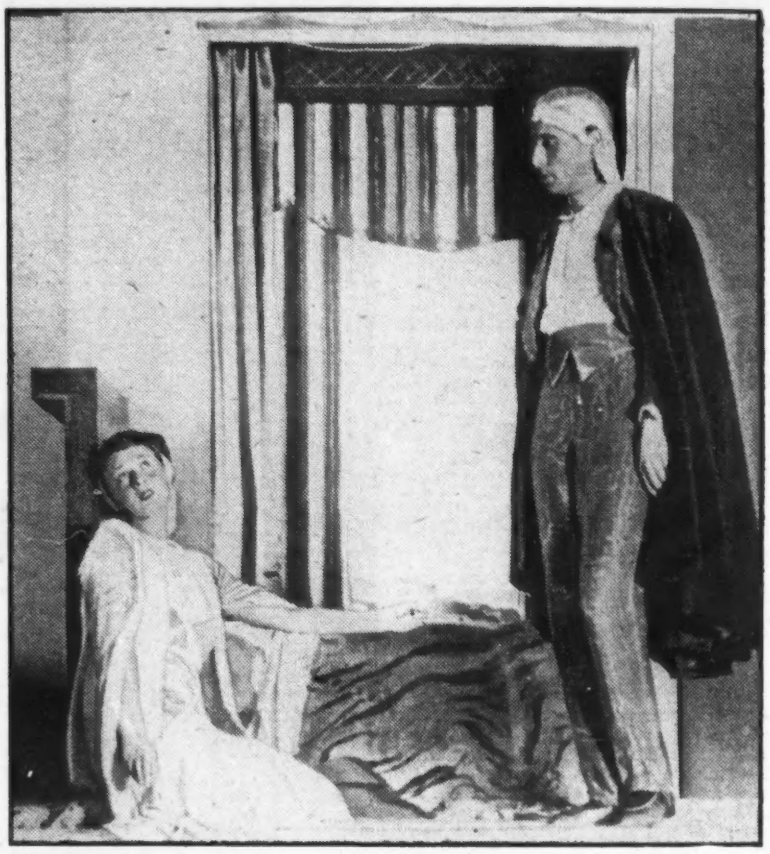
Fermons les yeux. Et une musique s'élève. Celle d'une prose incomparable, nombreuse et spirituelle, cadencée pour l'oreille comme pour l'intelligence. Un bonheur d'expression aussi constant provoque une euphorie délicieuse et presque physique. La puissance de ce sorcier du langage est intacte :

> « *C'est le style qui renvoie sur l'âme des spectateurs,* disait-il, *mille reflets, mille irisations qu'ils n'ont pas plus besoin de comprendre que la tache du soleil envoyée par la glace...* »

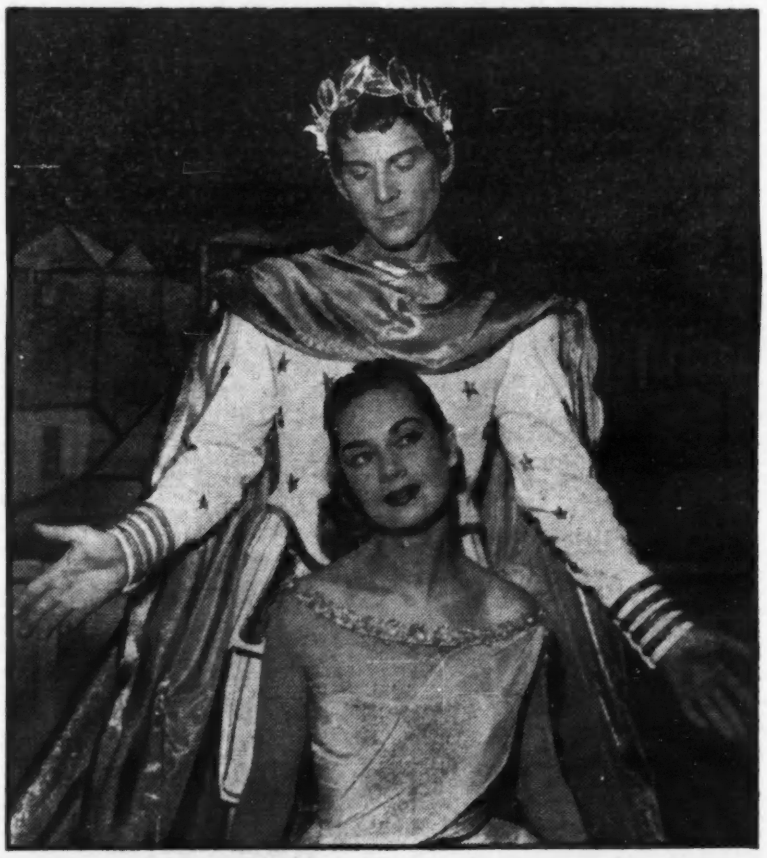
Construit en dur

Si nous essayons de nous reprendre, oui, nous sentons bien que tout n'est pas d'égale valeur dans ce texte. Ses petites plaisanteries sont parfois au niveau de l'opérette, ses grandes vérités de la famille des vérités premières. Il y a des formules, des mots d'auteur à la Sacha Guitry : mais, si j'ose dire, c'est du Guitry construit en dur. Sans doute avons-nous aussi l'impression d'une littérature de pur divertissement, d'ornement, et cela est très loin de ce que nous aimons chez Bernanos, chez Malraux, chez Camus et chez tous les autres, c'est-à-dire une littérature constamment engagée dans la méditation directe des problèmes politiques ou philosophiques de la condition humaine.

Amphitryon 38, longue variation tour à tour tendre et ironique sur le thème de l'amour conjugal, plus que *Siegfried, Intermezzo* ou *La Guerre de Troie,* peut apparaître comme un exercice de virtuosité gratuite. C'est avec cela, pense-t-on un instant, que s'amusait le Paris des années 30, tandis que montaient les périls. Mais



VALENTINE TESSIER ET LOUIS JOUVET
Un préalable écrasant



JEAN-PIERRE AUMONT ET FRANÇOISE CHRISTOPHE
Une erreur de juvénilité

écoutons mieux la musique, et voici une formule qui n'a rien de banal, voici une sagesse, sinon une philosophie, et voici, même dans cet *Amphitryon*, le thème de la guerre qui s'approche. Et ce que l'on finit par regretter ce n'est pas la frivolité apparente de cette musique, mais qu'on l'ait écoutée d'une oreille trop distraite.

Le meilleur de l'œuvre de Giraudoux est en équilibre entre la paix et la guerre, c'est une tentative consciente de rassemblement, de mobilisation de toutes les forces de l'âme pour faire face en paix, même à la guerre. Et cela n'est pas périmé. Je ne connais que cette œuvre enfin pour donner une apparence de raison à Gide quand il conseillait de faire de belles phrases sans se soucier des idées, ajoutant : si la maison est belle, quelqu'un viendra l'habiter. Giraudoux, Le Corbusier du vocabulaire, c'est l'architecte de la prose radieuse.

Faire un choix

Œuvre qui n'est pas un bloc. Déjà le théâtre a plus ou moins éclipsé les romans, et on garde des livres de la dernière époque le souvenir le plus pesant. *Combat avec l'Ange, Choix des Elues* sont des mosaïques de morceaux de bravoure, et la répétition des effets finit dans la torpeur affermie. Giraudoux pouvait se prendre les pieds dans les fils de sa propre rhétorique, il lui arrive de nous lasser, ou de nous écœurer par l'abondance. Le grand service que lui a rendu le théâtre, c'est de l'obliger à choisir.

Et ici le rôle de Louis Jouvet garde toute son importance. Cette prose abondante et fluide, liquide plus encore qu'abstraite, Jouvet lui donnait des formes précises en la confiant à des acteurs, comme les verres et les flacons imposent des formes à un vin généreux. Le dialogue ininterrompu de l'esprit de Giraudoux avec lui-même, Jouvet le brisait et l'organisait à la fois en un dialogue entre Jouvet et Pierre Renoir, et Valentine Tessier et les autres. C'est ce que M. Claude Sainval ne semble pas avoir eu l'art ou l'énergie de faire.

Avec ses qualités et ses défauts, chaque acteur doit découper de force son personnage dans le tissu de Giraudoux. M. Philippe Nicaud y parvient à peu près en Mercure dans la seconde partie. Mme Gaby Sylvia y réussit merveilleusement dans la courte scène de Léda, dont elle a fait, sans négliger ni le charme, ni l'humeur, un caractère précis, cohérent, utile à la pièce. Malgré sa beauté et son talent, Mme Françoise Christophe reste un peu en deçà d'Alcmène et, victime de sa juvénilité perpétuelle, M. Jean-Pierre Aumont n'est pas un Jupiter bien convaincant. Les autres sont à peu près indistincts.

M. Sainval, d'ailleurs, a probablement péché par excès de respect : il a pris *Amphitryon* plus au sérieux que Giraudoux ne le souhaitait, oubliant que l'excès de déférence peut être une trahison. Mais la soirée n'est pas perdue, puisque Giraudoux résiste, et gagne.

★

Aux trois Henry

CELLES QU'ON PREND DANS SES BRAS

Trois actes de M. Henry de Montherlant, au Théâtre des Ambassadeurs-Henry Bernstein.

AU théâtre Henry-Bernstein, M. Henry de Montherlant vient de faire reprendre celle de ses pièces qui ressemble le plus à une pièce d'Henry Bataille. Ce téléphone auquel on se suspend « pour boire une lampée de vie », ce « vous avez profité de mon désarroi pour voler la clef de mon âme » et, au dernier rideau, le spectacle de M. Francen, assis, frottant sa barbe contre le ventre de Mlle Gaylor, ce langage et cette vulgarité, tout cela vient bien de *La Femme nue* et de *La Tendresse*.

Et pourtant, brodée sur un thème

→

(1) Dont nous publions un extrait pages 28-29.

LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h
OPE 97-93
LIVRAISON DOMICILE
14, BOULEVARD DE LA MADELEINE

EXPOSITIONS
« COMPARAISONS »
Musée d'Art Moderne - Jusqu'au 28 inclus

Galerie PIERRE, 2, rue des Beaux-Arts
Peintres et Sculpteurs photographiés par
DENISE COLOMB
du 8 au 21 février, projections en couleur
Tous les soirs à 18 heures

déjà traité dans la série des *Jeunes Filles*, c'est peut-être la pièce la plus lyrique de l'auteur. Vieil écrivain ou vieil antiquaire, son héros, c'est l'homme imbu de lui-même qui mesure soudain sa solitude et sa soif et jauge trop tard la médiocre qualité des seules amours qu'il a su retenir, c'est le vieux paon que les caprices d'une petite dinde font tourner en bourrique.

Malheureusement, au lieu d'une pièce, M. de Montherlant a écrit un portrait, un monologue ampoulé. Il ne se passe rien au long de ces trois petits actes, et les caractères ne bougent un peu au troisième que par un coup de force de l'auteur. Notre Henry est aussi arbitraire que les deux autres, mais Bataille et Bernstein étaient peut-être plus amusants. Interprétation distinguée, solide et presque sobre de Mme Hélène Gerber et de M. Victor Francen, un peu plus gauche de Mlle Gaylor.

★

Une heure sur un volcan

L'EQUIPAGE AU COMPLET

de Robert Mallet, à la Comédie de Paris.

LES deux hommes-grenouilles italiens que l'on vient de capturer ont-ils, oui ou non, miné le cuirassé *Valiant*, mouillé en rade d'Alexandrie? Le commandant veut le savoir à tout prix, par tous les moyens, quitte à choquer ses officiers, ses hommes ou le pasteur qui est à bord, quitte à paraître inhumain : il lui faut la vérité, et vite, pour sauver son bâtiment s'il se peut, et en tout cas l'équipage au complet.

Par petites scènes rapides, la pièce nous tient en haleine pendant tout un long acte. C'est un travail extrêmement serré et extrêmement précis : entre le film qui nous ferait tout voir, et la pièce radiophonique qui ne nous laisserait rien voir du tout, M. Robert Mallet a cherché, et dans une large mesure trouvé, une formule dramatique originale. Il est fort bien soutenu par une mise en scène également précise de M. Soubeyran, et par des comédiens comme MM. Arbessier, Jean Négroni, Jacques Dasque, etc. Le spectacle, beaucoup trop court, doit être complété, le scrupuleux Robert Mallet ayant à la dernière minute retiré de l'affiche une seconde pièce.

L'Equipage au complet est pourtant un exercice dont la réussite doit le rassurer. A peine pourrait-on lui reprocher de ne pas avoir assez bien fait sentir ce qui, derrière l'anecdote dramatique, le touchait directement et devait nous toucher aussi : l'auteur est, à bord de sa propre pièce, un passager clandestin un peu trop discret, mais dont la probité force notre sympathie.

★

Marche arrière

HIBERNATUS

Comédie en 4 actes de M. Jean Bernard-Luc, mise en scène de Georges Vitaly, au Théâtre de l'Athénée.

L'ECOLE DES COCOTTES

Quatre actes d'Armont et Gerbidon, mise en scène de Jacques Charon, au Théâtre des Arts.

LE boulevard a la nostalgie de ses belles époques : tandis que M. Bernard-Luc nous ramène en 1900, on reprend une pièce de 1925 dans les costumes du temps.

L'auteur du *Complexe de Philémon* aime se moquer des derniers engouements médicaux ou scientifiques. Il imagine cette fois qu'une expédition polaire ramène en 1957 un jeune homme qui a hiberné dans un bloc de glace depuis le début du siècle. Il a, à la fois, quatre-vingt-deux ans et vingt-cinq, il retrouve sa famille qu'un psychiatre, pour lui éviter un choc, oblige à vivre à la manière de 1900. Opposition des époques, confrontation des générations, le jeune grand-père devient le rival de son petit-fils quinquagénaire et l'amour finit par lui permettre de regagner le temps perdu. Ménager de ses effets, économe de ses plaisanteries, satiriste anodin, l'auteur a mélangé ses ingrédients d'une main nonchalante. Cela peut s'écouter sans fatigue avant la cure de sommeil quotidienne. Mlle Nelly Vignon et M. François Guérin se tirent avec charme et intelligence des deux rôles de jeunes gens; M. Jean Parédès charge sans vergogne et M. Jean-Pierre Marielle est drôle comme il l'était déjà dans *Le Miroir*.

Ce que l'hiberné de M. Bernard-Luc ne connaîtra jamais, c'est l'époque des cocottes, dont M. Jacques Charon a tenté une plaisante reconstitution historique. Trois actes, trois amants, trois étapes: une petite femme s'élève, guidée par un noble décavé qui s'est institué professeur de bonnes manières et de mauvaises mœurs. La pièce est construite comme une horloge : nous savons toujours un peu à l'avance quelle heure elle va sonner, mais cela ajoute à notre plaisir au lieu de le gâter. Le texte semble avoir été discrètement décapé, rafraîchi par quelques gags. A distance, le bric-à-brac des conventions sociales et des conventions théâtrales nous amuse, comme nous nous amusons des robes, des chapeaux et de la décoration des appartements. M. Marc Doelnitz pour les décors, et M. Jacques de La Forterie pour les costumes, ont montré beaucoup de tact et d'esprit d'invention et de mesure dans la parodie. La mise en scène de M. Jacques Charon est vive et drôle, Mlle Jacqueline Gauthier est une cocotte charmante et une comédienne adroite, M. Le Poulain un maître d'école fort drôle. Si le jeune premier est un peu pâle, le reste de l'équipe est d'ailleurs drôle et juste, de Mlle Rosine Luguet à M. Raymond Souplex, de la femme de ménage qui a beaucoup vécu (Mme Pauline Carton) au groom qui mime le chauffeur (M. Révillon). C'est un cours du soir où la petite femme de 1925, qui approche aujourd'hui de la soixantaine, peut conduire ses petits-enfants, les cousins de Françoise Sagan et de Minou Drouet.

NATALIE NORWICK
Hitchcoquinerie

A ne pas manquer :

● **Patate** (Achard retrouvé) ● **L'Œuf** (insolite) ● **Requiem pour une nonne** (une tragédie de Faulkner) ● **Le Mal court** (le classique d'Audiberti).

A voir :

● **Amphitryon 38** (même sans Jouvet) ● **L'Equipage au complet** (à la guerre) ● **Les Coréens** (contre la guerre) ● **Grand-peur et misère du IIIe Reich** (Brecht contre Hitler) ● **La Nuit romaine** (Hugo pas mort) ● **César et Cléopatre** (humour de Shaw) ● **La Maison de Bernarda** (entre femmes seules) ● **Thé et sympathie** (pour voir Bergman) ● **La Chatte sur un toit brûlant** (sans pudeur) ● **M.tère et noblesse** (vaudeville napolitain) ● **Irma la douce** (un Opéra de Quat'sous français).

CINÉMA

La semaine

TOUT va très bien, affirme, dans son rapport annuel, le Centre de la Cinématographie Française. Quatre cent dix millions de spectateurs ont laissé l'an dernier leur écot aux guichets des salles, soit 4 % de plus qu'en 1955. Cent trente-trois nouveaux films français sont sortis, contre cent six l'année précédente, alors que le nombre des films étrangers en version française est tombé de deux cent vingt-deux à deux cent dix-neuf. Le public a d'ailleurs manifesté ses préférences pour les productions nationales en leur permettant d'encaisser 48 % des recettes (soit 6,5 % de plus) contre 34 % aux films américains (soit 10 % de moins). Les films allemands et italiens ont légèrement amélioré leurs positions ; les films anglais n'ont pas bougé.

Bilan satisfaisant, certes, mais qui ne doit cependant pas nous leurrer. L'industrie cinématographique française a progressé l'an dernier, mais quelle autre industrie n'a pas augmenté son volume d'affaires ? Et il ne faut pas oublier qu'en 1947, le nombre des spectateurs de cinéma s'était élevé à quatre cent dix-neuf millions. En fait, le cinéma français n'a réellement fait de progrès que dans un seul domaine : l'exportation. Les ventes « hors France » ont atteint en 1956 trois milliards cinquante-six millions, ce qui représente une augmentation de 17 %.

★

Vingt-sept ans après

COMME chaque semaine, cinq à six nouveaux films plantent leurs affiches sur les Champs-Elysées. Mais le meilleur spectacle cinématographique, c'est encore une fois une salle de répertoire qui nous l'offre, avec une heure d'images admirables, tournées, il y a vingt-sept ans, au Mexique par S.M. Eisenstein : *Time in the sun* (1).

L'aventure mexicaine du réalisateur du *Cuirassé Potemkine* fut des plus navrantes. Après avoir passé toute une année au pays des Mayas et des Aztèques, en compagnie du grand opérateur Edouard Tissé, Eisenstein se vit refuser le droit de rentrer aux Etats-Unis et dut abandonner à ses commanditaires américains les cinquante mille mètres de pellicule qu'il avait impressionnés. Ceux-ci s'en servirent pour fabriquer un film commercial : *Tonnerre sur le Mexique*. On devait

A voir :

En exclusivité :

● **Time in the sun** (Eisenstein au Mexique) ● **A 23 pas du mystère** (à la manière de Hitchcock) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Une Cadillac en or massif** (à la manière de Capra).

Nous vous rappelons :

● **Gervaise** (Rio Opéra, Ciné-Panthéon, Régent) ● **La Traversée de Paris** (Gaumont-Théâtre, Raimu, Aubert - Palace) ● **Grand-Rue** (Saint-Lazare, Pasquier) ● **Le Bigame et Nuit et brouillard** (Agriculteurs, Caumartin) ● **Le Toit** (Bonaparte) ● **Sourires d'une nuit d'été** (Astor, Radio-Ciné-Opéra) ● **Un condamné à mort s'est échappé** (dans les quartiers) ● **Douce** (Ranelagh ● **Drôle de drame** (Champollion) ● **Justice est faite** (Quartier Latin) ● **Les Vacances de M. Hulot** (Florida) ● **La Route au tabac** (Celtic) ● **Geneviève** (Cinéma Champs-Elysées) ● **Henry V** (Studio Parnasse) ● **Une question de vie ou de mort** (Studio Bertrand) ● **Richard III** (v.o. Ursulines) ● **Courrier du cœur** (Studio Raspail) ● **Les Feux du music-hall** (Cardinet).

MARIGNAN LE FRANÇAIS
REPRODUCTION INTERDITE
Faux tableaux de maîtres, vrais gangsters !

LA PAGODE
57 bis, RUE DE BABYLONE
TIME IN THE SUN
Montage de Mary SETON sur
QUE VIVA MEXICO ! d'EISENSTEIN

Si vous êtes surmenés
Pour détendre vos nerfs
Pas besoin d'hésiter
Tous aux Folies-Bergère !

150e - MATHURINS - 150e
UNE BOULEVERSANTE ACTRICE
CATHERINE SELLERS
dans le succès de la saison
Requiem pour une nonne
de W. FAULKNER - Adaptation A. CAMUS

encore tirer, des négatifs non utilisés, deux courts métrages : *Kermesse funèbre* et *Eisenstein à Mexico.* Mais ce n'est qu'en 1939 que Mary Seton réunit les meilleurs documents filmés par Eisenstein dans un nouveau montage plus conforme à l'esprit du réalisateur.

Même si cette nouvelle version ne donne qu'une idée incomplète de l'immense fresque lyrique qu'Eisenstein voulait consacrer à l'asservissement des premiers Mexicains par les conquérants espagnols, les images heureusement sont là et ni leur grandeur ni leur beauté pure ou baroque n'ont jamais été égalées depuis.

A la Hitchcock

Le cinémascope n'aurait vraisemblablement rien apporté à *Time in the sun.* Il est en revanche un des atouts du film policier à la Hitchcock que Henry Hataway a réalisé avec la complicité de Van Johnson.

A vingt-trois pas du mystère (2) comporte de très jolis effets de brume londonienne et de très bons moments pour les amateurs de frisson. Un aveugle, qui n'est pas sans rappeler l'impotent journaliste de *Fenêtre sur cour,* découvre une terrifiante affaire de kidnapping à partir d'une bribe de conversation surprise dans un café et d'un parfum senti au hasard. Il y a de l'ingéniosité malgré l'invraisemblance, de l'habileté malgré le conventionnel et du « suspense » malgré l'inévitable fin heureuse.

Le truc du héros invalide et malin est un peu gros mais produit à tout coup son effet, tandis que celui de l'aventurière mondaine ne permet, dans *Le septième commandement* (3) que de faire changer de robes à Edwige Feuillère. Cet exercice de Fregoli, dans un décor de palace, destiné à abuser des naïfs millionnaires, ne trompe que les spectateurs aussi naïfs.

Quant au dernier film d'Edward Dmytryk, *La Neige en deuil,* il est tout bonnement consternant (4). Ce mélodrame montagnard qui met aux prises deux frères dont l'un est bon comme l'edelweiss et l'autre méchant comme un précipice, n'a même pas les mérites d'un robuste documentaire. A chaque instant le rocher se fait carton-pâte et la neige cristaux de soude. Le vieux Spencer Tracy grimace, ahane et souffre avec tant de violence qu'il ne réussit qu'à faire rire.

(1) Pagode. — (2) Ermitage, Images, Max-Linder. — (3) Colisée, Marivaux. — (4) Elysées-Cinéma, Paramount, Folies.

MUSIQUE

Comme un vitrail

DANS le cadre de la décentralisation lyrique, le Grand Théâtre de Nancy vient de présenter *Le Chevalier de Neige,* vaste fresque lyrique en 27 tableaux, livret de Boris Vian, musique de Georges Delerue.

Le grand public connaît Boris Vian plutôt comme auteur de romans « osés » et de chansons noires (voir *Jazz.* Pourtant, *Le Chevalier de Neige* hante depuis des années Boris Vian ; sous une première forme, purement dramatique, l'œuvre fut présentée en 1952, au festival de Caen.

Chose assez rare parmi les jeunes écrivains, Boris Vian croit profondément à l'opéra. Il affirme que seul le théâtre lyrique est capable de créer, en notre temps, par la musique, une magie comparable à celle que le cinéma crée par l'image.

C'est lui-même qui a transformé et concentré son poème dramatique sur les aventures et les amours de Lancelot du Lac, chevalier de la Table Ronde du roi Artus, pour l'adapter aux exigences du théâtre lyrique et assurer la primauté de la musique.

La partition de Georges Delerue est un travail de haute qualité. Son écriture est modale, très évocatrice de l'atmosphère du moyen âge de la chevalerie. Le récitatif mélodique fait souvent penser à Debussy ; mais l'orchestration est très différente de celle de l'auteur de *Pelléas,* très personnelle, ne craignant pas de faire appel aux plus récentes recherches de timbre. L'ensemble est parfaitement équilibré, et pas un mot du texte poétique, naturellement très important, n'échappe à l'auditeur.

Les auteurs ont pensé l'œuvre comme une imagerie, même les émotions les plus violentes, la passion de l'amour, la profondeur de la haine, y sont présentées avec une stylisation rappelant celle du vitrail. Cependant, aux moments culminants de l'œuvre, Delerue n'a pas su s'empêcher de gonfler son langage expressif, de pousser son lyrisme aux confins du style wagnérien. Il y a là quelques échappées dont la puissance contraste curieusement avec le « distancement » de l'ensemble.

Le Théâtre de Nancy a fort bien servi l'œuvre. Au pupitre, Jésus Etcheverry s'est montré chef chaleureux et avisé. La mise en scène de Marcel Lamy est un travail d'orfèvrerie digne des plus grands théâtres lyriques. Il a été servi par la splendeur pleine de goût des costumes et par l'originalité du dispositif scénique, dus à Yves Bonnat.

BORIS VIAN ET MAGALI NOEL
« Fais-moi mal, Johnny ! »

★

Renaissance de Prokofieff

APRES avoir révélé *L'Ange de Feu* et *Le Joueur* aux Parisiens et au monde, Charles Bruck continue courageusement la prospection des œuvres de Prokofieff : à son dernier concert du Théâtre des Champs-Elysées, où il dirigeait l'Orchestre national de la Radio, ce chef de premier ordre vient de faire revivre la *Deuxième Symphonie* et la cantate *Sept, ils sont sept* du maître russe. Il y a respectivement trente et quarante ans que ces œuvres n'ont plus été jouées ; or, ce sont des chefs-d'œuvre.

De son vivant, Prokofieff a souffert d'un double handicap : tant qu'il vivait en Europe occidentale ou en Amérique, il faisait figure de brillant second, plus ou moins toléré, de Strawinsky ; après son retour en U.R.S.S., un silence à peu près complet se fit autour de lui, si on excepte quelques exécutions, ici et là, de son populaire *Pierre et le loup,* de sa non moins populaire *Symphonie classique.*

Mais en Amérique, après la guerre, on recommença à jouer de ses œuvres. En France, petit à petit, on daigna s'occuper à nouveau d'un musicien qui compte parmi les novateurs importants et les créateurs les plus inspirés de la musique contemporaine.

La *Deuxième Symphonie* date de 1924. Ses extraordinaires audaces harmoniques montrent clairement à quel point Prokofieff fut impressionné, à l'époque, par les travaux de Schoenberg, et ses combinaisons de timbre laissent prévoir les recherches les plus avancées de nos jours, y compris celles des musiciens électroniques.

L'énorme succès remporté l'autre soir par cette symphonie, ainsi que par la puissante cantate *Sept, ils sont sept,* montre que le public ne se trompe plus dans l'appréciation de Prokofieff. La splendide exécution dont les deux œuvres bénéficièrent — grâce aux chœurs et à Claude Hector, le ténor soliste — ne contribua pas peu à cette véritable résurrection.

JAZZ

Rock and Vian

ON a peut-être un peu vite condamné la rage nouvelle du Rock and Roll. Les cheveux gominés, les favoris, l'œil bovin et la bouche tordue d'Elvin Presley inspiraient surtout de la pitié. Il y avait bien, autre attrait, Lillian Briggs, la Grande Prêtresse platinée, sorte de Marylin Monroe du trombone, aux jupes collantes, aux décolletés généreux, qui faisait craquer sa robe dès qu'elle atteignait le suraigu. Mais, quoi ! on en avait vu d'autres, au Crazy Horse Saloon ou ailleurs.

En France, le musicien de jazz répugne à se commercialiser. Mais il s'est dit qu'il y avait sûrement quelque chose à tirer de la nouvelle mode, réédition, somme toute, en abusif et par des blancs, du « Rhythm and Blues » de 1945. Il y avait des précédents : les orchestrations massives de Basie, les boogie-woogies à la Hampton et la manière « salle Pleyel » des Français du Jazz de Paris, sous l'occupation. La musique simple et directe, la chauffe à blanc, le jeu bruyant n'ont jamais déshonoré personne. Mac-Kac (1) a essayé, Christian Garros (2) aussi. Il manquait seulement un peu d'humour.

C'est alors qu'est apparu Vian, Boris de son prénom, Vernon Sullivan pour les dames, ou Sinclair de temps en temps. Il écrivit pour Henry Cording, alias Salvador, quelques pièces aux titres suggestifs et canularesques : *Va t' faire cuire un œuf, man ! Rock and Roll-mops, Dis-moi qu' tu m'aimes, rock, Rock-hoquet* (3) et deux autres pour Magali Noël : *Rock des petits cailloux* et *Fais-moi mal Johnny* (4). Michel Legrand (5), le fils de Raymond, un jeune compositeur dont les spectateurs de l'Alhambra ont pu récemment apprécier le grand talent, écrivit la musique des premières. Alain Goraguer (6), un pianiste d'avenir, célèbre pour sa « pêche », celle des secondes. Ajoutez Henry Salvador, qui sait être, à ses heures, un excellent chanteur de jazz (7) et Magali Noël.

Voilà des enregistrements qui nous font facilement oublier Elvis Presley, Bill Haley et la Grande Prêtresse. Dansants, drôles, mi-jazz, mi-variétés, ils seront de toutes les surprise-parties.

(1) Versailles, 90 S 120 et 135.
(2) Columbia EDSF 1131 et SCDF 1018.
(3) Philips N 76088.
(4) Philips N 372394 F.
(5) Philips 432127 NE.
(6) Philips N 77307 L.
(7) Fontana 460519 ME.

EXPOSITIONS

Par habitude

BERNARD BUFFET

Galerie David, avenue Matignon.

CREE dans l'atmosphère des restrictions de l'après-guerre, le mythe de Buffet n'a cessé de croître, depuis 1948. Ses longues figures tristes, ses natures mortes plus mortes que nature se sont multipliées avec une rapidité inouïe sur les murs des musées et sur ceux des collectionneurs. On s'arrache à prix d'or les toiles grises et noires de ce peintre qui produit avec la régularité d'une machine des œuvres sans surprise, mais dont le négoce est aisément planifiable.

Buffet, cette fois, s'est promené à travers Paris. Tout était déjà vendu de ces toiles qu'il ne devait signer et présenter que six mois après sa promenade. Mais sont-elles vraiment de lui ? On dirait qu'il s'est imité lui-même. Mollement, par habitude.

De l'agressivité du graphisme qui était la marque de son talent singulier, il ne reste que des troupeaux de traits sagement sortis du carnet d'un architecte et qui s'ordonnent en trompe-l'œil, pour évoquer les principaux monuments de la capitale !

Buffet a vu Paris comme un peintre naïf aurait pu le voir s'il avait suivi les cours des Beaux-Arts. On songe avec nostalgie à la vision que nous proposent de cette même ville Utrillo, Gromaire, Lefranc et tant d'autres.

Cabarets Dancings

AIGLON au Thé ENRICO, 11, r. Berri Cab. Spect. 22 h. BAL. 44-31

AMIRAL BALZAC 56-66 J. RICHARD

frede présente le CARROLL'S
36, rue de Ponthieu - ELY. 46-60
Dimanche à 17 h. - THE DANSANT - ATTRACTIONS

CLUB des CHAMPS-ELYSÉES THE tous les jours
Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

le SEXY 68, rue Pierre-Charron BAL : 25-18 Pierre DUDAN

Puerta del Sol MUSIC-HALL ESPAGNOL 52, RUE PIERRE-CHARRON

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !"
de P. Louis-Guérin & Fredey

LA MAISONNETTE RUSSE DE PARIS
6, RUE D'ARMAILLÉ (ÉTOILE) ÉTO. 52-49
Les plus célèbres et succulentes spécialités russes
font partie des déjeuners et diners à 1500 frs avec VODKA A VOLONTÉ
avec saumon et caviar : 2250 fr.

UN CÉLÈBRE INCONNU :

C'EST par une phrase, une seule et énigmatique expression que le nom de Samuel Beckett — écrivain d'avant-garde jusque là respecté seulement de quelques-uns — est brusquement devenu familier au grand public, par le célèbre « *j'attends Godot* ».

La phrase s'imposait comme un refrain dans une pièce étrange. *En attendant Godot* — jouée à Paris pendant plus de deux ans — où l'on voit deux vagabonds désenchantés et patients attendre en divaguant un nommé Godot qui n'arrive jamais. Mais qui aussi bien pouvait arriver. *Attendre Godot* — nouvel équivalent d'expressions telles qu'A Pâques ou à la Trinité ou Quand les poules auront des dents — c'est se trouver là, c'est vivre, c'est être homme parmi les hommes.

La formule fut adoptée ; mais la pièce continua de demeurer mystérieuse, laissant le public inquiet, un peu gêné, s'interroger sur la valeur de ce qu'il venait de voir et d'entendre : canular ou chef-d'œuvre ?

Or, déconcerter les spectateurs sans les faire fuir, n'est-ce pas justement, pour un auteur de théâtre, le signe de la réussite ? Huit cent mille personnes ont vu *En attendant Godot*, la pièce a été traduite en dix-huit langues et s'est donnée dans la plupart des pays d'Europe et d'Amérique. A l'heure actuelle, on la joue à Harlem avec une troupe noire, et on la monte en Hongrie.

Pourtant, après ce succès — le théâtre d'avant-garde n'en connaît guère d'aussi considérable — Samuel Beckett rencontre aujourd'hui, à Paris, des difficultés pour monter sa seconde pièce, *Fin de partie*, qu'il vient d'achever et dont nous donnons ci-dessous un extrait.

Samuel Beckett

Samuel Beckett est un homme grand, sec et droit. Cet écrivain de l'intelligentsia ne présente pas les signes distinctifs que tôt ou tard l'intellectuel finit d'ordinaire par acquérir : il a les mains rudes de quelqu'un qui vit en plein air et probablement cultive son jardin ; loin de sembler assourdi par son propre bruit, il écoute.

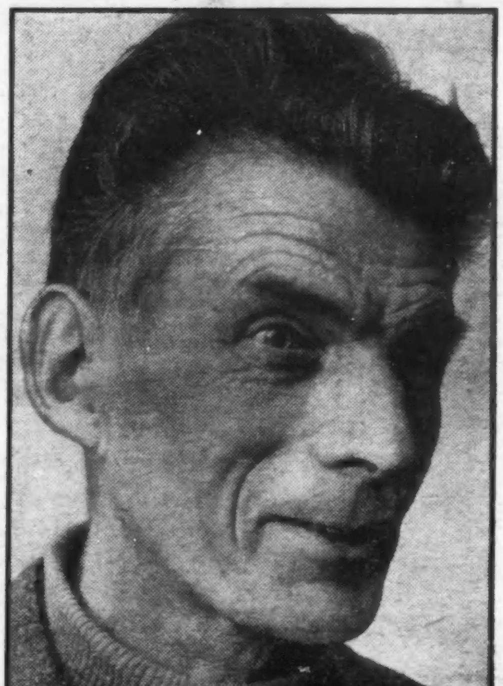
C'est à la finesse des traits, au frémissement des gestes, rompu de temps à autre d'un très petit sourire, que se reconnaît l'auteur de *Molloy*, le créateur de ces vagabonds au désespoir finaud et industrieux.

Mais qu'il existe une parenté entre l'homme et l'écrivain, Beckett, secret et volontairement inconnu, le réfute. « *L'auteur*, professe-t-il, *ça n'est jamais intéressant.* »

Cette pudeur couvre une existence consacrée à la littérature. Né à Dublin, en 1906, où il fit ses premières études, cet Irlandais se destinait à la carrière de professeur de français. A vingt-deux ans il vient à Paris, à l'occasion d'un échange d'étudiants, et il est pendant deux ans lecteur à l'Ecole normale, où se trouvaient également Sartre, Nizan, Beaufret et Péron. C'est à cette époque aussi qu'il rencontre James Joyce ; cependant, contrairement à la légende qui pense mieux expliquer ainsi l'aspect monologué de son œuvre, Samuel Beckett ne fut jamais le secrétaire de Joyce. Puis, études faites, il regagne Dublin pour y enseigner le français.

Mais Beckett voulait écrire, tâche qui, pour lui, ne s'accommodait pas d'un métier. Au bout d'un an il renonce au professorat, voyage à travers toute l'Europe et vient s'installer à Paris, où il vit toujours.

C'est en anglais qu'il écrit jusque là ses premières œuvres : poèmes, nouvelles, un essai sur Proust (non traduit en français, mais qu'on réédite aux Etats-Unis) et *Murphy*, le premier de ses romans, publié en Angleterre en 1937, en France en 1947.



SAMUEL BECKETT
L'auteur, ça n'est jamais intéressant

Pendant la guerre, il s'active dans la Résistance aux côtés d'Alfred Péron, un de ses amis qui faisait partie du groupe de Joyce.

Péron fut arrêté, déporté ; Beckett quitte Paris, peu avant l'arrivée chez lui de la Gestapo et va s'installer à Roussillon (Vaucluse).

C'est à la Libération que commence sa grande période productive : de 1945 à 1950, il écrit directement en français la plus grande partie de son œuvre actuelle : *Molloy, Malone meurt, L'Innommable, En attendant Godot*, plus une pièce : *Eleutheria*, et un roman : *Mercier et Camier*, encore inédit.

Son premier texte publié en français paraît dans la revue *Fontaine*, le suivant dans *Les Temps Modernes*, où, jugé interminable, il n'est pas publié intégralement.

Beckett est entré en relation avec les Editions de Minuit, et *Molloy* sort en 1950 ; puis, en deux ans, le reste de sa production est édité.

Auprès de la critique le succès est immédiat ; avec Camus, Beckett se classe comme l'un des rares grands écrivains révélés depuis la guerre.

Cependant, le public demeure encore réticent face à cette œuvre toute en monologues obscurs, où semble balbutier une conscience mal réveillée.

En 1953, Serreau décide de monter la pièce, avec Roger Blin et Jean Martin, au théâtre de Babylone. Elle y fera quatre cents représentations. Le théâtre Hébertot la reprend. La vente du texte monte à 20.000 exemplaires.

Samuel Beckett n'avait, depuis, rien publié lorsqu'il termina, en juillet dernier, *Fin de partie*, pièce en un acte et à quatre personnages, qui surpasse peut-être la précédente par le ramassement et l'intensité.

L'agonie dans des poubelles

C'est le drame d'une fin (*Fin de partie*, expression du jeu d'échecs pour désigner le troisième et dernier temps de la partie.) En cela, rien qu'on n'ait déjà vu chez Beckett : toutes ses œuvres (dont l'une s'intitule *La Fin*) font assister à l'agonie de l'existence, à l'approche d'un dernier moment.

Déchets humains, les personnages de *Fin de partie* sont, eux aussi, suspendus dans l'attente du dénouement (CLOV : *Fini, c'est fini, ça va finir, ça va peut-être finir...*), entre le regret d'un passé meilleur qu'ils se remémorent confusément (CLOV : *Nous aussi on était jolis — autrefois*) et l'appréhension d'une conclusion qui tarde (HAMM : *Il est temps que cela finisse et cependant j'hésite encore à* — (bâillements) — *à finir*).

Deux des personnages, NAGG et NELL, à demi-morts, sont nichés à l'avant-scène dans des poubelles, un autre, aveugle et paralytique, est assis dans un fauteuil roulant.

En attendant Godot déployait à côté les fastes succulents du music-hall !

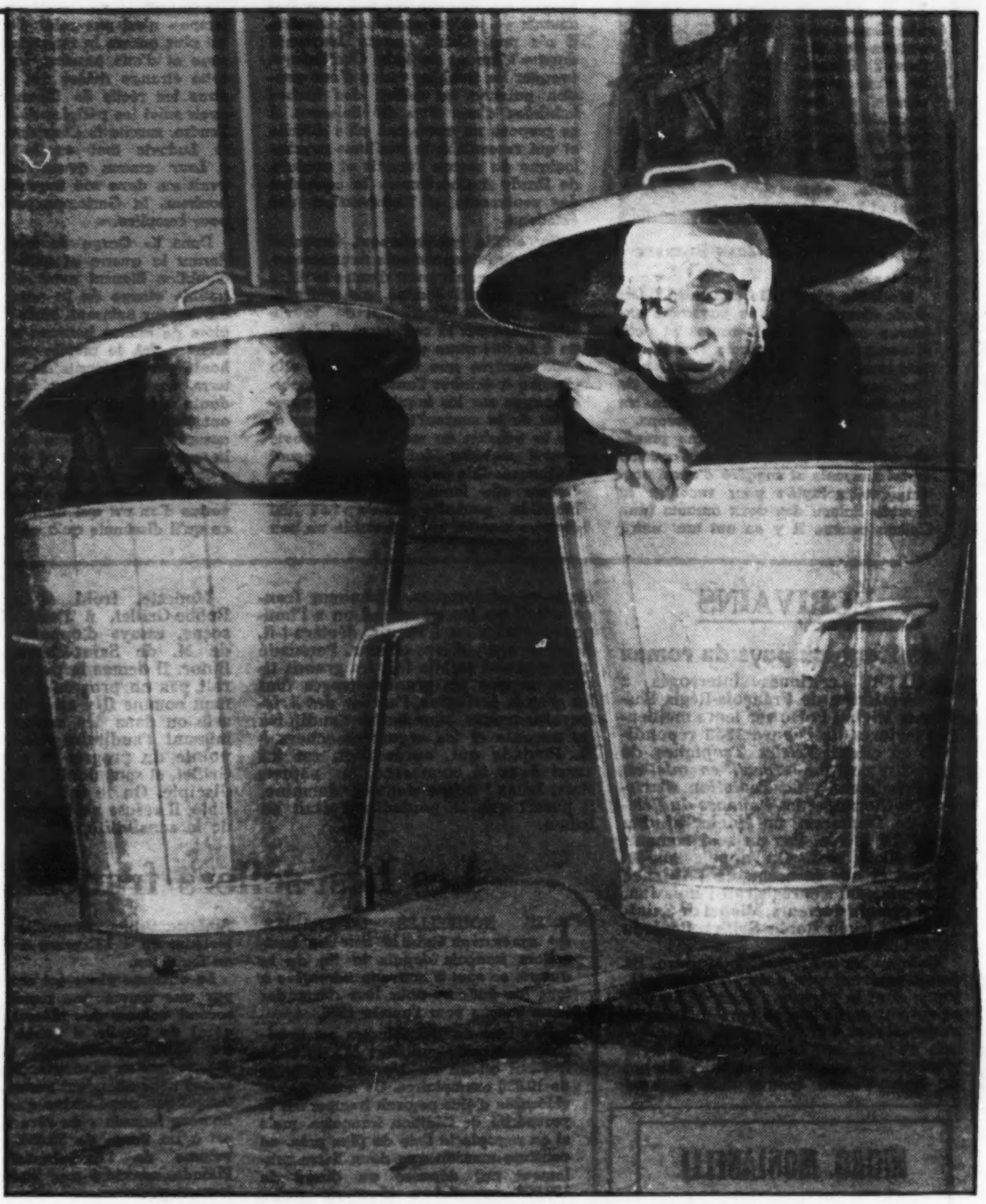
Et l'on peut concevoir l'hésitation des directeurs de théâtre : que va penser le public de Molière, d'Anouilh, ou même de Brecht, d'une pièce où sans concession — sans le voile d'une affabulation — on le met face aux vérités qui lui sont toujours présentées sous des masques : le pourrissement physique, l'inutilité de tout, la mort ? L'entreprise n'est-elle pas irréalisable, ou du moins réservée à quelques-uns ?

Un intermède de " FIN DE

Nagg frappe sur le couvercle de l'autre poubelle. Un temps. Il frappe plus fort. Le couvercle se soulève, les mains de Nell apparaissent, accrochées au rebord, puis la tête émerge. Bonnet de dentelle. Teint très blanc. Hamm s'est assoupi dans un fauteuil. Clov — seul personnage mobile — est retourné dans sa cuisine. Le couvercle de la poubelle où se trouve Nagg se soulève et sa tête émerge.

NELL. — Qu'est-ce que c'est, mon gros ? (*Un temps.*) C'est pour la bagatelle ?
NAGG. — Tu dormais ?
NELL. — Oh non !
NAGG. — Embrasse.
NELL. — On ne peut pas.
NAGG. — Essayons.
Les têtes avancent péniblement l'une vers l'autre, n'arrivent pas à se toucher, s'écartent.
NELL. — Pourquoi cette comédie, tous les jours ?
Un temps.
NAGG. — J'ai perdu ma dent.
NELL. — Quand cela ?
NAGG. — Je l'avais hier.
NELL (*élégiaque*). — Ah hier !
Ils se tournent péniblement l'un vers l'autre.
NAGG. — Tu me vois ?
NELL. — Mal. Et toi ?
NAGG. — Quoi ?
NELL. — Tu me vois ?
NAGG. — Mal.
NELL. — Tant mieux, tant mieux.
NAGG. — Ne dis pas ça. (*Un temps.*) Notre vue a baissé.
NELL. — Oui.
Un temps. Ils se détournent l'un de l'autre.
NAGG. — Tu m'entends ?
NELL. — Oui. Et toi ?
NAGG. — Oui. (*Un temps.*) Notre ouïe n'a pas baissé.
NELL. — Notre quoi ?
NAGG. — Notre ouïe.
NELL. — Non. (*Un temps.*) As-tu autre chose à me dire ?
NAGG. — Tu te rappelles...
NELL. — Non.
NAGG. — L'accident de tandem où nous laissâmes nos guibolles.
Ils rient.
NELL. — C'était dans les Ardennes.
Ils rient moins fort.
NAGG. — A la sortie de Sedan. (*Ils rient encore moins fort. Un temps.*) Tu as froid ?
NELL. — Oui, très froid. Et toi ?
NAGG. — Je gèle. (*Un temps.*) Tu veux rentrer ?
NELL. — Oui.
NAGG. — Alors rentre. (*Nell ne bouge pas.*) Pourquoi ne rentres-tu pas ?
NELL. — Je ne sais pas.
Un temps.
NAGG. — On a changé ta sciure ?
NELL. — Ce n'est pas de la sciure. (*Un temps. Avec lassitude.*) Tu ne peux pas être un peu précis, Nagg ?
NAGG. — Ton sable alors. Quelle importance ?
NELL. — C'est important.
Un temps.
NAGG. — Autrefois c'était de la sciure.
NELL. — Hé oui.
NAGG. — Et maintenant c'est du sable. (*Un temps.*) De la plage. (*Un temps. Plus fort.*) Maintenant c'est du sable qu'il va chercher à la plage.
NELL. — Hé oui.
NAGG. — Il te l'a changé ?
NELL. — Non.
NAGG. — A moi non plus. (*Un temps.*) Il faut gueuler. (*Un temps. Montrant le biscuit.*) Tu veux un bout ?
NELL. — Non. (*Un temps.*) De quoi ?
NAGG. — De biscuit. Je t'en ai gardé la moitié. (*Il regarde le biscuit. Fier.*) Les trois quarts. Pour toi. Tiens. (*Il lui tend le biscuit.*) Non ? (*Un temps.*) Ça ne va pas ?
HAMM (*avec lassitude.*). — Mais taisez-vous, taisez-vous, vous m'empêchez de dormir. (*Un temps.*) Parlez plus bas. (*Un temps.*) Si je dormais je ferais peut-être l'amour. J'irais dans les bois. Je verrais... le ciel, la terre. Je courrais. On me poursuivrait. Je m'enfuirais. (*Un temps.*) Nature ! (*Un temps.*) Il y a une goutte d'eau dans ma tête. (*Un temps.*) Un cœur, un cœur dans ma tête.
Un temps.
NAGG (*bas*). — Tu as entendu ? Un cœur dans sa tête !
Il glousse précautionneusement.
NELL. — Il ne faut pas rire de ces choses, Nagg. Pourquoi en ris-tu toujours ?

SAMUEL BECKETT



NAGG ET NELL MIMÉS POUR *L'Express* PAR LUCIEN RAIMBOURG ET TSILLA CHELTON.
Rien n'est plus drôle que le malheur, je te l'accorde. Mais...

En attendant Godot a déjà répondu à cette inquiétude : Samuel Beckett, écrivain noir et difficile, est un très grand auteur de théâtre ; de ceux qu'on peut critiquer, rejeter, mais qui, lorsqu'ils le tiennent, ne laissent plus souffler leur public.

Ces animaux pensants

Voguant entre la franche grossièreté et une poésie poignante, ses pièces ont l'attrait du cirque, la fascination de la pensée. C'est de la philosophie illustrée (comme le cirque) : on y met en piste une image de l'homme. Mais s'il pourrait suffire de quelques pas pour se trouver sur scène aux côtés de Vladimir ou de Hamm, la distance ne serait pas franchie : contrairement à ceux du théâtre classique, ces héros sont nous mais non parmi nous.

La grande nouveauté en effet se trouve dans les personnages : au lieu de réciter, selon la convention théâtrale, manifestement par cœur un texte « écrit », les héros de Beckett peinent sans cesse pour exprimer ce qu'ils sont. Prononçant des mots un peu au hasard, s'aidant de formules toutes faites, jusqu'à l'éclair où provisoirement le sens sera maîtrisé, c'est laborieusement — mais parfois aussi dans les vanités d'auteur — qu'ils sécrètent pensée et langage.

De là un triste humour : au lieu de le débiter impeccablement, ces animaux pensants cherchent leur rôle, comme un chien déterre un os.

Temps, mouvement, prononciation, débit — les indications scéniques, toutes prévues et déjà indiquées, ont, dans ces pièces « physiques », autant d'importance que les mots, et dans certains textes tiennent plus de place.

Samuel Beckett les traduit souvent lui-même d'anglais en français ou de français en anglais, travail qui le fait souffrir et ne le satisfait jamais. « *Comment*, dit-il, *rendre en anglais, par exemple, l'expression : c'est vrai ?* ».

Il n'emploie pas les mots pour leur sens, mais pour leur physionomie, leur allure, la découpure singulière qu'ils font dans le silence.

Les spectateurs d'*En attendant Godot*, mis en scène sous la direction personnelle de Beckett, se souviennent probablement de ces « temps » si longs — guère plus longs que ceux du dialogue réel — où le malaise gagnait la salle ; le public, habitué à ce qu'on lui fasse entendre des mots artificiellement groupés, ne les reconnaissait plus ainsi, tramés dans leur étoffe, le silence.

Cheminant non loin de celle de Kafka, l'œuvre de cet homme intense est dominée par l'angoisse. Depuis *Murphy*, on assiste aux immenses et risibles efforts d'un être qui a l'intention d'avancer mais ne bouge pas, qui ne cesse au contraire de déchoir et de se décomposer sur place.

Toutefois, au cœur de l'angoisse perce à la longue une rose. « *La fin est dans le commencement*, dit Hamm, « *et cependant on continue* ». L'entêtement insensé des drôles d'êtres de Samuel Beckett, c'est, sans qu'ils le sachent, leur grandeur.

Madeleine CHAPSAL.

PARTIE ”

NAGG. — Pas si fort !

NELL (*sans baisser la voix*). — Rien n'est plus drôle que le malheur, je te l'accorde. Mais —

NAGG (*scandalisé*). — Oh !

NELL. — Si, si, c'est la chose la plus comique au monde. Et nous en rions, nous en rions, de bon cœur, les premiers temps. Mais c'est toujours la même chose. Oui, c'est comme la bonne histoire qu'on nous raconte trop souvent, nous la trouvons toujours bonne, mais nous n'en rions plus. (*Un temps.*) As-tu autre chose à me dire ?

NAGG. — Non.

NELL. — Réfléchis bien. (*Un temps.*) Alors je vais te laisser.

NAGG. — Tu ne veux pas ton biscuit ? (*Un temps.*) Je te le garde. (*Un temps.*) Je croyais que tu allais me laisser.

NELL. — Je vais te laisser.

NAGG. — Tu peux me gratter d'abord ?

NELL. — Non. (*Un temps.*) Où ?

NAGG. — Dans le dos.

NELL. — Non. (*Un temps.*) Frotte-toi contre le rebord.

NAGG. — C'est plus bas. Dans le creux.

NELL. — Quel creux ?

NAGG. — Le creux. (*Un temps.*) Tu ne peux pas ? (*Un temps.*) Hier tu m'as gratté là.

NELL (*élégiaque*). — Ah hier !

NAGG. — Tu ne peux pas ? (*Un temps.*) Tu ne veux pas que je te gratte, toi ? (*Un temps.*) Tu pleures encore ?

NELL. — J'essayais.

Un temps.

HAMM (*bas*). — C'est peut-être une petite veine.

Un temps.

NAGG. — Qu'est-ce qu'il a dit ?

NELL. — C'est peut-être une petite veine.

NAGG. — Qu'est-ce que ça veut dire ? (*Un temps.*) Ça ne veut rien dire. (*Un temps.*) Je vais te raconter l'histoire du tailleur.

NELL. — Pourquoi ?

NAGG. — Pour te dérider.

NELL. — Elle n'est pas drôle.

NAGG. — Elle t'a toujours fait rire. (*Un temps.*) La première fois j'ai cru que tu allais mourir.

NELL. — C'était sur le lac de Côme. (*Un temps.*) Une après-midi d'avril. (*Un temps.*) Tu peux le croire ?

NAGG. — Quoi ?

NELL. — Que nous nous sommes promenés sur le lac de Côme. (*Un temps.*) Une après-midi d'avril.

NAGG. — On s'était fiancés la veille.

NELL. — Fiancés !

NAGG. — Tu as tellement ri que tu nous as fait chavirer. On aurait dû se noyer.

NELL. — C'était parce que je me sentais heureuse.

NAGG. — Mais non, mais non, c'était mon histoire. La preuve, tu en ris encore. A chaque fois.

NELL. — C'était profond, profond. Et on voyait le fond. Si blanc. Si net.

NAGG. — Ecoute-la encore. (*Voix de raconteur.*) Un Anglais — (*il prend un visage d'Anglais, reprend le sien*) — ayant besoin d'un pantalon rayé en vitesse pour les fêtes du Nouvel An se rend chez son tailleur qui lui prend ses mesures. (*Voix du tailleur.*) « Et voilà qui est fait, revenez dans quatre jours, il sera prêt. » Bon. Quatre jours plus tard. (*Voix du tailleur.*) « Sorry, revenez dans huit jours, j'ai raté le fond. » Bon, ça va, le fond, c'est pas commode. Huit jours plus tard. (*Voix du tailleur.*) « Désolé, revenez dans dix jours, j'ai salopé l'entre-jambes. » Bon, d'accord, l'entre-jambes, c'est délicat. Dix jours plus tard. (*Voix du tailleur.*) « Navré, revenez dans quinze jours, j'ai bousillé la braguette. » Bon, à la rigueur, une belle braguette, c'est calé. (*Un temps. Voix normale.*) Je la raconte mal. (*Un temps. Morne.*) Je raconte cette histoire de plus en plus mal. (*Un temps. Voix de raconteur.*) Enfin bref, de faufil en aiguille, voici Pâques Fleuries et il loupe les boutonnières. (*Visage, puis voix du client.*) « Goddam Sir, non, vraiment, c'est indécent, à la fin ! En six jours, vous entendez, six jours, Dieu fit le monde. Oui Monsieur, parfaitement Monsieur, le MONDE ! Et vous, vous n'êtes pas foutu de me faire un pantalon en trois mois ! » (*Voix du tailleur, scandalisée.*) « Mais Milord ! Mais Milord ! Regardez — (*geste méprisant, avec dégoût*) — le monde... (*un temps*)... et regardez — (*geste amoureux, avec orgueil*) — mon PANTALON ! »

Un temps. Il fixe Nell restée impassible, les yeux vagues, part d'un rire forcé et aigu, le coupe, avance la tête vers Nell, lance de nouveau son rire.

HAMM. — Assez !

L'extrait de « Fin de Partie », que nous donnons, se présente comme une sorte d'intermède peu après le commencement de la pièce. Cet acte est conçu pour être joué avec — en complément de programme — un mime, « Acte sans paroles », sur une partition musicale de John Beckett. — Editions de Minuit, 390 fr. 128 p.

On vous en parlera : Maturité

LA GARTEMPE

par Jean Blanzat. Ed. Gallimard. 267 pages. 590 francs.

JEAN BLANZAT

LES trois personnages de « La Gartempe » sont-ils des victimes ? Rêvent-ils d'un amour absolu et impossible ? Rapprochés par la défaite de 1940 et par l'exode, Mathilde, son mari et Ludovic, Parisiens déracinés, sont unis par une force qui les dépasse.

Mathilde aime-t-elle son mari ? Ludovic aime-t-il la jeune paysanne entrevue au hasard des routes et dont il voudrait garder intacte l'image un peu mystique ? Nous ne le savons pas. Toujours est-il que la sensualité de l'adultère les jette l'un sur l'autre, au bord de la rivière, sous les buissons.

Dans aucun de ses romans précédents, Blanzat n'avait trouvé d'accents aussi sensuels et suggéré d'aussi nostalgique volupté : pour raconter la trouble liaison des deux amants (une liaison comme il y en eut tant entre réfugiés de fortune), il trouve un langage indirect, d'autant plus évocateur qu'il reste discret.

Cependant, le romancier n'a pas voulu nous éclairer sur le plaisir des amants et, malgré certaines parentés, il n'a pas désiré, comme Lawrence dans « L'Amant de lady Chatterley », évoquer les troubles vertus d'une passion païenne au milieu des herbes imbibées d'eau d'un été finissant. Il se propose un autre but, plus difficile et qui ressortit à la tradition psychologique du roman français et anglais, de Hardy à Chardonne : la confusion des sentiments et l'interversion des émotions.

On oublie généralement, lorsqu'on condamne la psychologie romanesque, que le roman n'a point d'autre matière que celle qu'il domine, ou croit dominer, par la description de la vie intérieure : par là seulement, il échappe à la littérature et aux artifices. Or, cette analyse que tente Blanzat, elle cherche à éclairer l'auteur et ses personnages sur les inquiétantes perversions de la sensualité en mystique et de la passion en mensonge. Ludovic peut-il posséder Mathilde en pensant à l'inaccessible paysanne qui le hante comme elle ferait d'un adolescent ? Mathilde peut-elle accepter cet étrange marché qui ressemble un peu trop aux illusions de l'esprit trompeur ? La dialectique de la faute ronge comme un ver une sensualité trop pathétique...

Pourtant, le vrai sujet de « La Gartempe » n'est pas celui d'un échec, il est plus encore la rencontre d'un paysage et d'une passion. La Gartempe, cette étrange rivière qui coulait déjà dans les récits de Giraudoux, après avoir suivi les périples de la Carte du Tendre, suscite le désir entre Mathilde et Ludovic tout en le dépassant : « Leur amour, avant de retomber, avait eu, dans son inquiétude et son bonheur, la Gartempe pour sœur et pour complice. »

Dans l'« Orage du Matin », paru durant la guerre et qu'il est difficile d'oublier, Blanzat avait déjà mêlé le trouble visage de la nature et celui de l'amour naissant. Mais il s'agissait alors de jeunes hommes et de jeunes femmes. Ici, le moulin sur la rivière, hanté par les esprits du mal et de la terre, compose une géographie obsédante autour de deux êtres mûrs qui ont passé la trentaine. De là vient assurément l'épaisseur de sensation, la gravité du ton qui confère à ce « Grand Meaulnes » de la maturité une indiscutable force de séduction et les vertus d'un art qui tient davantage à ce qu'il dissimule qu'à ce qu'il révèle.

ÉCRIVAINS

Ballottage au pays du roman

QUATRE critiques interrogés à l'émission de François-Régis Bastide et Michel Polac sur leurs meilleures lectures de l'année 1956 répondirent en citant *Tristes Tropiques*, de Lévi-Strauss ; *Le Travail en miettes*, de Friedmann ; *La Tentation d'exister*, de Cioran, et les *Psaumes du Pèlerin*, de Toukaram, un épicier hindou du XVII[e] siècle. Pas un seul roman : cela allait mal. On appela sur-le-champ et sur la scène de l'Alliance Française, où s'enregistrait l'émission, deux grands docteurs, Michel de Saint-Pierre et Alain Robbe-Grillet, Poujade et Robespierre.

Comme les médecins de Molière, ils commencèrent par poser leurs conditions, dont la première était de ne pas se voir et de ne pas se parler. Puis ils s'adressèrent à la foule. Pour défendre une romancière belge dont le style n'est pas la qualité principale, Michel de Saint-Pierre trouva des accents émus et patriotiques. L'honneur français était en jeu, et quand on a l'honneur d'écrire en français, déclara-t-il, il est interdit d'être obscur. Persuadé que le grand public fait les grands tirages et que les grands tirages font les grands écrivains, l'auteur des *Aristocrates* trouva pour flatter l'auditoire les accents et les arguments chers à M. Poujade qui, après tout, est lui aussi dans le commerce du papier. Mais, hélas ! même dans ce domaine, il paraît que le poujadisme était en baisse.

Modeste, froid et presque fluet, Robbe-Grillet, à l'autre bout de la scène, essaya d'opposer à la finette de M. de Saint-Pierre son Michel Butor. Il demanda pourquoi il n'y aurait pas un progrès dans l'art du roman comme il y en a dans les autres arts ou dans les autres techniques, laissant l'auditoire conclure qu'à la pointe du progrès il y avait Robbe-Grillet, et sans doute Butor qui est son disciple. On le sait, c'est l'Incorruptible, il refuse au lecteur les douceurs de la sensibilité, les personnages, les sentiments, il a un programme d'austérité et ne déteste pas les romans où des êtres qui ne se connaissent pas eux-mêmes se promènent sans savoir pourquoi dans un univers au climat d'aquarium. Michel de Saint-Pierre s'en arrange mal, il le dit; les docteurs allaient en arriver à se parler, voire à se lapider avec les cailloux qui sont le décor des *Coréens*. Mais Bastide donna le signal des adieux...

Les best-sellers français

LES NOUVELLES LITTERAIRES, après avoir établi la liste des best-sellers français depuis la fin de la guerre, se sont à nouveau adressées à tous les éditeurs pour leur demander leurs succès pour l'année 1956.

Une liste de 175 volumes est le résultat de cette enquête ; 175 volumes qui ont atteint ou dépassé un tirage de 10.000 exemplaires. Ce nombre considérable d'élus pourrait tromper sur la prospérité de l'édition française, mais si on regarde la liste de plus près, on constate aussitôt que deux livres seulement ont dépassé un tirage de 100.000 exemplaires, vingt ont atteint les 50.000 et trente-cinq les 30.000.

En tête, et de loin, Françoise Sagan avec 450.000 exemplaires. Sa vente est presque le triple de celle de son successeur immédiat, Romain Gary dont les « Racines du Ciel » atteignent actuellement un tirage de 162.000 exemplaires. Le succès de Françoise Sagan est d'autant plus remarquable qu'elle n'a fait l'objet d'aucune distinction, alors que Romain Gary a obtenu le prix Goncourt.

Enfants et kangourous

Les prix littéraires de fin d'année ont eu une influence décisive sur cette liste. Les quatre lauréats occupent, en effet, les seconde, troisième, cinquième et sixième places. Seul Albert Camus avec « La Chute » a réussi à s'intégrer dans ce palmarès : la quatrième place avec 84.000 exemplaires constitue un succès remarquable si l'on pense à la haute exigence intellectuelle de ce récit.

Les dix premiers de la liste sont des romans, neuf romans français et un seul étranger : Graham Greene avec « Un Américain bien tranquille » que les lecteurs de « L'Express » ont pu lire en feuilleton.

La onzième place est enfin occupée par une œuvre non romanesque : le second volume des mémoires du général de Gaulle a atteint un tirage de 65.000 exemplaires, chiffre qui étonne par sa modestie. D'autres surprises nous attendent : une œuvre philosophique aussi ardue que « Le phénomène humain » du Père Teilhard en est à un tirage de 50.000, le premier volume de l'Encyclopédie de la Pléiade, consacré aux littératures extra-européennes, a dépassé 25.000 exemplaires, alors que « Nekrassov » de Jean-Paul Sartre plafonne à un tirage de 12.000, dix fois moins que « Les Mains sales » du même auteur. Un seul « poète » parmi les grands succès : Minou Drouet qui occupe une fort honorable 29[e] place avec un tirage de 38.500 exemplaires.

Cette liste n'est évidemment pas complète, car l'enquête ne s'est intéressée qu'aux « ouvrages littéraires », définition qui semble exclure toute la littérature du cœur, les romans policiers, la science-fiction, les livres d'enfants et de nombreux livres religieux, alors qu'elle comprend, on ne sait trop pourquoi, une série impressionnante d'ouvrages dont les auteurs nous informent de leurs démêlés avec des crocodiles, des kangourous ou de leurs exploits dans la forêt vierge, les profondeurs sous-marines ou sur des cimes plus ou moins enneigées. En fait les enquêteurs se sont limités à une quinzaine d'éditeurs, ce qui n'enlève rien à la valeur des informations qu'ils communiquent, mais qui réduit le palmarès aux livres « dont on parle ». Et ce sont pourtant les autres qui se vendent.

VOYAGES

Peut-on être Persan ?

IRAN

par Vincent Monteil. Ed. du Seuil. Collection « Petite Planète », 192 p. 350 F.

QUAND vous aurez dit que la Perse est grande trois fois comme la France, qu'elle a légué à notre langue les mots *aubergine, azur, châle, douane, kiosque, nénuphar* (et quelques autres), qu'elle compte 21 millions d'habitants, vous n'aurez rien dit. Et rien encore si vous ajoutez qu'elle a produit six millions de tonnes de pétrole en 1955. Les ambiguïtés et les contradictions y sont aussi nombreuses que les esturgeons et, en Iran, on mange le caviar à la louche (production : 30 tonnes par an).

Un ouvrier et un paysan d'Iran d'aujourd'hui crèvent à peu près de faim et, comme les hauts fonctionnaires sont payés misérablement, ils font de la corruption une institution nationale.

Pris entre la Russie et les Anglo-Saxons, le Persan, quand il dit *kharegi*, c'est-à-dire étranger, entend indistinctement Russe ou Américain. Il a cru longtemps que Hitler était un agent britannique ; il adore la France et fait du français la langue de luxe ; il aime tout ce qui est allemand et a horreur de tout ce qui est arabe. Sa capitale ressemble à Mexico et ses lignes d'autobus appartiennent à des officiers de police. On trouve à Téhéran des milliers de Polonais, l'ambassadeur russe s'y exprime en français, le cimetière y abrite la tombe du grand-oncle de Jean-Jacques Rousseau. Des richesses incomparables, mais le huitième seulement de la superficie de l'Iran est cultivable, et il est maintenu dans un état féodal par les « mille familles » qui en vivent. Comment peut-on être Persan ?

Tour à tour archéologue, journaliste, poète, touriste et historien, Vincent Monteil réussit magnifiquement (et en souriant) à faire de la Perse un portrait ressemblant.

ESSAIS

Tyrannie du médiocre

JULES RENARD PAR LUI-MÊME

Choix de textes et présentation de Pierre Schneider. Ed. du Seuil, collection « Ecrivains de toujours », 192 pages, 350 francs.

LES historiens sont persuadés que Poil de Carotte est né en 1893. Ils se trompent. Sa date de naissance exacte est le 22 février 1864, que l'état civil attribue pourtant à Jules Renard. Mais il arrive qu'un personnage entre exactement dans la peau de son auteur. Dans le cas de Jules Renard, l'identité est parfaite. « *Poil de Carotte n'évolue pas* — écrit Pierre Schneider — *c'est un absolu, une atti-*

INDRO MONTANELLI
Antichambre du Musée Grévin
traduit de l'italien par Henriette VALOT
Flash sur les figures du jour : vedettes, écrivains, personnages politiques.
del Duca
Un vol. : 870 fr.

GABRIEL DELAUNAY
La nuit sans aube
roman
Une nuit de l'hiver 1943, dans une ville de l'Ouest, un groupe — six hommes, une femme — a reçu, par radio, un ordre : **un homme à exécuter.** Une rafale suffit. Mais ces êtres engagés, solidaires, restent des hommes. Ils ont choisi, mais gardent leur liberté. Ils veulent comprendre et se justifier. Le drame est en eux...
LA NUIT SANS AUBE est le second roman de **Gabriel DELAUNAY**, dont le premier **TOUTE HONTE BUE**, a obtenu en 1953 le Prix Edouard Herriot, réservé aux écrivains fonctionnaires.
Vous suivrez l'auteur avec passion dans son « **voyage au bout de la nuit** ».
EDITIONS ALBIN MICHEL

C.-V. Gheorghiu
LES SACRIFIÉS du Danube
roman
paraît chez
PLON

LA PARISIENNE
1[er] FÉVRIER
1977
PARIS ET LA LITTÉRATURE DANS 20 ANS
Les arrivistes sont arrivés...
OUI, mais dans quel état ?
La Tribune de la Parisienne ses chroniques, ses échos.

tude qui peut se répéter, s'interrompre, mais non se transformer : celle de l'enfant terrorisé ».

Cela commence en 1850, année de la mort de Balzac. Une seule institution nationale solide : la médiocrité. Un seul mot inventé : le mot « raté ». Pierre Schneider nomme ce temps l' « ère vespasienne ». « *Mais pourquoi vespasienne? Parce que la chose ainsi nommée est la seule contribution originale de cette époque à l'architecture* ». Villiers de l'Isle-Adam appelle cela « la tyrannie du médiocre ».

Mais Jules Renard trouve une solution personnelle : au lieu de se vautrer, il se fait tout petit (« *Il est aussi amusant de réduire sa vie* — a-t-il écrit — *que de la dilater* »), il se fabrique une « résignation à ressorts » ; au lieu d'affronter la masse visqueuse de l'esprit de son temps, il se disloque : « *Telle est la tactique de Renard. Il livre une campagne de harcèlement, une guérilla à la réalité* ». Entre un Zola qui avale l'époque en bloc et un Baudelaire qui la fuit également en bloc, Jules Renard décide de « nettoyer les écuries d'Augias avec un cure-dents ».

D'où son culte apparent du détail, son « japonisme », son émiettement, son art du discontinu, son monde découpé en petits morceaux. On interprétait cela comme une impuissance ; Pierre Schneider montre que c'est une tactique ; on prenait Jules Renard pour un amoureux du petit et du morcelé alors qu'il se découpait lui-même pour éviter d'être avalé par son temps.

L'essai de Pierre Schneider n'est pas seulement brillant et adroit ; il frappe et sonne juste. D'un Jules Renard apparemment étiqueté pour l'éternité et immobile sur son étagère, il tire un homme que nous nous mettons à aimer comme si nous le rencontrions pour la première fois et à admirer comme s'il nous avouait enfin qu'il inventa naguère un peu de liberté là où ils étaient mille à l'enfoncer sous la vase.

POLITIQUE

Terre promise

MON VILLAGE EN ISRAEL

par Joseph Baratz. Ed. Plon, 206 pages, 540 francs.

SAN NICANDRO, HISTOIRE D'UNE CONVERSION

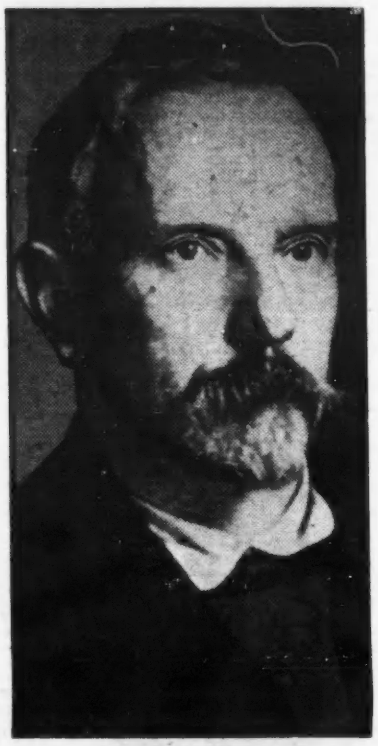
par Elena Cassin. Ed. Plon, 256 pages, 900 francs.

NÉ dans un ghetto de la Russie méridionale, Joseph Baratz, ce père du premier kibboutz d'Israël, arrive en Palestine en 1906 ; la Terre promise est pour lui mieux qu'une terre de refuge ; c'est une terre, tout simplement. Une terre à faire vivre pour revivre avec elle. Ses quarante ans de lutte contre la solitude, le désert, le climat, l'inexpérience, sont ceux de tout un peuple pour s'enraciner dans les marais du Jourdain, avec la ténacité des pionniers et des prophètes.

Mais cette aventure nationale tire son prestige de ce qu'elle s'accompagne d'une aventure évangélique. D'un village des Pouilles de l'Italie fasciste débarque, après la guerre, une communauté de convertis. Mme Elena Cassin en retrace la surprenante genèse. En 1931, à San Nicandro, parmi un groupe de paysans misérables et illettrés, un infirme, « le savant » du groupe, reçoit d'un ami une Bible. Il reconnaît en Yahvé son véritable Dieu ; il transmettra ce message à sa famille, à ses amis ; la secte des « Fidèles de Lévi » est bientôt née. Mais voilà qu'un jour les fidèles apprennent que « les villes sont pleines » de ce peuple qu'ils croyaient disparu depuis des siècles. Après des années de lutte, en dépit de tous les obstacles que leurs familles, la religion officielle, les lois fascistes dressent sur leur chemin, le groupe arrive dans la « Terre des Pères ».

C'est d'un œil de sociologue que Mme Elena Cassin suit cette marche à rebours vers les origines du christianisme et lui restitue son contexte politique et social. Le fascisme, malgré ses promesses, n'a pas réglé la question agraire de l'Italie méridionale et supprimé toutes les formes de protestations politiques. Dans les bourgs surpeuplés, il ne restait aux misérables qu'une voie de salut : la Loi dans l'au-delà. L'évasion vers la spéculation théologique remplaçait le départ vers le Nouveau Monde, jusqu'à ce que ces paysans apprissent que leur faim de terre et leur faim du ciel pouvaient se satisfaire en même temps dans la Terre promise.

Ainsi s'éclaire d'un jour sans merveilleux la vérité qu'affirme un compagnon de Joseph Baratz : « Donnez-moi dix hommes désespérés et je transformerai le monde. »



JULES RENARD
Avec un cure-dents

Un précurseur :

VALERY LARBAUD

VALERY LARBAUD vient de mourir à Vichy, où il était né il y a 76 ans, exactement le 29 août 1881. Son époque étant morte avant lui, il nous arrivait de penser à Larbaud comme à un homme disparu depuis longtemps. Autre chose encore nous le faisait croire : l'homme de lettres en lui s'est suicidé il y a longtemps.

Paralysé, il vivait en retrait, en marge, plus radicalement encore que Martin du Gard, dans une espèce de tombeau-bibliothèque (nous avons appris, il y a quelques années, la vente de cette bibliothèque, l'une des plus fameuses de ce temps).

VALERY LARBAUD
Séculier et régulier

En un temps où tout écrivain qui se prend pour un écrivain, qu'il ait vingt ans ou quatre fois plus, est un séculier de la littérature, Larbaud en était l'un des derniers réguliers. Il avait glissé, lentement, derrière son œuvre et son œuvre fit des années 1925 une époque brillante, une époque nouvelle, une époque-clef. Elle l'est encore et nous aurons, tous les quarts de siècle, à la découvrir.

Giraudoux et Joyce

Pourtant, Larbaud, en même temps qu'il fait de son temps ce qu'il est, s'en distingue toujours. Il est remarquable de constater qu'il contredit sans cesse les tendances générales. « Lorsqu'on lit toute la littérature de 1925 — écrivait naguère Louis Carette — on a l'impression qu'un écrivain se serait déshonoré s'il avait parlé du prix de quelque chose. Il n'y a d'ailleurs aucune œuvre littéraire sur l'argent. » S'il y a Barnabooth de Larbaud et c'est le roman du millionnaire (Barnabooth voyageait avec, pour tout bagage, une malle pleine de billets de banque).

On pourrait dire aussi qu'il n'y a pas, un peu avant la guerre de 1914, d'œuvre de qualité consacrée à l'ailleurs, toutes celles qui valent quelque chose s'employant au moi. Si, il y a le Fermina Marquez de Larbaud. Loti règne, il le balaye, le fait immédiatement apparaître comme sous-littérateur. Larbaud invente l'exotisme moderne. « Je crois retrouver en lui — disait Jean Prévost — les mêmes recherches d'art, les mêmes subtilités, les mêmes lenteurs dont La Fontaine nous fait confidence dans son adorable prologue des Amours de Psyché. » Non seulement Paul Morand (celui de Tendres Stock et d'Ouvert la nuit) doit tout à l'auteur de Fermina Marquez mais Giraudoux, sans lui, ne serait pas tout à fait ce qu'il est. Le procédé employé dans La France sentimentale vient du journal intime de Barnabooth.

L'unité du monde

Larbaud a inventé toute sa vie : pionnier du monologue intérieur (Mon plus secret conseil), de l'art de traiter avec une délicatesse de porcelaine les sujets les plus scabreux (Voyez Beauté, mon beau souci qui est l'histoire d'une fillette de quatorze ans séduisant l'amant de sa mère), il est encore celui qui, le premier dans le monde, osa admirer, lancer et apprivoiser ce monstre, l'Ulysse de Joyce.

Splendide abatteur de barrières, il est l'un des trois ou quatre hommes pour qui et par qui existe une littérature européenne : Larbaud écrivait l'anglais, l'allemand, le russe, l'espagnol, l'italien. Dans Ce vice impuni, la lecture, il se définissait lui-même : « Un petit précieux du début du XX[e] siècle ». Et quand on relit son Domaine français on le voit parler de Maurice Scève, de Racan et de Mérimée avec la même familiarité qu'il parle ailleurs de tel auteur portugais ou que nous, de Françoise Sagan. « Mon ami Ricardo Guiraldes », « Mon ami Scott-James » : telles sont les phrases qu'on rencontre le plus souvent chez Larbaud. Telles sont ses « amours philologiques » : une négation de la barrière des langues. Sa tour de Babel s'élève d'un seul bloc, les traducteurs y sont les derniers garçons d'étage.

Que ce soit dans ses poèmes ou dans ses nouvelles (comme Enfantines), Larbaud montre qu'il croyait à l'unité du monde. Il croyait à un monde parlant l'unique langage de la beauté. Mais qui le croyait comme lui ? Peut-être est-ce pour cela qu'il s'était retiré en dehors de l'univers brisé, dans un Vichy dont les murailles, faites de livres, protégeaient un seul habitant. Et ce solitaire n'avait besoin de regarder vivre aucun homme : seul, il s'acharnait à croire qu'en tissant le meilleur de ce que tous les autres ont jamais écrit, il était suffisamment humain.

[*Tous les livres de Valery Larbaud ont été publiés aux Editions Gallimard.*]

GRATUITEMENT CHEZ VOUS
UN COLIS ÉCHANTILLON
DE QUATRE ROMANS

Soucieuse de faire connaître sa collection littéraire (la moins chère du monde et comportant les meilleurs auteurs de la littérature française et étrangère) la BIBLIOTHEQUE MONDIALE propose de vous envoyer gratuitement un colis de 4 romans complets, abondamment illustrés et présentés avec raffinement.

Vous les examinerez à loisir et vous ne les paierez que s'ils vous donnent satisfaction (125 francs le volume), sinon vous les retournerez à nos frais.

Cette offre exceptionnelle est valable pendant un mois. Ecrivez à la BIBLIOTHEQUE MONDIALE, 8, rue de Berri, PARIS-8e (serv. EX-38).

LA NEF
REVUE MENSUELLE ILLUSTREE

Au sommaire de Février

LE BILAN DES NÉGOCIATIONS SECRÈTES SUR L'ALGÉRIE

UNE ETUDE COMPLETE SUR LE MARCHE COMMUN

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

Sur ce vaste sujet d'une si pressante actualité, voici le grand livre - impatiemment attendu - de l'un des plus savants connaisseurs de l'ISLAM

M. GAUDEFROY-DEMOMBYNES

MAHOMET

Collection L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ, fondée par HENRI BERR

ÉDITIONS ALBIN MICHEL

LE CORAN est une leçon pour l'Univers. Vous ne tarderez pas à vous en rendre compte. (SOURATE 38)

MAISON

Le printemps au mètre

CHAQUE année, de nouveaux procédés techniques améliorent, transforment l'aspect des tissus d'ameublement. L'impression pigmentaire permet de fabriquer des toiles dont les taches donnent le relief et l'intensité en même temps que la diversité des tons d'une peinture à l'huile.

Les Suisses fabriquent une percale « everglaze » dont le brillant se maintient au lavage.

Les fausses économies

Mais en achetant un tissu d'ameublement, il faut savoir que les frais ne s'arrêtent pas dans le magasin. Le prix du travail du tapissier dépasse souvent le prix du tissu à fournir pour chaque meuble et il est sage de ne pas faire de fausses économies sur la qualité du tissu. Le prix de main-d'œuvre restant le même, plus le tissu durera, mieux il s'amortira.

Pour les rideaux, la qualité du tissu est moins importante et l'on pourra utiliser : satinette, percale, toile, reps, imprimés qui apportent gaieté et vie ; pour les sièges qui se fatiguent et s'usent, se salissent surtout, il est préférable de choisir des tissus dont on ne se lassera pas, qui se patineront plus qu'ils ne s'abimeront et supporteront un nettoyage sans blanchir ou se ternir.

Le tableau ci-dessus vous aidera à évaluer approximativement la proportion entre le prix d'un tapissier moyen et celui d'un tissu relativement bon marché (1 500 F) et d'un tissu relativement cher (4 000 F).

	Pour recouvrir normalement	Pour recouvrir avec réfection	Tissus à 1 500 F	Tissus à 4 000 F
Médaillon L. XV et L. XVI	6 500 F	10 000 F	1 050 F	2 800 F
Chaises L. XV et L. XVI	4 000 F	7 000 F	820 F	2 100 F
Bergère à coussin amovible		14 500 F	4 650 F	12 400 F
Fauteuil confortable	12 000 F	17 000 F	7 500 F	20 000 F
Canapé confortable 3 pl.	12 000 F	46 000 F	18 000 F	48 000 F
Lit 140, retapisser façon	32 000 F			
housse matelas + 2 oreillers + polochon	25 000 F		19 500 F	52 000 F

Vu à Paris

● AU VIEUX TISSERAND : rue La Boétie. — *Festival et Campanule:* toile impression pigmentaire, feux d'artifice de fleurs, grand teint et lavable (2 500 F). — Damas de coton, dessin de style (1 000 F le m.).

● CHEZ DELEPOULE : 29, rue de la Pépinière. *Anémones et Tulipes :* des satinettes de coton imprimées de fleurs (980 F). Un reps en vingt-trois coloris différents (650 F).

● CHEZ VICTOR COATES : 20, rue des Petits-Champs. *Chevaux anglais :* toile impression pigmentaire. Bas relief en gris et blanc (2 900 F).

● CHEZ JEANNE BARY : 85, rue La Boétie. *Les Oiseaux, les Papillons, les Roses :* percales suisses sur fond naturel, impressions reproduction de gravures anciennes, everglaze lavable (2 500 F). Un velours rayé strié, coloris précieux (3 850 F).

● CHEZ RODIN : 36, avenue des Champs-Elysées. Satin de coton à bandes fleuries (995 F). Damas régence de coton, coloris divers (1 990 F). Taffetas rhodia pour rideaux, à bandes multicolores, tons porcelaines (795 F).

● CHEZ PERRIN : 34, rue de Rome. — *Les Masques,* sur toile blanche, impression noire, style africain (1 450 F). Toile coton fond couleur crue rayé légèrement noir (990 F). Les mêmes coloris en toile unie (890 F).

● CHEZ COROT : 65, Champs-Elysées. Coups de pinceau sur satinette imprimée (495 F). Satin rayé Directoire (950 F). Broché Louis XVI, semis de fleurettes, qualité lourde et infroissable (1 250 F).

66
Actuellement
GRANDE VENTE ANNUELLE
de tissus
d'ameublement
chez RODIN
● Tissus modernes ;
● Impressions rustiques ;
● Tissus pour tous les styles ;
● Voiles Rhodia, Coton, Crylor, Tergal.
PRIX SPÉCIAUX
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES
Échantillons sur demande contre 120 Francs en timbres-poste remboursables au premier achat. Préciser style et coloris.

MODE

Une femme en soie

LE style Dior ? ou le style Chanel ? L'apparat ou la nonchalance ? L'armure ou le voile ? La femme admirable ou la femme désirable ? C'est au dénouement de ce conflit, créé à l'automne par le succès foudroyant de Chanel, auquel répondait une saison financièrement très brillante chez Dior, que les premiers spectateurs de la mode de printemps venaient assister, avec une curiosité qui dépassait l'intérêt professionnel.

Ils ont été comblés.

Pelotonnée sur le divan de son petit salon beige aux paravents précieux, Mlle Chanel peut être fière. D'une pichenette, elle a fait basculer dans le passé dix ans de baleines, d'armatures, d'entoilages.

Mais avec cette suprême intelligence de son métier qui l'a mis à la tête d'un empire, Christian Dior a célébré le dixième anniversaire de sa maison, en saisissant « le style Chanel » et en le recréant selon son tempérament, qui est d'un architecte.

Le résultat ? Une mode ravissante, mesurée, très française d'inspiration, une femme en soie, légère et douce, aux courbes molles, à la silhouette imprécise.

Un petit flot mou

Ce qui distingue fondamentalement la mode nouvelle des modes précédentes ? C'est très simple.

Une robe caractéristique de 1957, présentée sur un cintre, ne ressemble à rien. C'est un petit flot de tissu mou et informe. Elle a perdu, si l'on peut dire, son autonomie. Elle est ce que le corps la fait. C'est le triomphe de la robe vivante sur la robe carapace.

Longueur inchangée, carrure inchangée, taille à sa place, ce n'est pas une révolution « au premier degré », qui démode brutalement toute une garde-robe et qui, à la façon de 1920 ou du new-look, bouleverse la silhouette jusque sur les marchés de campagne.

C'est, dans le cadre d'une mode de base installée depuis dix ans, une révolution au second degré qui marque la victoire de la rue sur la haute couture et des mœurs sur les principes.

« La rue » cherche le confort. Les mœurs conduisent plus souvent à la campagne qu'à l'Opéra, simplifient les cérémonies, plient les femmes en quatre sur leurs fauteuils, les enfoncent dans des 4 CV ou les posent sur des scooters : toutes situations où la robe doit suivre le corps au lieu que le corps suive la robe.

Si la mode d'été est excellente, c'est aussi parce que :

● dans ce qu'elle a d'essentiel, la petite couturière et les confectionneurs n'auront aucune peine à la traduire ;

● dans ce qu'elle a de particulier, les grands couturiers et leurs ateliers de fées resteront incopiables.

L'essentiel

L'essentiel, c'est :

● LE TISSU : tous les crêpes, de laine et de soie, les mousselines et les organzas unis ou imprimés. C'est le tissu qui commande la mode, qui lui donne sa nonchalance. Adieu faille et alpaga !

● LA COULEUR : le bleu marine, tous les beiges jusqu'au marron glacé, le jaune d'or, le coq de roche, le rouge franc et le bleu ciel, le tout uni ou à pois.

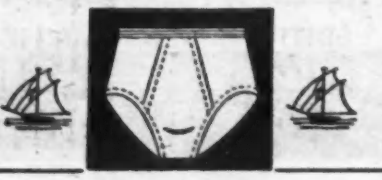
● LA TAILLE : elle est à sa place, parfois froncée dans le dos, indiquée souvent par une très haute ceinture.

● LA LIGNE GÉNÉRALE : le cou bien dégagé, pas ou peu de col, le buste imprécis, le dos blousant, la silhouette droite, même lorsque les jupes ont un peu d'ampleur, pas de manche ou la petite manche courte sans histoire.

● LE « NUMÉRO » : c'est « la petite robe », accompagnée soit d'un manteau également mou, dans le style des robes de chambre d'hommes en foulard, soit d'un paletot court, ou le deux-pièces, veste molle sans entoilage et jupe, sur un tout petit bout de blouse.

PANS DANS LE DOS QUI SE PROLONGENT JUSQU'A TERRE
Avec une pièce de shantung beige, une robe de chambre d'homme et

PETIT-BATEAU
Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.



VELOURDIN POILUX
tissus idéals
POUR VÊTEMENTS ET AMEUBLEMENT
TISSUS NOUVO
29, RUE DU SENTIER, PARIS
ET TOUTES BONNES MAISONS

ELLES
une confidence
un cri
ROMAN

UNE PAGE AU FÉMININ

MANTEAU MOU, EMMANCHURE BASSE, COL DÉCOLLANT — COU DÉGAGÉ, BUSTE IMPRÉCIS, LIGNE DROITE
du crêpe marine : Madame Express vous donne une idée de la mode.

Dior lui-même a dans sa collection quelques deux-pièces de jersey marine, matière totalement étrangère cependant à son style. Le vrai tailleur a vécu. Il retrouve son rôle d'avant guerre : la pièce de fond, pour garde-robe bien fournie, en lainage classique.

Le particulier

La marque de la haute couture se décèlera :

● Dans les décolletés. L'art de Dior consiste à construire ses robes de telle sorte qu'il marie le corsage flou au décolleté par des astuces techniques pratiquement inimitables. Castillo-Lanvin y parvient également avec beaucoup de bonheur.

● Dans les petits cols droits décolletés des vestes de Chanel très difficiles à réussir.

● Dans les vestes pour deux-pièces (comme chez Dior) ou vareuses enfilées par la tête (comme chez Madeleine de Rauch), qui viennent tout juste casser sur la pointe de la hanche et qui vissent autour de la taille.

● Dans l'organza traité à plat. Toutes les grandes maisons présentent quelques robes droites ou à jupes gonflées, faites d'organza tendu sur une doublure.

Le détail de l'année

Certains détails typiques de la saison seront ou pourront être largement empruntés aux couturiers :

● LES MARIAGES DE COULEURS. — Bleu ciel et marron glacé (M. de Rauch). — Bleu marine et noir (Balmain). — Jaune d'or et blanc (Dior et Guy Laroche).

● LES PANS DANS LE DOS. — Pans de la jupe, dans les robes du soir courtes, qui se prolongent jusqu'à terre (Dior). — Pans de mousseline accrochés aux épaules d'une robe en même tissu (Laroche).

● LES CEINTURES. — La ceinture de curé (Balmain). — La haute ceinture de mousseline drapée (Lanvin). — La ceinture qui ne serre pas, passée dans la robe comme un entre-deux (Laroche).

Et encore :

● La mousseline pied-de-poule (Balmain).

● Le manteau et la robe à pois, pois du manteau plus gros (partout).

● Le manteau bleu marine droit et tout bête à boutons dorés (Chanel).

● Le mouchoir noué autour du cou, avec les robes du soir décolletées sans épaulettes (Dior et Laroche).

● La parementure du paletot dans le même imprimé que la blouse (Chanel).

Quant au « climat » particulier à chaque couturier, on le retrouve inchangé.

Pour les 7.000 femmes françaises et étrangères qui, toutes ensemble, constituent la clientèle privée des couturiers, on pourrait esquisser un petit guide détaillé collection par collection et aussi un système de références qui facilite leur choix.

Par exemple : si vous avez le style physique de Françoise Arnoul, habillez-vous chez Carven. Brigitte Bardot? Chez Balmain. Geneviève Page ? Chez Patou. Audrey Hepburn ? Chez Givenchy. Grace Kelly ? Chez Lanvin.

Si vous avez l'air riche, même en bikini, choisissez selon votre gabarit entre Balenciaga (surtout pour le soir), Chanel et Madeleine de Rauch (surtout pour le jour).

Vous tenez au tailleur? Voyez Pierre Cardin, etc.

Quant au jeune couturier Guy Laroche, qui, après avoir pris soin des cheveux des femmes, puis de leurs chapeaux, a eu cette saison l'audace d'ouvrir la 53ᵉ maison de couture parisienne, il habillera à ravir les très jeunes femmes et celles qui veulent en avoir l'air.

Mais c'est en été que les couturiers poussent, aidés par le charme des coloris, des matières. Et c'est en hiver qu'ils s'étiolent lorsqu'il leur faut affronter le devoir d'agrégation des couturiers : la robe d'après-midi et le manteau noirs. Il faudra donc attendre la prochaine collection de M. Laroche pour savoir s'il tiendra les promesses que contiennent ses débuts.

Enfin, agréable surprise, les chapeaux créés par les couturiers eux-mêmes (chez Dior, chez Fath, chez Laroche), petits, moulant la tête, posés en arrière, sont charmants !

Les femmes seront bien jolies, cet été.

(Les renseignements contenus dans cette page sont libres de toute publicité.)

RECETTE

Pruneaux à la royale

— 5 ou 6 pruneaux par personne — 1 bâton de vanille — 1 peu de zeste de citron — sucre en poudre — 1/2 litre de lait — 2 œufs — une cuillerée à soupe de Maïzena.

● Faire cuire les pruneaux à peine couverts d'eau avec la moitié du bâton de vanille, du sucre, et le zeste de citron.

La crème ● Réserver un peu de lait froid. Mettre le reste à chauffer doucement avec suffisamment de sucre pour sucrer toute la crème ● Mettre les deux jaunes d'œuf dans un bol avec la cuillerée de Maïzena ● Dissoudre le tout avec le peu de lait froid versé petit à petit en tournant ● Verser ce mélange dans le lait qui est sur le feu en tournant constamment ● Sortir du feu sans trop attendre dès que cela épaissit à consistance voulue.
● Dénoyauter les pruneaux refroidis,
● Les recouvrir decrème

plus de pieds sensibles

avec la chaussure GUÉRITOU

PILLOT

le spécialiste du chaussant

largeurs et pointures exceptionnelles

CABINETS DE PÉDICURES :
88, rue de Rivoli
Tél. ARC. 44-13. 49-38
2, Boulevard Haussmann
Tél. PRO. 77-21
Magasin principal :
88, rue de Rivoli, Paris.

Succursales :
88 Rue de Rivoli — 16 Pl. de la République
2 Bd Haussmann — 111 Boul. Sebastopol
13 Av. d'Italie — 11 Boul. Saint-Denis
109 Faub. Saint Antoine — 137 Faub. du Temple
107 bis Av. du Gén^al Leclerc — 90 Av. Ledru-Rollin

toute femme éprise se reconnaîtra en ELLES roman

BLAZERS importés de Grande-Bretagne
POUR GARÇONNETS ET JEUNES GENS de 6 à 20 ans
ROBINSON
240, Faubourg-Saint-Honoré (angle avenue Hoche)

ELLES ou la douleur d'être femme et d'aimer
roman d'Alba de Céspedes
AU SEUIL

LE NOIR ET LE ROUGE

par François MAURIAC *de l'Académie française*

M. GUY MOLLET aura réussi ce tour de force de donner sur tous les écueils sans rompre sa barque ministérielle. Il aura endommagé beaucoup de choses au cours de cette année, mais non sa très précieuse cargaison de ministres. Cela valait bien les œuvres complètes de Stendhal que les rescapés lui ont offertes en témoignage de gratitude.

MAIS pourquoi Stendhal ? Ce fut autrefois un petit jeu que l'en jouait entre beaux esprits, aux décades de Pontigny : nous prononcions un nom, et il fallait nommer l'auteur, ou la fleur, ou l'odeur qui y répondait. Pour moi, je suis ainsi fait que si je dis : Stendhal, l'écho ne répond pas : Mollet.

Rien, en lui, qui me rappelle Julien ou Fabrice. Il est vrai que je connais Stendhal et que je ne connais de M. Mollet que ce qui en paraît de loin, à l'homme de la fue, et que la plus grande charité que nous puissions faire à un professionnel de la politique, c'est de croire qu'il ne ressemble pas à son personnage.

Peut-être existe-t-il un Mollet qui ne trahit ni les idées ni les êtres, qui ne distribue pas de prébendes (comme M. Duchet le reproche si durement aux socialistes) (1). Peut-être M. Guy Mollet est-il charmant, après tout, comme son nom qui sort d'une vieille chanson française, et peut-être y a-t-il en lui un quelque chose (mais quoi ?) qui aurait plu à Henri Beyle.

CE n'est pas que j'aie du goût pour l'espèce de gens qui croient qu'ils ressemblent à Stendhal. Toute ma vie, j'aurai eu affaire à des garçons qui s'imaginaient être de sa famille et que cette seule prétention situait aux antipodes du gros Beyle, dont la merveilleuse vertu est précisément le naturel et de n'avoir jamais prétendu à être un autre que lui-même.

Cela n'a l'air de rien, d'être naturel. Tout le génie de Beyle tient pourtant dans cette singularité. Le naturel, chez les gens de lettres, est la chose du monde la moins répandue — c'est pourquoi il y a si peu de vrai talent.

« DE quoi vous mêlez-vous, de trancher sur Beyle ! protestera tel stendhalien que j'imagine. Qu'y a-t-il de commun entre le clérical que vous êtes et lui — entre son rouge et votre noir ? ».

C'est parler un peu vite. D'abord, il existe une parenté secrète entre tous les garçons de la province française qui sont montés à Paris pour écrire des livres. Tous, au fond, plus ou moins, sortent des mains cléricales : pleins de rage comme notre « fils » de Grenoble, ou encombrés, comme je le fus moi-même, de ce rien : la vérité. Derrière ces formules et ces gestes qu'on m'avait appris, régnait une merveille, un secret ineffable, et l'Eglise en détenait la clé. Moi aussi, comme l'enfant Beyle, j'ai eu affaire à cet abbé Raillane qu'il haïssait. Mais moi, je ne le haïssais pas et je n'ai jamais cru que je pusse me passer de lui pour atteindre au bonheur.

CAR, après tout, nous autres, les noirs, du moins les noirs de mon espèce, nous avons aussi cela en commun avec les rouges du genre de Stendhal. Nous aussi, comme lui-même à vingt ans, nous sommes partis à la chasse au bonheur. Seulement, pour nous, c'était plus compliqué et cela s'arrangeait moins bien... jusqu'à ce que ça se soit arrangé beaucoup mieux — mais cette histoire demanderait des volumes.

Il reste que c'est ce que j'aime, dans ce jeune Beyle tel qu'il se confie à son « Journal » (tenu entre sa vingtième et sa quarantième année environ, si je me souviens bien) : qu'il parte sans vergogne à la chasse au bonheur. Et le bonheur, pour ce gros garçon, c'est la tendresse. Que cela me plaît, quand j'y songe !

Il fait semblant d'aimer les beaux crimes. Nietzsche lui doit un peu de ce goût qu'il a passé à toute une génération. Stendhal a ce côté poing sur la hanche et « je te tue - je te viole » dont les Malatesta et autres Cenci font encore retentir à cause de lui les cintres de nos théâtres. Mais au vrai, il n'aimait que la tendresse ; et les filles d'aujourd'hui ne lui plairaient guère (il en trouverait tout de même qui lui plairaient).

VOILA par où il est adorable. Et, bien sûr, il fut ambitieux, comme tous les provinciaux de vingt ans, et, comme presque tous, poussé et pistonné par la famille (tout le côté Daru de son destin). De quoi n'a-t-il pas eu envie ? De quelle place ? En 1830, il rêvait d'une préfecture !

Oui, mais Stendhal est de ces ambitieux qui finissent consuls à Civita-Vecchia — et non par la faute des circonstances. Le naturel, qui fait leur génie, est aussi ce qui leur interdit de réussir. Julien Sorel, faux ambitieux : ce qu'il cherche n'est pas ce qu'il désire.

Voilà par où, s'il s'agissait d'une gageure, je raccrocherais Guy Mollet à Henri Beyle : il serait plaisant de rapprocher les traits de nature qui ont mené l'un à l'hôtel Matignon et l'autre dans ce misérable consulat. Du vivant même de Stendhal, il y eut un homme pour s'en scandaliser, et ce fut Balzac qui écrivit dans la « Revue parisienne », à propos de « La Chartreuse de Parme » : « M. Beyle est un des hommes supérieurs de notre temps ; il est difficile d'expliquer comment cet observateur de premier ordre, ce profond diplomate qui, soit par ses écrits, soit par sa parole, a donné tant de preuves de l'élévation de ses idées et de l'étendue de ses connaissances pratiques, se trouve seulement consul à Civita-Vecchia ».

Je n'ai pas le goût des balancements de phrases et de pensées au point d'écrire après Balzac qu'il est difficile d'expliquer par l'élévation des idées et par l'étendue des connaissances le règne long et paisible de M. Guy Mollet, ce règne à l'épreuve de tous les Trafalgars diplomatiques ou autres, et qui se fortifie des malheurs à mesure qu'il les enfante.

CONVENONS-EN : il faut renoncer à rien comprendre à la politique quand « on n'en est pas ». Seuls les poissons savent pourquoi ils se mangent entre eux ou pourquoi ils ne se mangent pas. Penché sur l'aquarium, je les regarde s'ébattre sans plus essayer d'entrer dans leurs raisons. Mais la dernière idée qui me serait venue, j'avoue que c'eût été de leur offrir en pâture les œuvres complètes de Stendhal.

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

1) « Le président du conseil n'oublie pas qu'il est le secrétaire général de la S.F.I.O. (...).
« Nous ne pouvons pas tolérer que l'Etat soit accaparé par les favoris du parti. Cette colonisation méthodique devient parfaitement scandaleuse. »
(Editorial de Roger Duchet dans « France Indépendante ».) N.D.L.R.

TEST

Avez-vous l'esprit critique ?

LES lettres et les chiffres ci-dessous sont groupés, en dépit des apparences, d'une manière logique. A vous de découvrir selon quelle méthode ces groupes ont été constitués. Puis relevez dans les groupes de lettres et de chiffres les erreurs qui y sont incluses. Vous devez trouver une erreur par groupe.

Pour chaque groupe, indiquez la ligne sur laquelle se situe l'erreur et rectifiez-la.

I	B	C	D	C	B
	D	E	F	E	D
	C	D	E	D	C
	E	F	H	F	E

II	A	2	D	3	H
	F	3	J	2	M
	L	4	Q	1	S
	T	0	U	1	V

III	P	P	Q	R	R	S
	A	B	C	C	D	E
	D	F	I	K	D	I
	M	R	W	Z	M	R

IV	91	73	65	82
	63	54	36	45
	71	80	44	53
	16	52	25	34

V	12	13	15	18
	8	11	13	17
	15	18	22	27
	10	14	19	25

Solution

DANS LE GROUPE 1, erreur à la ligne 4 : H est à la place de G.

En effet, dans ce groupe, les trois premières lettres de chaque ligne sont dans l'ordre de l'alphabet et les deux dernières dans l'ordre inverse.

DANS LE GROUPE 2, erreur à la ligne 4 : 1 au lieu de 0.

Dans ce groupe, les chiffres indiquent le nombre de lettres qui manquent dans la série alphabétique normale.

DANS LE GROUPE 3, à chaque ligne deux lettres sont redoublées. Sauf à la deuxième ligne où une seule lettre figure deux fois.

DANS LE GROUPE 4, à la ligne 1 : 65 au lieu de 64 (le total des chiffres de chaque nombre est égal à 10 dans la première ligne, à 9 dans la deuxième ligne, à 8 dans la troisième, à 7 dans la quatrième).

DANS LE GROUPE 5, l'erreur se trouve à la deuxième ligne où 11 remplace inexactement 10.

Dans ce groupe les nombres se trouvent en progression.

A la première ligne, ils sont ainsi groupés : 12 + 1 = 13, 13 + 2 = 15, 15 + 3 = 18.

A la seconde ligne : 8 + 2 = 10, 10 + 3 = 13, 13 + 4 = 17.

L'erreur est donc d'être passé de 8 à 11.

Si vous avez trouvé et rectifié les cinq erreurs en moins de 10 minutes, vous êtes doué pour le raisonnement logique et vous avez un esprit critique très aigu. Vous êtes capable à la fois de percevoir une structure d'ensemble et d'analyser chacune de ses composantes. Le chevauchement des diverses structures possibles ne vous déroute pas, vous en appréciez l'importance relative et vous savez dégager la relation essentielle

Megève

LE MONT D'ARBOIS premier hôtel de montagne en France

SEMAINE DE L'ÉLÉGANCE SUR LA NEIGE ORGANISATION CHARLES THAON

14 février
LA COUTURE DE PRINTEMPS
Modèles Créations JEAN BAILLIE

15 février
LA FOURRURE
CANADA FURS PARIS d'« Art et Création »

16 février
LE DAIM HAUTE COUTURE
AMARYLLIS sélection 1957

17 février
LA JEUNE COUTURE DE PRINTEMPS-ETE
LOUIS FERAUD et JACQUES ESTEREL couturiers

18 février
LES TRICOTS 1957
KORRIGAN LESUR

19 février
L'ELEGANCE NOUVELLE FORMULE
Jean-Pierre GATTEGNO, sélection Printemps-Eté

20 février
LE PARFUM
JEAN PATOU parfumeur

Les collections seront présentées avec LE NOUVEAU MAQUILLAGE de HARRIET HUBBARD AYER
CAPOBIANCO, HAUTE BOTTERIE et LE BAS « FEMME »
Enfin L'ELEGANCE SPORTIVE avec PEPIN, Tailleur-Bottier